



République du Sénégal

Un Peuple - Un But - Une Foi

Ministère des Finances et du Budget

Direction générale du Budget

Direction de la Programmation budgétaire



DOCUMENT BUDGETAIRE GENRE 2022

Table des matières

INTRODUCTION.....	5
I. OPERATIONALISATION DE LA DIMENSION GENRE.....	8
1.1. LES ENJEUX ET DEFIS.....	8
1.2. LES ACQUIS.....	12
1.3. GENRE ET COVID-19.....	22
1.4. GENRE DANS LES PROJETS/PROGRAMMES.....	25
II. BUDGETISATION SENSIBLE AU GENRE : INTEGRATION DU GENRE DANS LA PLANIFICATION OPERATIONNELLE DES MINISTERES.....	29
1. Ministère des Affaires étrangères et des Sénégalais de l'Extérieur (MAESE).....	29
2. Ministère des Forces armées (MFA).....	31
3. Ministère de l'Intérieur (MINT).....	33
4. Ministère de la Justice (MJ).....	35
5. Ministère de la Fonction publique et du Renouveau du Secteur public (MFPRSP).....	36
6. Ministère du Travail, du Dialogue social et des Relations avec les Institutions (MTDSRI).....	38
7. Ministère des Pêches et de l'Economie maritime (MPEM).....	39
8. Ministère des Infrastructures, des Transports terrestres et du Désenclavement (MITTD).....	42
9. Ministère des Finances et du Budget (MFB).....	43
10. Ministère du Pétrole et des Energies (MPE).....	44
11. Ministère du Commerce et des Petites et moyennes entreprises (MCPME).....	46
12. Ministère de l'Urbanisme du Logement et de l'Hygiène publique (MULHP).....	48
13. Ministère du Développement industriel et de la Petite et Moyenne Industrie (MDIPMI).....	50
14. Ministère du Tourisme et des Transports aériens (MTTA).....	52
15. Le Ministère de l'Education nationale (MEN).....	54
16. Ministère des Sports (MS).....	58
17. Ministère de la Culture et de la Communication (MCC).....	60
18. Ministère de la Santé et de l'Action sociale (MSAS).....	61
19. Ministère de la Jeunesse (MJ).....	64
20. Ministère de l'Environnement et du Développement durable (MEDD).....	67
21. Ministère de la Femme, de la Famille, du Genre et de la Protection des Enfants (MFFGPE).....	70
22. Ministère de l'Emploi, de la Formation professionnelle, de l'Apprentissage et de l'Insertion (MEFPAI).....	75
23. Ministère de l'Economie du Plan et de la Coopération (MEPC).....	78
24. Ministère de l'Elevage et des Productions animales (MEPA).....	80
25. Ministère de l'Economie numérique et des Télécommunication (MENT).....	82
26. Ministère de la Microfinance et de l'Economie, sociale et solidaire (MMESS).....	83
27. Ministère des Collectivités territoriales, du Développement et de l'Aménagement du Territoire (MCTDAT).....	86
28. Ministère de l'Eau et de l'Assainissement (MEA).....	88
29. Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (MESRI).....	93
30. Ministère des Mines et de la Géologie (MMG).....	96
31. Ministère du Développement communautaire de l'Equité sociale et territoriale (MDCEST).....	99
CONCLUSION.....	101



« Veiller sans relâche à la protection soutenue des droits des femmes, ainsi qu'à la préservation de leur intégrité contre toute forme de discrimination et de violence »

Monsieur Macky SALL, Président de la République du Sénégal

Extrait du communiqué du Conseil des Ministres du 3 mars 2021

INTRODUCTION

L'élaboration du **Document budgétaire Genre (DBG) 2022**, à l'image du précédent, s'est fait dans un contexte incertain marqué encore par la pandémie de la Covid-19. Ce présent document, sixième du genre, réaffirme encore une fois, le choix de son Excellence, Monsieur le Président de la République, d'inscrire le genre au rang des priorités du Gouvernement.

La question des inégalités de genre devient ainsi, un engagement national fort du Gouvernement qui veut bâtir une société équitable et dépourvue de toutes formes d'inégalités et d'iniquités, qui garantit à tous, la réalisation de leurs potentiels pour leurs pleins épanouissements.

Dès lors, en vue de **promouvoir l'équité et l'égalité hommes-femmes**, l'État s'appuie principalement sur quatre leviers d'actions :

- la protection des droits des femmes et des jeunes filles ;
- la préservation de leur intégrité contre toute forme de discrimination et de violence ;
- leur autonomisation économique à travers l'accès à certains actifs (foncier, crédit, etc.) ;
- la promotion socio-économique des familles.

A cet effet, la budgétisation sensible au genre est l'approche adoptée par le Ministère des Finances et du Budget afin de mieux prendre en compte la dimension genre dans les politiques publiques. Cette approche permet d'intégrer la dimension genre dans la chaîne **Planification-Programmation-Budgétisation-Suivi (PPBS)**.

Par ailleurs, les **revues annuelles conjointes (RAC)** constituent des moments de partage des performances de la politique économique et sociale mais également de bilan des thématiques transversales notamment le genre.

Ainsi, à la revue annuelle conjointe 2021, des avancées importantes ont été notées en matière d'égalité de genre, plus particulièrement dans le domaine de l'accès aux instances de décision, à l'éducation et à la formation même si, par contre, l'accès aux facteurs de production (foncier, financement, etc.) en milieu rural, les pratiques et coutumes préjudiciables aux filles telles que les mutilations génitales, les abandons scolaires, les violences basées sur le genre, les mariages et les grossesses précoces restent encore autant de contraintes qui plombent l'épanouissement de cette couche vulnérable.

La démarche méthodologique adoptée pour l'élaboration du présent document, s'articule autour de la réforme budgétaire qui, au-delà des aspects techniques, constitue un nouveau mode de gestion des finances publiques basé sur l'amélioration de l'efficacité de l'action publique pour le bénéfice de tous

(citoyens, usagers et contribuables) et l'instauration d'une véritable transparence dans le mode de gestion des finances publiques.

Le **Document budgétaire Genre 2022** est élaboré avec les concours de l'ensemble des départements ministériels. Ainsi, malgré les contraintes liées à la pandémie, des résultats significatifs sont enregistrés à travers les différentes interventions. Le **Programme de Résilience économique et social (PRES)**, mis en œuvre en 2020 grâce notamment, un recadrage budgétaire, a également permis d'enregistrer des résultats appréciables et d'atténuer les effets néfastes de cette pandémie.

A la suite du PRES, le PAP du PSE a été révisé, d'où sa dénomination de **Plan d'Actions prioritaires ajusté et accéléré (PAP2A)** pour asseoir les bases d'une relance permettant au Sénégal de se replacer rapidement sur sa trajectoire d'émergence d'avant Covid-19.

Le présent document fait d'abord le **bilan des interventions genre** avant de présenter la liste des **principaux projets/programmes intégrant la dimension genre** inscrits dans le **Projet de Loi de Finances (PLF) 2022** et de décrire les différentes étapes de la prise en compte du genre dans les budgets des ministères à travers la **maquette de budgétisation sensible au genre**.

OPERATIONALISATION DE LA DIMENSION GENRE

I. OPERATIONALISATION DE LA DIMENSION GENDRE

Les institutions internationales, notamment le Groupe de la Banque mondiale, partent du principe « *qu'aucun pays, qu'aucune communauté ou qu'aucune économie ne peut réaliser son potentiel ou relever les défis du XXI^{ème} siècle sans la participation pleine et entière des femmes et des hommes, des filles et des garçons, sur un pied d'égalité* ». Ainsi, face aux défis majeurs liés à la pandémie, aux changements climatiques et à la pauvreté qui touchent les deux sexes de manière distincte, il urge de lutter contre les lois et politiques discriminatoires.

Selon le **rapport sur le développement humain 2020**, le Sénégal est toujours dans le groupe des pays à développement humain faible avec un indice de **0,512** et occupe la 168^{ème} place sur 189 pays. Comparé à la moyenne subsaharienne (0,381), le Sénégal enregistre un IDH ajusté aux inégalités de **0,348** qui est en dessous de cette moyenne soit un écart de 0,033 point. Cet indice est en moyenne de 0,800, 0,618 et 0,503 respectivement aux niveaux des groupes de pays à développement humain très élevé, élevé et moyen. Ces résultats indiquent que les niveaux de développement humain sont non seulement bas pour le groupe de pays à développement humain faible, mais sont aussi inégaux.

Quant à l'**Indice de l'Inégalité de Genre (IIG)**, le Sénégal gagne 0,01 point de pourcentage avec un indice de 0,533 dans le rapport de 2020 contre 0,523 dans celui de 2019. Toutefois, il occupe la quatrième place dans le groupe « développement humain faible » après le Rwanda, le Burundi et le Mozambique et se classe 130^{ème} au niveau mondial.

Aussi, au regard des enjeux liés à la prise en compte de la dimension genre dans les politiques publiques, devient-il impératif de l'intégrer dans le quadruplet **Planification-Programmation-Budgétisation-Suivi (PPBS)** en vue d'une opérationnalisation effective.

Ce premier chapitre permet d'abord de rappeler les **enjeux et défis de l'intégration du genre dans les politiques publiques**, de faire le **bilan des réalisations** et enfin de lister les **principaux projets/programmes intégrant la dimension genre** à travers la banque de projets du PIP 2022-2024.

1.1. LES ENJEUX ET DEFIS

Au-delà de son concept sociologique, le genre est un outil de respect des droits humains et une méthodologie pour des actions et des politiques publiques plus efficaces ainsi que pour promouvoir un mode de développement durable.

Sous cet angle, les inégalités de genre constituent un manque à gagner considérable pour le continent africain. Dans son rapport « *The Power of Parity* » sur les inégalités de genre en Afrique, le cabinet américain McKinsey fait l'éloge

de la parité et ses avantages économiques pour l'Afrique. D'après lui, en réduisant les inégalités liées au genre, les pays africains pourraient gagner jusqu'à **316 milliards de dollars d'ici 2025**. Toujours, selon l'étude, ces dernières années, les progrès en matière de réduction des inégalités ont globalement stagné sur le continent en dépit des efforts notés dans de nombreux pays. Les femmes africaines qui représentent plus de la moitié de la population totale du continent, n'ont généré que 33% du PIB total de l'Afrique en 2018, fait savoir le rapport.

En outre, l'étude recommande l'accompagnement des femmes entrepreneures pour leur permettre d'avoir un meilleur accès aux financements, ce qui contribuerait à réduire ces inégalités. Dès lors, le financement de la gent féminine constitue un défi majeur pour les dirigeants africains.

Pour sa part, la Banque africaine de développement (BAD) estime le déficit de financement des femmes africaines dans l'ensemble des chaînes de valeur des entreprises à **42 milliards de dollars**, soit environ 23,8 milliards F CFA.

La volonté politique exprimée par le Gouvernement témoigne de l'importance accordée aux questions d'inégalité de genre dans le développement économique et la stabilité sociale du Sénégal. Pour cette raison, une place importante est accordée à la prise en compte de la dimension genre dans le référentiel qu'est le Plan Sénégal émergent (PSE). Dans cet élan, Monsieur le Président de la République a réitéré, lors du conseil des Ministres du 3 mars 2021, sa volonté de veiller, sans relâche, à la protection soutenue des droits des femmes, ainsi qu'à la préservation de leur intégrité contre toute forme de discrimination et de violence. En outre, il a instruit d'intégrer l'approche genre dans le déploiement des programmes sectoriels en vue d'asseoir leur performance pour une meilleure appropriation de leur mise en œuvre.

Ainsi, pour assurer une plus grande inclusion sociale et la promotion des droits humains des groupes les plus vulnérables de manière générale, le **PAP2A** a mis le focus sur la promotion d'une agriculture intensive, abondante, de qualité et résiliente, à une santé inclusive, à un système éducatif performant et au renforcement de la protection sociale.

Pour ce qui est de **l'axe 1 du PSE, transformation structurelle de l'économie et croissance**, constitué de secteurs à forte concentration de femmes, l'analyse de la crise sanitaire a montré la nécessité de revisiter et de redéfinir les politiques au niveau des secteurs qui ont été plus affectés. Il s'agit notamment de l'hôtellerie, la coiffure, le commerce et la vente, la restauration et la transformation de produits locaux.

Concernant **l'axe 2, capital humain, protection sociale et développement durable**, la pandémie a non seulement fragilisé davantage le système sanitaire mais également mis en évidence les inégalités et les disparités socioéconomiques déjà existantes entre hommes et femmes. Toutefois, la Covid-

19 est devenue une opportunité pour revisiter et redéfinir la politique sanitaire avec un renforcement du rôle des femmes et, par de-là, contribuer à la réduction des inégalités. Il convient donc de procéder à l'élargissement de l'accès aux mécanismes de protection sociale et à l'amélioration du Registre national unique (RNU). Dans cette optique, un des principes fondamentaux de dignité humaine et de justice sociale étant l'accès au logement décent, il est attendu, l'accélération de la construction de 100 000 logements sociaux.

Quant à l'axe 3, **gouvernance, institutions, paix et sécurité**, des avancées ont été notées grâce à la mise en place d'un dispositif juridique et réglementaire en faveur de l'égalité des sexes et à la promotion des droits fondamentaux des femmes et des filles malgré la non effectivité de l'application des textes favorables à l'équité et l'égalité de genre qui demeure une contrainte. A cet effet, il est attendu, entre autres, la promotion d'initiatives novatrices d'allocation des ressources publiques soucieuses de la prise en compte des besoins spécifiques de ces populations cibles ainsi que la poursuite des réformes juridiques pour une égalité d'accès sécurisé à la justice pour les hommes et pour les femmes conformément aux dispositions des instruments de promotion des droits humains fondamentaux.

Représentant 52,24%¹ de la population, les femmes constituent un immense potentiel au Sénégal et s'activent en majorité dans des secteurs d'activités moins lucratifs et consacrent plus de temps aux tâches domestiques à la santé et à l'éducation de leurs enfants. Ainsi, les efforts consentis pour leur autonomisation doivent être renforcés dans le but de doper la croissance économique et réduire la pauvreté.

Au regard des enjeux, l'approche budgétaire s'impose afin de mieux corriger les disparités sexospécifiques. Elle cherche à mettre en évidence cet impact selon le genre sur les budgets et à les transformer en instruments de renforcement de l'égalité entre les femmes et les hommes.

Les budgets ne sont pas uniquement des instruments économiques ; ils traduisent des politiques en termes monétaires et expriment des priorités politiques. Même s'ils ne sont pas neutres quant au genre, ils ont des conséquences différentes pour les femmes et les hommes et reflètent, de facto, les rapports de force existants dans la société : disparités économiques, conditions de vie différentes et attribution de rôles sociaux. C'est pourquoi l'intégration d'une perspective de genre concerne toutes les étapes du processus budgétaire et requiert une analyse sensible. L'objectif est de redéfinir les priorités et d'allouer des ressources qui répondent aux besoins de tous les segments de la population en appliquant une discrimination positive à l'égard des femmes.

Par ailleurs, la revue documentaire a permis de constater que, suivant les contextes, la plupart des initiatives BSG nécessitent un processus d'analyse

¹ Rapport annuel sur la Population du Sénégal en 2017

spécifique. Ainsi, il est souvent recommandé de faire une analyse genre du budget avant de décider des changements à apporter. En Australie² par exemple, l'analyse part des trois catégories de dépenses à savoir :

- les dépenses ciblées sur le genre, c'est-à-dire celles qui visent spécifiquement à améliorer l'égalité des genres, comme, par exemple au niveau de l'éducation, des bourses d'études réservées aux filles ;
- les dépenses de personnel relatives à l'équité dans le monde du travail, c'est-à-dire celles qui promeuvent l'équité au sein des services publics qui, toujours dans l'éducation, peuvent inclure les dépenses de formation des enseignantes pour les aider à progresser dans leurs carrières ;
- les dépenses générales et courantes, analysées pour leur impact relativement au genre. Il s'agit par exemple des dépenses relatives à l'éducation post-obligatoire, un des secteurs qui a généralement une plus grande proportion d'étudiants masculins, et du financement de l'éducation maternelle (petite enfance), qui bénéficie particulièrement aux femmes et aux filles plus âgées parce qu'elle réduit le fardeau des soins à apporter aux enfants.

L'approche adoptée par le Sénégal consiste à s'interroger sur l'influence que pourrait avoir chaque opération budgétaire sur la situation des femmes et des hommes et d'en tenir compte au moment de la programmation budgétaire.

En définitive, le but visé par le gouvernement à travers la budgétisation sensible au genre est d'intégrer le genre dans la chaîne PPBS permettant ainsi d'accroître l'efficacité économique et contribuer au bien-être social comme le montre le schéma ci-dessous qui décrit la séquence des étapes d'intégration du genre dans le budget :

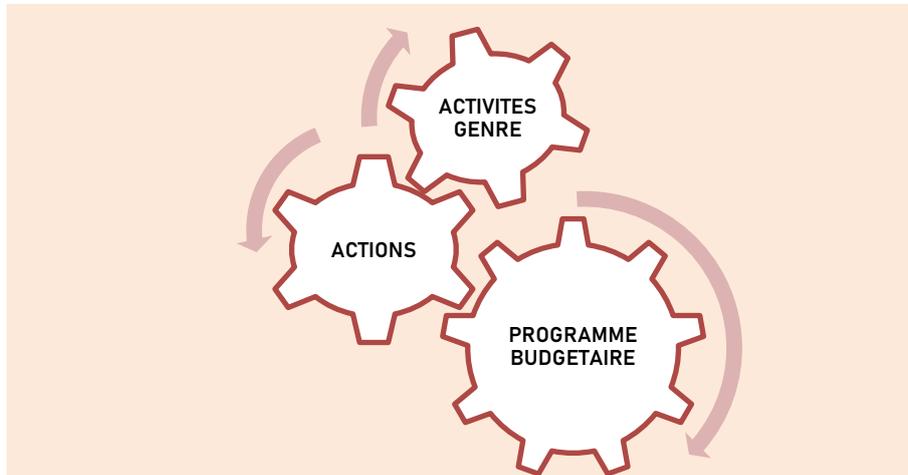
Schéma 1 : cadre d'analyse genre des programmes budgétaires (chaîne PPBS)



² L'intégration du genre dans les budgets éducatifs nationaux, Série sur l'éducation et l'égalité des genres, Aperçu de programme. Décembre 2005

Schéma 2 : cadre d'analyse genre des programmes budgétaires

La mise en œuvre des réformes budgétaires avec le passage du budget-moyen au budget-programme va faciliter l'intégration progressive du genre dans la chaîne PPBS. A cet effet, l'analyse sexospécifique des programmes budgétaires à travers leur déclinaison en actions et activités, permet, comme le montre le schéma ci-dessous, de mettre en exergue les inégalités et de les corriger.



I.2. LES ACQUIS

Malgré la persistance de disparités dans certains domaines, des avancées ont été notées en matière d'égalité de genre notamment dans le domaine de l'accès aux instances de décision, à l'éducation et à la formation.

Ces avancées résultent de la mise en place d'un dispositif juridique en faveur de l'égalité des sexes et de la promotion des droits fondamentaux des femmes et des filles. Parmi ces textes, figurent la Convention pour l'Élimination de toutes Formes de Discrimination à l'Égard des Femmes (CEDEF) de 1979, le Protocole à la Charte africaine des Droits et des Peuples relatifs aux Droits de la Femme en Afrique de 2003 (Maputo), la Déclaration solennelle des Chefs d'Etats et de Gouvernements sur l'égalité entre les hommes et les femmes en Afrique, les ODD, l'Agenda 2063 de l'Afrique et l'acte additionnel pour l'égalité des droits entre les hommes et les femmes pour un développement durable dans l'espace de la CEDEAO.

Au niveau national, le genre est érigé comme critère d'éligibilité des projets dans le PAP 2A en plus de l'arrimage de la SNEEG au PSE. D'ailleurs, c'est dans cette optique que s'inscrit la revue thématique genre, coordonnée par le Ministère de la Femme, de la Famille, du Genre et de la Protection des Enfants (MFFGPE), conformément aux dispositions de la **lettre-circulaire n°0097/MEPC/DGPPE/UCSPE du 21 février 2021**.

En outre, la Constitution de la République du Sénégal de janvier 2001 pose le principe de l'égalité de l'homme et de la femme devant la loi. A côté de ce cadre

juridique, l'on note l'existence d'un cadre de référence des politiques publiques sensibles au genre, à travers le PSE et la SNEEG, en tant que leviers de promotion d'une participation inclusive, équitable ou égalitaire des hommes et des femmes au processus de développement.

En matière de représentativité des femmes au sein du parlement, le Sénégal se classe au onzième rang mondial avec une proportion de 41,8% et occupe la troisième place en Afrique, derrière l'Afrique du Sud et le Rwanda considérés comme leaders au plan mondial, avec un hémicycle composé à 62% de femmes.

Tableau 1 : classement mondial proportion de sièges occupés par les femmes au parlement

CLASSMENT MONDIAL									
Rang	Pays	Chambre unique ou basse				Deuxième Chambre ou Sénat			
		Elections	Sièges*	Femmes	% F	Elections	Sièges*	Femmes	% F
1	Rwanda	03.09.2018	80	49	61.3%	26.09.2011	26	10	38.5%
2	Cuba	11.03.2018	605	322	53.2%	---	---	---	---
3	Bolivié	12.10.2014	130	69	53.1%	12.10.2014	36	17	47.2%
4	Mexique	01.07.2018	500	241	48.2%	01.07.2018	128	63	49.2%
5	Suède	09.09.2018	349	165	47.3%	---	---	---	---
6	Grenade	13.03.2018	15	7	46.7%	27.04.2018	13	4	30.8%
7	Namibie	29.11.2014	104	48	46.2%	08.12.2015	42	10	23.8%
8	Costa Rica	04.02.2018	57	26	45.6%	---	---	---	---
9	Nicaragua	06.11.2016	92	41	44.6%	---	---	---	---
10	Afrique du Sud ¹	07.05.2014	393	168	42.7%	21.05.2014	54	19	35.2%
11	Sénégal	30.07.2017	165	69	41.8%	---	---	---	---
12	Finlande	19.04.2015	200	83	41.5%	---	---	---	---
13	Espagne	26.06.2016	350	144	41.1%	26.06.2016	266	98	36.8%
14	Norvège	11.09.2017	169	69	40.8%	---	---	---	---
15	Nouvelle-Zélande	23.09.2017	120	48	40.0%	---	---	---	---
*	Timor-Leste	12.05.2018	65	26	40.0%	---	---	---	---
17	France	11.06.2017	577	229	39.7%	24.09.2017	348	112	32.2%
18	Mozambique	15.10.2014	250	99	39.6%	---	---	---	---
19	Argentine	22.10.2017	255	99	38.8%	22.10.2017	72	30	41.7%
*	Ethiopie	24.05.2015	547	212	38.8%	05.10.2015	153	49	32.0%
21	Macédoine du Nord	11.12.2016	120	46	38.3%	---	---	---	---
22	Islande	28.10.2017	63	24	38.1%	---	---	---	---
23	Belgique	25.05.2014	150	57	38.0%	03.07.2014	60	26	43.3%
*	Equateur	19.02.2017	137	52	38.0%	---	---	---	---

Source : Pnud

Au niveau de l'**Assemblée nationale**, grâce à l'application de la loi sur la parité, la proportion des femmes députés est passée, entre la 12^{ème} et la 13^{ème} législature de **18,7% à 42,42%**.

La présence des femmes au niveau du **Conseil économique, social et environnemental (CESE)** est de **22%**, soit vingt-six (26) sur un total de cent vingt (120).

Pour le **Haut Conseil des Collectivités territoriales (HCCT)**, les femmes représentent le tiers des conseillers avec cinquante (50) sur un total de cent cinquante (150), soit 38,8% des élus et 27,1% des nommés. Également, la présence d'une femme à la tête de cette importante institution constitutionnelle constitue un fait majeur qui mérite d'être salué et traduit la volonté du Gouvernement de promouvoir le genre dans les instances de prise de décision.

Pour ce qui est des **collectivités territoriales**, grâce à l'application de la loi sur la parité du 28 mai 2010, le nombre de femmes conseillers est passé du simple au triple avec **16%** en 2009 contre **47%** en 2014, soit 13 103 femmes sur un total de 27 760 conseillers.

S'agissant des forces de défense et de sécurité, les enjeux liés à l'introduction du genre dans les rangs des forces de défense et de sécurité ne sont plus à démontrer et leur effectif dans les corps militaires et paramilitaires est de plus en plus important. Toutefois des contraintes socioculturelles et liées à la condition féminine méritent d'être levées afin de garantir un plein succès à cette initiative salubre. La présence des femmes dans les forces de défense et de sécurité a augmenté, passant de **1 631** à **1 850** agents entre 2019 et 2020. Elles représentent ainsi **4,7%** de l'effectif total.

Mame Rokhaya Lô, capitaine à la gendarmerie nationale, est la première femme pilote dans l'histoire des Armées sénégalaises



A l'endroit des filles qui aspirent à ce métier, elle conseille : « Elles doivent se dire qu'il n'y a pas de limites à se donner dans l'engagement, le culte du travail, parce que les filles et les femmes excellent dans des domaines où les hommes sont moins performants et vice-versa. Il suffit juste de ne pas avoir peur, de cultiver l'assurance en soi comme les femmes savent le faire au foyer, au sein du cocon familial. Le travail physique dans la formation ne doit pas rebuter les filles, car au Sénégal, comme partout ailleurs dans le monde, il y a des barèmes. Les femmes font le même parcours d'obstacles que les hommes et sont formées dans le même moule que leurs frères d'armes ». Malgré ses charges, en tant que femme capitaine, pilote, elle dit faire de son mieux pour concilier la vie professionnelle et la vie familiale. Il suffit juste, à ses yeux, de faire la part des choses et de bénéficier de la compréhension des parents et de la belle-famille qui prennent le relais dans l'environnement familial chaque fois que le devoir l'appelle.

Du côté de la **diplomatie**, la proportion de femmes ambassadeurs est passé de **20%** à **19%** entre 2020 et 2021, soit une baisse de 1 point de pourcentage. Quant à l'effectif des consuls généraux, sur un nombre de onze (11), on ne compte aucune femme.

Quant à la **fonction ministérielle**, la proportion des femmes passe de **22%** à **21,2%** entre 2020 et 2021 avec sept (7) femmes sur un total de trente-trois (33) ministres de l'attelage gouvernemental en plus du ratio de **25%** au niveau des postes de Secrétaires d'Etat.

Dans le **commandement territorial**, le niveau de représentation des femmes est faible avec une **(01) seule femme gouverneur** de région sur quatorze (14), **09 adjoints au gouverneur** sur 28, **04 préfets** sur 46, **07 adjoints au préfet** de département sur 46, **06 sous-préfets** d'arrondissement sur 127 et **04 adjoints sous-préfet** sur 127.

Concernant les **violences basées sur le genre (VBG)**, l'année 2020 a été pleine d'enseignements sur les violences commises à l'encontre des femmes et des jeunes filles et les statistiques ont augmenté de manière vertigineuse, pendant que la pandémie liée à la Covid-19 captait toutes les attentions. En effet, selon l'ANSD, les données et les rapports provenant des acteurs de terrain, ont montré que tous les types de violence contre les femmes et les filles, surtout les violences domestiques, ont accru durant cette période.

Pour la même année, selon le milieu de résidence, le pourcentage de femmes de 15-49 ans qui ont subi des violences physiques depuis l'âge de 15 ans est légèrement plus élevé en milieu rural (27,8 %) qu'en milieu urbain (25,1 %). Il en est de même pour la violence physique au cours des 12 derniers mois, soit 10% en milieu rural et 8,2% en milieu urbain.

L'élimination des VBG reste un défi important et ce, conformément à la volonté de son **Excellence, Monsieur le Président de la République** qui, à l'occasion de la journée pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes, a réaffirmé son soutien sans faille aux acteurs, institutions locales et internationales qui travaillent sans relâche pour la protection des femmes partout dans le monde et en particulier au Sénégal. La promulgation de la loi criminalisant le viol et la pédophilie vient ainsi consolider l'arsenal juridique, contribuant ainsi à éradiquer toutes les formes de violence basées sur le genre.

Par ailleurs, le Chef de l'Etat a instruit les membres du Gouvernement de conforter le rôle des femmes dans la gouvernance publique en intégrant systématiquement l'approche genre dans la conception, la mise en œuvre et le suivi-évaluation des politiques publiques. Aussi, a-t-il invité les ministres à veiller au renforcement permanent de l'autonomisation économique durable des femmes et à faire bénéficier davantage celles vivant en zone rurale, de l'encadrement et de l'accompagnement des structures et projets publics.

Dans le cadre de la poursuite de la mise en œuvre du **Plan d'Action national pour l'éradication des VBG**, treize (13) plateformes régionales ont été mises en place pour opérationnaliser les procédures standards de prévention et de prise en charge des cas de VBG. En 2020, les campagnes de sensibilisation et de plaidoyer ont abouti à une augmentation de 42,3% du nombre de survivantes victimes de VBG, passant de 1 229 en 2019 à 2 131 en 2020, pour une cible de 2 000. En effet, sur 3 253 consultations enregistrées par les quatre boutiques, 2 032 relèvent du droit de la famille (62%) et concernent 1 891 femmes (93%) et 141 hommes (7%).

Dans le cadre de la mise en œuvre de la **phase 2 du PASNEEG**, un bilan satisfaisant a été enregistré avec le renforcement des capacités de 30 jeunes filles mentorées par l'Association des Femmes dans les TIC (FESTIC) sur les thématiques de genre et violences basées sur le genre sanctionnées par un concours d'animation 2D (hackathon) ainsi que la formation de 70 adolescentes/jeunes filles des régions de Kolda et Sédhiou en communication pour le changement de comportement.

L'accompagnement des victimes de VBG à travers les cinq boutiques de droit des régions d'intervention dans le cadre du partenariat liant le projet à l'Association des juristes Sénégalaises (AJS) qui a permis la fourniture de 1901 consultations juridiques (93% de femmes et 425 cas de violences) dont certaines ont bénéficié de la commission des services de spécialistes (avocat, huissier, référencement vers d'autres structures complémentaires de prise en charge etc.).

La mise en œuvre d'une stratégie d'orientation/coaching pour le relèvement/rétablissement des victimes et survivantes de VBG par leur réinsertion économique en vue de leur résilience à la violence basée sur le genre notamment dans le cadre de la riposte Covid-19 a permis :

- la mise à disposition de 50 kits d'hygiène aux structures d'offre de services de lutte contre les VBG et de prise en charge des femmes et des filles qui en sont victimes et aux écoles de déficient (e-s) auditif (ve-s) de la région de Dakar ;
- la mise en place de fonds de financement pour un montant global de 21 750 000 FCFA pour le soutien aux initiatives économiques de 200 femmes victimes de violences et autres catégories de femmes vulnérables des régions de Thiès et Kaolack.



De plus, une stratégie de vulgarisation de la loi criminalisant le viol et sa traduction en quatorze (14) langues nationales, a été élaborée, suivie d'un vaste programme de renforcement de capacités des acteurs et une campagne de communication. Par ailleurs, dans le cadre du renforcement de la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels sur internet, la Cellule d'Appui à la Protection de l'Enfance (CAPE) a mis en place un portail de signalement d'abus sexuels en ligne.

En perspectives, il s'agit de démarrer la construction et l'équipement d'un centre national de prise en charge holistique des VBG (One stop center).

Du côté des **projets** et **programmes**, des résultats significatifs sont enregistrés à travers le volet genre qui représente une dimension importante.

Considérés comme les forces motrices et le cœur battant de la nation, les femmes et les jeunes sont les cibles de la **Délégation à l'Entrepreneuriat rapide** (DER) dont l'objectif est d'asseoir une politique durable et pragmatique de promotion de l'entrepreneuriat et de création d'emplois. A ce titre, elle est chargée de lever les contraintes de financement auxquelles les femmes et les jeunes sont confrontés dans le développement de leurs activités.

Aussi, s'est-elle engagée dans la valorisation des produits locaux à travers le financement d'entrepreneurs agricoles, dans l'économie numérique à travers le financement de startups tout en incluant la dimension genre.

Les hommes âgés entre 18 et 40 ans et les femmes sans limite d'âge, sont ciblés et une discrimination positive est également faite à l'endroit des personnes en situation de handicap pour lesquelles un taux d'intérêt de 0% est appliqué.

Le nombre de bénéficiaires directs est porté à près de 70 000 dont 75% de femmes, renforçant ainsi la mise en œuvre diligente de la stratégie nationale d'autonomisation économique des femmes.

Ces acquis probants, financés par l'Etat sur un budget initial de 30 milliards FCFA, a valu au Sénégal, la confiance de ses partenaires qui l'accompagnent désormais dans le cadre du Programme d'Appui et de Valorisation des Initiatives Entrepreneuriales (PAVIE), d'un montant de 74 milliards FCFA sur la période 2020-2022.

Sur un autre plan, le Gouvernement veille particulièrement à ce que tous les programmes dédiés aux femmes et aux jeunes, soient toujours mis en œuvre en respectant l'équité territoriale et suivant des modalités souples, allégées et adaptées à leurs besoins.

Dans le cadre de la mise en œuvre du **Projet d'Appui et de Valorisation des Initiatives entrepreneuriales** (PAVIE), dont les missions sont similaires à celles assignées à la DER, d'importantes réalisations sont notées relativement à l'appui à la création d'emplois pour les jeunes et les femmes en priorité pour la densification du tissu économique des PME. C'est ainsi qu'à Ndiémou, dans la région de Fatick, Marie Diouf (photo) a fait de la production de sel sa principale source de revenus en doublant sa production annuelle.



Marie DIOUF « la reine du sel »

Par le passé, je produisais environ 896 tonnes de sel par an. Aujourd'hui, grâce au financement de la Délégation générale à l'entrepreneuriat rapide (DER), j'ai pu faire des aménagements dans mon champ de sel, acheter des motopompes et avoir un fonds de roulement. Avec plus de 1 500 tonnes produites cette année, j'ai quasiment doublé ma production. La DER m'a mis en rapport avec ses partenaires qui transforment le sel afin de m'assurer de pouvoir écouler ma production pour que je n'aie plus à m'inquiéter des invendus.



Marie DIOUF, la femme qui s'impose dans le domaine des hommes

Également, 269 porteurs de projets sélectionnés par l'Agence nationale de la Promotion de l'Emploi des Jeunes ont bénéficié de financement d'une enveloppe globale de 500 millions FCFA pour les projets dans divers secteurs d'activités notamment l'Agriculture, l'Artisanat, les Services, l'Élevage.



Dans le cadre du déploiement à l'échelle nationale du programme **nano-crédit**, produit financier « révolutionnaire sans garantie et adaptée aux besoins des femmes mareyeuses (grossistes qui achètent sur place les produits de la pêche et les expédient aux marchands de poisson) », plusieurs mareyeuses ont bénéficié de prêts entre 5 000 et 100 000 FCFA pour s'approvisionner en poisson qu'elles commercialiseront. Ces prêts viennent ainsi soulager les femmes qui faisaient face à des usuriers sans pitié et qui exploitaient leurs conditions de vie fragile. L'agence vient ainsi apporter des solutions adaptées à ces différentes cibles.

Après la phase pilote jugée satisfaisante avec le bureau du marché au poisson de Pikine, le modèle de financement est en phase de duplication au niveau national. Concernant le cas de Pikine, à la date du 31 juillet 2021, pour un volume de financement de 1,209 milliard FCFA, 1 494 femmes ont souscrit à ce mode de financement avec un taux de remboursement de 97,9%.

C'est ainsi qu'à cette date, sur les douze (12) départements où des points nano-crédit ont été ouverts, excepté le marché au poisson de Pikine, 8 297 bénéficiaires ont été enregistrés. A cet effet, la cible globale, calculée à partir des projections de 2021, se situe à 40 741 bénéficiaires. Par rapport aux 8 297 bénéficiaires touchés, il est noté un taux de réalisation de 20% sur la période.



Ouverture nano-crédit de Yoff et de la Casamance

La répartition par département du nano-crédit de janvier à juillet 2021 est présentée dans le tableau ci-après :

N°	Département	Volume de financement Nano-Crédit (K FCFA)			
		Cible 2021 (v)	Cible période (a)	Réalisation période (b)	Taux de réalisation période (b/a)%
1	DAKAR	3 108 479	777 120	74 665	10%
2	KAFFRINE	188 779	47 195	41 225	87%
3	KEDOUGOU	142 999	35 750	45 825	128%
4	LINGUERE	76 040	19 010	5 275	28%
5	M'BOUR	777 514	194 379	33 325	17%
6	MATAM	81 647	20 412	37 750	185%
7	MBACKE	779 229	194 807	47 450	24%
8	PIKINE	1 226 376	715 386	822 975	115%
9	PODOR	58 940	14 735	32 150	218%
10	TAMBACOUNDA	401 317	100 329	28 500	28%
11	THIES	645 829	161 457	16 500	10%
12	TIVAOUANE	124 143	31 036	6 050	19%
Total		12 784 249	7 457 479	1 191 690	16%

En vue de générer une plus grande marge dans leur activité, 35 congélateurs d'une capacité de 700 litres ont été distribués à 24 femmes et 11 hommes du GIE Ravil et Thon. Ces actions entrent dans le cadre du partenariat entre la DER/FJ et le Port autonome de Dakar (PAD) visant la structuration de la filière pêche, la mise en place d'espaces de stockage ainsi que le développement d'une plateforme e-logistique entre autres objectifs.



En outre, dans le cadre de la mise en œuvre du programme d'urgence pour l'insertion et l'emploi des jeunes, 823 millions FCFA ont été décaissés au profit de 6 999 bénéficiaires.

Concernant le volet formation, 522 personnes issues en majorité de GIE de femmes, ont bénéficié de sessions de formation en organisation, gestion et comptabilité. Ces activités leur ont permis de disposer d'outils nécessaires au bon suivi de leurs activités en vue d'en assurer la viabilité et la pérennité.

S'agissant de **l'équité territoriale**, trois (03) programmes qui profitent aussi aux femmes sont en cours de mise en œuvre pour résorber le gap entre le milieu rural et urbain. Ce faisant, d'importantes réalisations ont été notées à travers la mise en œuvre du **Programme d'Urgence de développement communautaire (PUDC)**, du **programme de Modernisation des Axes et Territoires frontaliers (PUMA)** et du **Programme de Modernisation des Villes du Sénégal (PROMOVILLE)**. En 2020, 16 640 ménages vulnérables ont été desservis en eau potable, 20 000 ménages ont bénéficié de l'électricité et 25 infrastructures sociales de base ont été mises à leur disposition.

De même, l'électrification de certaines localités a un impact positif sur le bien-être des populations, particulièrement chez les femmes où elle a suscité l'espoir d'une vie meilleure comme en attestent les témoignages suivants.

Khady DIALLO : l'électricité, une source de bienfait à Sébou

« Les bienfaits de l'électricité sont nombreux. Nous nous rendions jusqu'à Kidira ou Ballou pour avoir de la farine de mil. Aujourd'hui, on le fait ici parce qu'il y a un moulin qui fonctionne à l'électricité. Nous avons nos frigos. On peut conserver nos aliments. Nous n'allons plus acheter la glace ailleurs. On peut en fabriquer ici, faire de la crème glace. On peut faire du jus pour nos enfants alors qu'auparavant, cela nous venait d'ailleurs. Et on ne savait pas les conditions de préparation, avec tous les risques. Maintenant, nous le faisons nous-mêmes grâce à l'électricité. Nous avons la télévision dans les maisons. Les enfants ne sortent plus pour regarder la télé à l'extérieur. Nous sommes en période de pandémie et on nous oblige de rester dans les maisons »

Mariama NDAO : 2500 FCFA par jour grâce à la vente de glace

« Il y a beaucoup de réfrigérateurs dans le village. Les conditions de vie s'améliorent. On peut conserver le poisson pendant une semaine. Grâce à la vente de glace, je peux gagner entre 2000 et 2500 francs CFA par jour. Le moulin à mil et les décortiqueuses fonctionnent à l'électricité alors qu'il fallait se rendre jusqu'à Gandlaye, ce qui était une perte de temps. Tout est fait maintenant sur place »

Mody BOLY : un virage à 180°

Il n'y avait pas d'espoir. On avait quoi ici ? L'espoir c'était l'émigration, il fallait émigrer pour vivre. Aujourd'hui, les jeunes savent qu'on peut apprendre ici et travailler ici (...). C'est avec l'électricité qu'il n'y a plus de problème d'eau. On a pu raccorder le forage à l'électricité. Les femmes se levaient à 5h du matin pour chercher de l'eau (...) elles rentraient à midi pour faire la cuisine. Or, l'eau est source de vie. Les femmes faisaient 11 km pour piler le mil ; ici on mange le couscous le soir. Tout ça, c'est fini, on a tourné cette page"

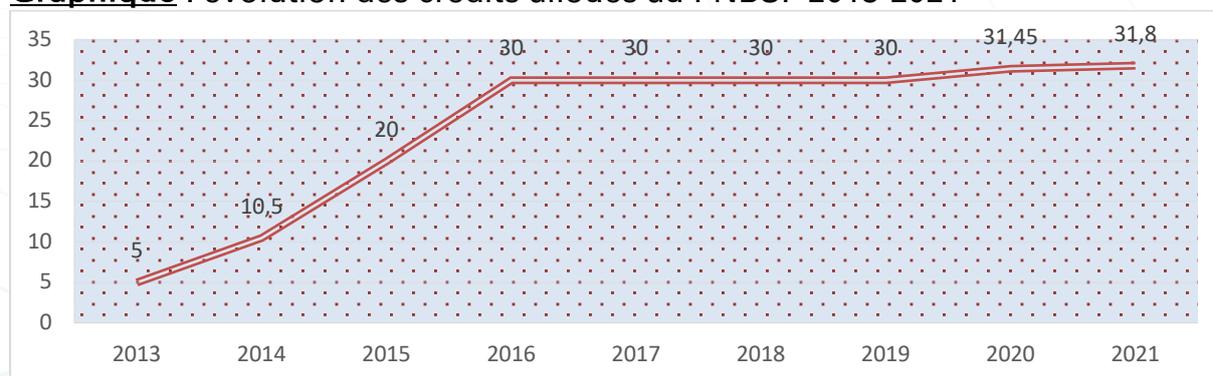
La situation d'exécution se présente comme suit :

Programmes	Crédits ouverts 2020	Crédits exécutés	Taux d'exécution
PUDC	5 000 000 000	5 000 000 000	100%
PROMOVILLE	5 500 000 000	5 500 000 000	100%
PUMA	6 369 773 500	4 500 000 000	71%
TOTAL	16 869 773 500	15 000 000 000	89%

S'agissant de la **Couverture maladie universelle (CMU)**, le nombre de bénéficiaires du Programme national des Bourses de Sécurité familiale (y compris ceux enrôlés dans les mutuels de santé) est passé de 1 324 517 en 2019 à 1 926 964 en 2020, soit une hausse significative de 45,5%. Le taux de couverture par les mutuels de santé communautaires passe de 17% à 23% entre 2019 et 2020. Quant au taux de pénétration dans les mutuels de santé, une amélioration de 36 points de pourcentage est notée en glissement annuel.

Pour le Programme national des Bourses de Sécurité familiale (PNBSF), le nombre de ménages bénéficiaires de bourses familiales reste inchangé sur la période 2019-2020 (316 941). En 2021, le programme a bénéficié de 31,8 milliards FCFA soit une hausse significative de 536% en valeur relative depuis sa mise en œuvre en 2013.

Graphique : évolution des crédits alloués au PNBSF 2013-2021



1.3. GENRE ET COVID-19

Soucieux d'atténuer les effets de la crise sanitaire susceptibles d'aggraver les inégalités de genre, pendant et après la pandémie, et d'annihiler les acquis dans l'accumulation de capital humain, l'émancipation économique et la capacité de décision et d'action des femmes, l'Etat a mis en œuvre une série de mesures avec l'appui des partenaires au développement.

Au plan économique, les femmes sont très actives dans les secteurs les plus impactés par la crise de la Covid-19 (aides domestiques, serveuses, coiffeuses, etc.) et la majorité d'entre elles travaillent dans le secteur informel et ne bénéficient donc pas d'une protection sociale satisfaisante. Ces résultats sont confirmés par les données de l'ANSD et de la Banque mondiale qui révèlent un déséquilibre sur le marché du travail au Sénégal avec un taux d'emploi des

femmes de 30,4% inférieur à celui des hommes qui est de 51,1% et une vulnérabilité de l'emploi de 72% pour les femmes contre 60% pour les hommes.

Selon l'étude diagnostic de l'économie informelle au Sénégal³, 85,7% des femmes de ce secteur ont un chiffre d'affaires inférieur à 100 000 FCFA par mois, et 77,9% des femmes employées dans les entreprises informelles gagnent moins de 37 000 FCFA par mois.

Les personnes en situation d'insécurité économique et d'exclusion sont les plus touchées par ces répercussions, dont beaucoup ne sont pas encore visibles. Il est donc essentiel de cibler les femmes ; de manière spécifique dans les différentes initiatives de riposte.

D'après les résultats de l'étude sur « l'impact du PRES sur la résilience de la population sénégalaise : une analyse genre » (DEEG-ANSD-CREFA), l'intervention de l'Etat a des retombées positives sur l'économie et la vie sociale. Ainsi, la situation serait pire sans une intervention de l'Etat (...) 3,4% des hommes et 4,1% des femmes sont maintenus dans une situation de non pauvreté grâce à l'intervention de l'Etat. Ainsi, un gain en bien-être économique et social des hommes et femmes serait respectivement de 3,7% et 1,9% dans le cas où les activités économiques reprendraient à la fin du premier trimestre 2021. Plus la situation perdure, plus la situation se dégrade.



Dans le cadre de la mise en œuvre de la politique de **protection sociale**, le Gouvernement a mis en place un Registre national unique (RNU) pour un meilleur ciblage des bénéficiaires des programmes de filets sociaux. Après la mise à jour et l'extension du RNU, le **nombre de ménages inscrits** est évalué à 537 114 ménages en 2020 contre 458 550 en 2019, soit une hausse de 78 566 ménages en valeur absolue et de 17,1% en valeur relative. Dans le cadre de leurs interventions, 20 projets et programmes ont utilisé le RNU en 2020 pour appuyer les populations vulnérables à mieux faire face aux impacts de la pandémie de la Covid-19.

Afin de réduire les inégalités de genre dans les activités agricoles, et dans le cadre de la gestion de la Covid-19, les femmes ont bénéficié d'un financement d'un milliard de FCFA par la DER, de subventions de 700 unités de matériels

³ Bureau international du Travail en 2020

agricoles motorisés et l'achat de 19 moissonneuses et des produits phytosanitaires.

S'agissant des activités de riposte, le Projet d'Appui à la Résilience des Ménages et des Groupes vulnérables contre la Covid-19 (PAREM) a été officiellement lancé. Son objectif général est de contribuer à la mise en œuvre et au suivi du plan national de riposte contre la Covid-19, à travers le renforcement de la résilience des familles pauvres et des groupes vulnérables. Les bénéficiaires de bourses économiques ont reçu les premiers financements et kits d'hygiène en présence de Madame **Ndeye Saly Diop DIENG**, Ministre de la Femme, de la Famille, du Genre et de la Protection des Enfants et en présence de Son Excellence Monsieur **Giovanni Umberto DE VITO**, Ambassadeur de la République d'Italie au Sénégal. L'Etat du Sénégal a bénéficié d'un financement sous forme de dons d'un montant de 984 millions FCFA destiné au Projet de(PAREM). Ce programme d'une durée d'un an, devra intervenir au niveau des régions de Dakar, Thiès, Louga, Saint-Louis, Ziguinchor et Kolda.



Le Projet de Renforcement du système de protection socio-sanitaire et de la résilience économique des groupes vulnérables dans le contexte de Covid-19 au Sénégal est également en cours d'exécution. Mis en œuvre de façon conjointe par Samu social Sénégal et Empire des Enfants, avec la collaboration de la délégation de l'Union européenne, il a pour but d'améliorer les services, les compétences et l'assistance pour les enfants et jeunes adultes des rues et les personnes vivant avec un handicap. Il s'agit plus spécifiquement de développer des services de prise en charge directe, individualisés, complémentaires, spécialisés et de qualité, et des outils de suivi dans toutes les étapes de leurs parcours. L'Union européenne contribue au financement à hauteur de **393,57 millions FCFA**.



1.4. GENRE DANS LES PROJETS/PROGRAMMES

La prise en compte du genre dans les projets et programmes est érigée en critère d'éligibilité dans le cadre de l'évaluation et la sélection des projets du PAP2A.

Ainsi, des avancées significatives sont notées à travers l'analyse genre de la banque de projets/programmes inscrits dans le projet de loi de finances 2022. Cette démarche permet de faire un listing des principaux projets/programmes intégrant la dimension genre afin de corriger les injustices et autres discriminations à l'égard des femmes pour un développement inclusif.

Dans le projet de loi de finances 2022, le montant destiné à l'investissement s'élève à **1 772,3 milliards FCFA**, il est réparti à travers les trois (03) axes du PSE tel que proposé dans le PAP2A.

Axes du PSE	% de l'axe	Montants
Axe 1	59%	1 045,66
Axe 2	30%	531,69
Axe 3	11%	194,95
Total	100%	1 772,30

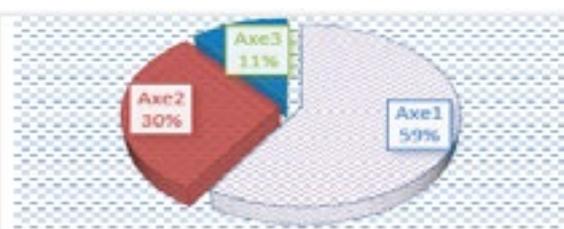


Tableau 2 : liste des principaux projets intégrant le genre par sections inscrit dans le projet de loi de finances 2022

Sections	Projets/programmes	Montant AE	Montant CP 2022 (LFI 2022)	Financement
Ministère des Infrastructures des transports terrestres et du désenclavement	Sous total	6 690 000 000	6 690 000 000	
	ENTRETIEN DES ROUTES/PROGRAMME EMPLOI DES JEUNES	6 690 000 000	6 690 000 000	Etat
Charges non réparties	Sous total	25 160 285 774	25 160 285 774	
	FONDS NATIONAL POUR L'ENTREPRENARIAT RAPIDE	20 800 285 774	20 800 285 774	Etat
	PROGRAMME EMPLOI DES JEUNES PAVAGE / AGETIP	2 860 000 000	2 860 000 000	Etat
	PROJET D'APPUI A LA VALORISATION DES INITIATIVES ENTREPRENARIALES (PAVIE)	1 500 000 000	1 500 000 000	BAD
Ministère Commerce et des Petites et Moyennes Entreprises	Sous total	8 405 000 000	8 405 000 000	
	PROGRAMME DE MODERNISATION DES MARCHES DE SYNDICAT PIKINE, SANDAGA, ZIGINCHOR, DIORBEL ET KAOLACK	3 500 000 000	3 500 000 000	Etat
	PROGRAMME EMPLOI, TRANSFORMATION ECONOMIQUE ET RELANCE (PETER) / VOLET PME	2 500 000 000	2 500 000 000	Banque mondiale
	PROJET D'APPUI A LA COMPETITIVITE DE L'ANACARDE SENEGALAISE (PACAS)	250 000 000	250 000 000	Etat
	PROJET DE CONSTRUCTION D'UN COMPLEXE SOUS REGIONAL A DIAOBE	250 000 000	250 000 000	Etat
	PROJET DE DEVELOPPEMENT D'ENTREPRISES DE VALORISATION DES PRODUITS LOCAUX EN MILIEU RURAL	350 000 000	350 000 000	Etat
	PROJET DE PLATEFORME DE COMMERCE ELECTRONIQUE (EX PROJET D'EQUIPEMENT DU CENTRE DE FORMATION EN COMMERCE ELECTRONIQUE)	55 000 000	55 000 000	Etat
	FONDS DE MISE A NIVEAU DES ENTREPRISES	1 000 000 000	1 000 000 000	Etat
	PROJET D'EDIFICATION D'INFRASTRUCTURES DE STOCKAGE	500 000 000	500 000 000	Etat
Ministère de la Femme de la famille du genre et de la protection des enfants	Sous total	42 929 316 692	20 673 250 454	
	APPUI A L'ACCELERATION DE L'ABANDON DE L'EXCISION / FNUAP / POPULATION	41 000 000	41 000 000	Etat/PTF
	FONDS NATIONAL DE PROMOTION DE L'ENTREPRENARIAT FEMININ	150 000 000	150 000 000	Etat
	FONDS NATIONAL DE CREDIT POUR LES FEMMES	200 000 000	200 000 000	Etat
	PROGRAMME D'APPUI AU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL DU SENEGAL (PADESS)	10 203 983 706	2 773 828 000	Etat/Italie
	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT D'UNITES INDUSTRIELLES DE TRANSFORMATION DE PRODUITS AGRICOLES POUR LES FEMMES (agriculture, élevage et pêche)	500 000 000	500 000 000	Etat
	PROGRAMME DE RETRAIT ET DE REINSERTION SOCIO-ECONOMIQUE DES ENFANTS EN SITUATION DE RUE	295 000 000	295 000 000	Etat

Sections	Projets/programmes	Montant AE	Montant CP 2022 (LFI 2022)	Financement
	PROJET D'ALPHABETISATION ET D'APPRENTISSAGE DES METIERS ET DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETE/PALAM/PHASE II	12 098 008 805	3 871 291 919	Etat/BID
	PROJET CONSTRUCTION, EQUIPEMENT ET REHABILITATION DE CASES DES TOUT-PETITS	4 000 000 000	1 000 000 000	Etat
	PROJET D'APPUI A LA STRATEGIE NATIONALE POUR L'EQUILITE ET L'EGALITE DE GENRE (PASNEEG) PHASE 2	1 280 722 600	497 474 200	Etat/Italie
	PROJET D'APPUI A L'EMERGENCE DES FAMILLES PRODUCTIVES ET A L'INSERTION DES JEUNES	1 769 659 167	1 412 471 240	Etat/PNUD
	PROJET DE CONSTRUCTION ET D'EQUIPEMENT D'UN CENTRE NATIONAL DE PRISE EN CHARGE HOLISTIQUE DES VICTIMES DE VIOLENCES BASEES SUR LE GENRE "ONE STOP CENTER"	200 000 000	200 000 000	Etat
	PROJET DE CONSTRUCTION ET EQUIPEMENT DES CENTRES DEPARTEMENTAUX POUR L'AUTONOMISATION DES FEMMES (CEDAF)	1 312 624 692	439 252 346	Etat
	PROJET DE DEVELOPPEMENT DE L'ENTREPRENARIAT FEMININ ET D'APPUI A L'EMPLOI DES JEUNES FILLES	2 867 175 408	1 723 048 229	Etat/BID
	PROJET DE RENFORCEMENT DE LA RESILIENCE DES MENAGES CONTRE LA COVID-19	1 525 263 794	1 084 006 000	Etat/Italie
	PROJET DE RENFORCEMENT DES GROUPEMENTS FEMININS	141 487 760	141 487 760	Etat
	PROJET DE RENFORCEMENT DES FEMMES TRANSFORMATRICES DE CEREALES LOCALES	30 000 000	30 000 000	Etat
	PROJET GENRE / PROGRAMME POPULATION / FNUAP	45 000 000	45 000 000	Etat
	PROJET DE MISE A NIVEAU DES SERVICES CENTRAUX ET DECONCENTRES DU MFEF	299 390 760	299 390 760	Etat
	PROJET INVESTIR DANS PREMIERES ANNEES POUR LE DEVELOPPEMENT HUMAIN AU SENEGAL (PIPADHS)	6 000 000 000	6 000 000 000	Banque mondiale
	Sous total	17 617 191 537	17 617 191 537	
Ministère de la Jeunesse	PROGRAMME DES DOMAINES AGRICOLES COMMUNAUTAIRES (PRODAC)	8 290 320 802	8 290 320 802	Etat
	PROJET DE CONSTRUCTION DE LA MAISON DE LA JEUNESSE ET DE LA CITOYENNETE	3 420 000 000	3 420 000 000	Etat
	PROJET DE DEVELOPPEMENT DE L'ENTREPRENEURIAT AGRICOLE AU SENEGAL (PRODAC)/BID	4 217 687 935	4 217 687 935	Etat/PTF
	PROJET D'INVESTISSEMENT ANPEJ	1 000 000 000	1 000 000 000	Etat
	SANTE REPRODUCTION JEUNES PHASE 3	575 400 000	575 400 000	Etat
	VOLONTAIRES SERVICE CIVIQUE NATIONAL	83 782 800	83 782 800	Etat
	Sous total	7 090 331 390	7 090 331 390	
Ministère de la Microfinance de l'économie sociale et Solidaire	FONDS DE GARANTIE DU FINANCEMENT DES SOCIETES D'INTENSIFICATION DE LA PRODUCTION AGRICOLE (SIPA)	791 249 514	791 249 514	Etat
	PROGRAMME DE PROMOTION DE LA MICROFINANCE ISLAMIQUE (PROMISE)	6 299 081 876	6 299 081 876	Etat/PTF
	Sous total	7 843 990 687	14 730 000 000	
Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime	PROJET MOTORISATION DES PIROGUES	2 000 000 000	2 000 000 000	Etat
	AIRES DE TRANSFORMATION (CREATION DE TROIS POLES ET D'AUTRES INFRASTRUCTURES ET EQUIPEMENT DE PECHE MARITIME)	1 270 000 000	1 270 000 000	Etat
	PROGRAMME CHAINE DE FROID	3 363 990 687	10250000000	Etat/Inde
	PROJET D'ACQUISITION DE CAMIONS FRIGORIFIQUES	1 210 000 000	1 210 000 000	Etat
Sous total	23 834 964 298	23 749 464 298		
Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	SANTE DE LA MERE, DE L'ENFANT ET DU NOUVEAU-NE	2 065 000 000	2 065 000 000	Belgique
	AMELIORATION SANTE ET BIEN ETRE ADOLESCENTS ET JEUNES REGIONS (ZIGUINCHOR, SEDHIOU, KOLDA, TAMBA ET KEDOUGOU)	2 666 700 000	2 666 700 000	ACDI
	AMELIORATION DE LA SANTE MATERNELLE DANS LES REGIONS DE SEDHIOU ET DE KOLDA	1 498 051 694	1 498 051 694	AFD
	APPUI A LA PROMOTION DES AINES	108 415 092	108 415 092	Etat
	AUTONOMISATION DES FAMILLES DANS LES VILLAGES DE RECLASSEMENT SOCIAL	109 786 900	109 786 900	Etat
	INVESTIR DANS LA SANTE DE LA MERE, DE L'ENFANT ET DE L'ADOLESCENT (ISMEA)	5 967 733 333	5 967 733 333	Etat/Banque mondiale
	PROGRAMME DE SANTE MATERNELLE ET INFANTILE/SR	3 612 454 179	3 612 454 179	USAID/FNUA P/OMS/UNICEF/Etat
	PROJET D'AMELIORATION DE LA SANTE MATERNELLE DANS LA REGION DE LOUGA	1 609 915 809	1 609 915 809	AFD
	PROJET DE CONSTRUCTION ET EQUIPEMENT DU POLE MERE - ENFANT DE DIAMNIADIO	2 300 000 000	2 300 000 000	CHINE
	PROJET DE PRODUCTION DES CARTES D'EGALITE DES CHANCES	62 233 625	62 233 625	Etat
	PROJET DE READAPTATION A BASE COMMUNAUTAIRE HANDICAPES	180 072 140	180 072 140	Etat
	PROJET DE RENFORCEMENT DES SOINS DE SANTE MATERNELLE, ENFANTILE ET NEONATAL (PRESMEN)	1 241 517 925	1 241 517 925	Etat/Japon
	PROJET DE RENFORCEMENT DU SYSTEME DE SANTE MATERNELLE ET INFANTILE DANS LA REGION CENTRALE DU SENEGAL	56 672 781	56 672 781	Etat/Corée du Sud

Sections	Projets/programmes	Montant AE	Montant CP 2022 (LFI 2022)	Financement
	SEN/031 - PIC IV - PROGRAMME SANTE ET PROTECTION SOCIALE	2 356 410 820	2 270 910 820	Luxembourg /Etat
	Sous total	64 047 403 162	20 187 357 425	
	APPUI EXPLOITATIONS FAMILIALES A MATAM PH II	20 352 320 220	3 379 615 720	AFD/Etat
	PROGRAMME D'APPUI AU DEVELOPPEMENT AGRICOLE ET A L'ENTREPRENARIAT RURAL PHASE II (PADAER)	27 155 692 412	4 327 549 412	Etat/FIDA
	PROJET DEVELOPPEMENT FILIERE MICRO-JARDINS	250 000 000	250 000 000	Etat
	PROJET D'IMPLANTATION ET DE RENFORCEMENT DES BANQUES CEREALIERES VILLAGEOISES	997 890 530	997 890 530	Etat
	PROJET D'INTENSIFICATION ECOSOUTENABLE DE L'AGRICULTURE DANS LES NIAYES	6 791 500 000	2 732 301 763	Etat/Italie
	PROJET D'AMENAGEMENT DES FERMES INTEGREES VALORISANT LES ENERGIES RENOUVELABLES ET DEVELOPPEMENT DES FILIERES HORTICOLES (PAFIVERFH) / ANIDA	8 500 000 000	8 500 000 000	Etat
	Sous total	750 000 000	750 000 000	
Ministère de l'Artisanat et de la Transformation du Secteur informel	PROGRAMME D'ENCADREMENT ET DE TRANSFORMATION DU SECTEUR INFORMEL	300 000 000	300 000 000	Etat
	PROJET DE REHABILITATION DES VILLAGES ARTISANAUX	450 000 000	450 000 000	Etat
	Sous total	2 172 000 000	2 172 000 000	
Ministère de l'Economie du Plan et de la Coopération	CONTREPARTIE 7ème PROGRAMME FNUAP	172 000 000	172 000 000	Etat
	FONDS DE GARANTIE DES INVESTISSEMENTS PRORITAIRE (FONGIP)	2 000 000 000	2 000 000 000	Etat
	Sous total	24 657 692 018	15 270 464 468	
Ministère de l'Education Nationale	PROGRAMME D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DE L'EDUCATION AU SENEGAL (PADES)	4 227 086 105	4 227 086 105	AFD
	PROGRAMME EDUCATION USAID 2021-2025	2 100 000 000	2 100 000 000	USAID
	PROGRAMME "Faire l'Ecole"	638 705 987	638 705 987	Italie
	PROJET APPUI A LA MODERNISATION DES DAARAS	766 086 080	266 086 080	Etat
	PROJET D'AMELIORATION DE LA QUALITE ET DE L'EQUITE AU NIVEAU DE L'EDUCATION DE BASE (PAQEEB) FINANCEMENT ADDITIONNEL	9 887 227 550	1 000 000 000	Banque mondiale
	PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DE L'ENSEIGNEMENT MOYEN DANS LA REGION DE DAKAR (PADEM)	786 802 747	786 802 747	Etat
	PROJET D'APPUI AU SYSTEME EDUCATIF DE BASE AU SENEGAL (PASEB)	2 333 044 313	2 333 044 313	Italie
	PROJET DE RENFORCEMENT DE L'APPUI A LA PROTECTION DES ENFANTS DANS L'EDUCATION (RAP)	952 493 487	952 493 487	Canada
	PROJET DE RESORPTION DU DEFICIT EN MOBILIERIERS SCOLAIRES	1 664 285 922	1 664 285 922	Etat
	PROJET GOVERNMENT TO GOVERNMENT (GTG)	641 959 827	641 959 827	USAID
	PROJET RESSOURCES NUMERIQUES POUR TOUS	660 000 000	660 000 000	Etat
	Sous total	2 772 572 413	2 772 572 413	
Ministère de l'Elevage et des Productions Animales	PROJET D'AMELIORATION FILIERE CUIRS ET PEAUX	109 000 078	109 000 078	Etat
	PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DE LA FILIERE LAITIERE	1 382 672 335	1 382 672 335	Etat
	PROJET DE DEVELOPPEMENT DE L'AVICULTURE FAMILIALE	135 000 000	135 000 000	Etat
	PROGRAMME RELANCE AVICULTURE SENEGALAISE	300 000 000	300 000 000	Etat
	PROJET DE DEVELOPPEMENT DES CULTURE FOURRAGERES	845 900 000	845 900 000	Etat
	Sous total	3 704 612 000	3 704 612 000	
Ministère de l'Emploi, de la Formation professionnelle, de l'Apprentissage et de l'Insertion	PROGRAMME D'INVESTISSEMENT DE L'AGENCE NATIONALE DE LA MAISON DE L'OUTIL	725 000 000	725 000 000	Etat
	PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DES COMPETENCES ET DE L'ENTREPRENEURIAT DES JEUNES DANS LES SECTEURS PORTEURS (PDCEJ)	2 279 612 000	2 279 612 000	Etat/AFD
	PROJET DE CONSTRUCTION ET DE REHABILITATION DES STRUCTURES DE FORMATION PROFESSIONNELLE	700 000 000	700 000 000	Etat
	Sous total	2 235 149 770	2 235 149 770	
Ministère de l'Enseignement Supérieur de la Recherche et de l'Innovation	PROJET D'APPUI AU PROGRAMME SENEGALAIS POUR L'ENTREPRENARIAT DES JEUNES (PSE J)	1 500 000 000	1 500 000 000	Etat
	CREATION CENTRES RECHERCHE ET D'ESSAIS	385 149 770	385 149 770	Etat
	PROJET DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT DU PALMIER A HUILE	350 000 000	350 000 000	Etat
	Sous total	3 600 000 000	3 600 000 000	
Ministère de l'Environnement et du développement durable	PROGRAMME DE REBOISEMENT / EMPLOI DES JEUNES	3 600 000 000	3 600 000 000	Etat
	Sous total	450 000 000	450 000 000	
Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur	FONDS CREDIT FEMMES DE LA DIASPORA	450 000 000	450 000 000	Etat
TOTAL GENERAL		243 960 509 741	175 257 679 529	

Source : DPB/DGB/MFB, données PIP 2022-2024



BUDGETISATION SENSIBLE AU GENRE

II. BUDGETISATION SENSIBLE AU GENRE : INTEGRATION DU GENRE DANS LA PLANIFICATION OPERATIONNELLE DES MINISTERES

En application de l'arrêté primatorial n°009159 du 26 mars 2013 portant prise en compte du genre dans l'action gouvernementale, les départements ministériels ont traduit en actes concrets la volonté affichée du gouvernement. Ainsi, à travers les disparités de genre décelées dans la liste d'actions et d'activités de leurs programmes budgétaires, les ministères sont parvenus à proposer des activités correctrices allant dans le sens d'une discrimination positive à l'égard des couches les plus vulnérables de notre société, en l'occurrence les femmes, les enfants et les personnes à besoins spécifiques.

Le document est mis à profit pour présenter, pour chaque ministère, le bilan de réalisations 2020 et à mi-parcours 2021, les contraintes et perspectives ainsi que la maquette de budgétisation sensible au genre.

1. Ministère des Affaires étrangères et des Sénégalais de l'Extérieur (MAESE)

▪ Bilan des réalisations

Le MAESE joue un rôle actif dans la concrétisation et la mise en œuvre des instruments internationaux relatifs à la protection des droits humains en général et des droits des femmes en particulier.

Ainsi, conscient de l'importance de l'équité genre et de la promotion des droits des femmes dans le développement économique et social du pays, le département s'évertue à ce que l'égalité du genre soit prise en compte dans l'ensemble des programmes retenus dans le cadre des partenariats internationaux du Sénégal.

A cet effet, les projets de développement à forte valeur ajoutée constituent un des instruments phares sur lesquels le MAESE s'appuie pour la promotion de l'égalité de genre, comme en témoignent :

- la mise en place d'une ligne de crédit et un système de financement (Fonds crédits femmes) adapté aux activités des organisations féminines, pour développer des activités génératrices de revenus et renforcer leurs capacités managériales et techniques. Une dotation de 200 millions FCFA est prévue pour cette rubrique en 2021 pour consolider les acquis engrangés ;
- l'organisation régulière de campagnes de sensibilisation au profit des diplomates affectés à l'étranger au titre du mouvement annuel du personnel du MAESE, afin d'améliorer leurs capacités sur les questions liées à l'égalité de genre ;
- la mise à disposition des missions diplomatiques et consulaires à l'étranger, d'informations et de données relatives à l'égalité des sexes et des efforts

entrepris par les autorités sénégalaises en vue de parvenir à l'égalité Homme-Femme ;

- le positionnement du département dans la dynamique de responsabilisation des cadres femmes dans son programme managérial. Sous ce rapport, dans le cadre de l'amélioration du taux de féminisation de l'effectif du MAESE, plusieurs mesures ont été entreprises pour promouvoir les femmes aux postes de responsabilités et aux fonctions d'encadrement. Par ailleurs, il faut noter que 35% des femmes fonctionnaires du ministère, sont promues à des postes de responsabilités, notamment au niveau central (Directions, Services, etc.) et extérieur (Représentations diplomatiques et consulaires).

■ Contraintes et perspectives

Certaines contraintes persistent et continuent de plomber la prise en compte correcte du genre dans les actions du département. En termes de perspectives, il est attendu, par l'entremise des postes diplomatiques et consulaires, le renforcement, le soutien, la constitution d'une base de données sexospécifiques et l'optimisation de l'assistance aux couches vulnérables, notamment les femmes de ménage évoluant dans les pays arabes, pour lutter contre les violences exercées à leur encontre, exacerbées par les mesures restrictives engendrées par la Covid-19.

Maquette de budgétisation sensible au genre

Programmes budgétaires	Actions du programme	Résultats genre attendus	Activités genre	Indicateurs	Valeurs de références	Cibles	Budget
Pilotage, Coordination et Gestion administrative	Modernisation de la gestion des ressources humaines et amélioration des conditions de travail	Les femmes cadres du MAESE sont promues à des postes de responsabilités	Améliorer les processus de gestion	Taux de femmes cadres ayant accédé à des postes de responsabilités	35%	50%	
Coopération bilatérale et multilatérale	Représentation du Sénégal au sein des organismes internationaux	La présence des cadres sénégalaises dirigeant les PDC ou OI est renforcée	Favoriser la participation active des cadres sénégalaises dans les instances internationales	Nombre de cadres sénégalaises présents dans les PDC ou instances de décision des Organisations multilatérales	6%	10	6 000 000
Promotion de la Diplomatie économique	Promotion de la diplomatie économique	Les capacités des acteurs de la diplomatie économique renforcées	Organiser des séminaires de mise à niveau et de renforcement des capacités des acteurs économiques publics et privés sur les mutations et enjeux économiques internationaux	Nombre de femmes d'affaires sénégalaises formées et accompagnées	3%	7	23 727 272
Gestion des Affaires consulaires et Promotion des Sénégalais de l'Extérieur	Protection et Promotion des Sénégalais de l'Extérieur	Les politiques favorables à l'entrepreneuriat et à l'auto-	Fonds crédits femmes	Taux de projets de femmes expatriées financés à l'Extérieur	67%	90%	200 000 000

Programmes budgétaires	Actions du programme	Résultats genre attendus	Activités genre	Indicateurs	Valeurs de références	Cibles	Budget
		emploi sont promues					
		La protection et l'assistance des Sénégalaises de l'extérieur sont améliorées	Accompagner et orienter les Sénégalais de l'Extérieur	Taux de demandes satisfaites en matière de protection sociale et juridique/nombre reçu	52%	75%	4 000 000
TOTAL							233 727 272

2. Ministère des Forces armées (MFA)

■ Bilan des réalisations

Au cours de l'année 2020 les Forces armées ont mené les activités suivantes :

- la mise en place de la division genre
- la présentation de l'amorce du projet de développement de la Division genre à la réunion de coordination du staff d'État-major ;
- la visite des bâtiments de l'EMGA pour s'assurer de la séparation des lieux d'aisance entre hommes et dames et des propositions d'ajustements ;
- l'organisation d'une séance de sensibilisation des personnels militaires féminins de l'État-major sur le Genre et recommandations soumises au Commandement ;
- la participation à l'identification du site du projet de construction de la crèche de l'État-major ;
- l'organisation de séances de sensibilisation/formation du personnel des États-majors Terre, Mer, Air sur le genre ;
- la participation au séminaire des sous-lieutenants de l'ENOA : présentation module personnel militaire féminin et forces de défense et de sécurité;
- la participation au nom des armées à 2 webinaires femmes paix et sécurité à l'occasion du 20^{ème} anniversaire de la résolution 1325 ;
- l'initiative de l'organisation avec la Direction de la santé des Armées d'une campagne de dépistage de cancers féminins dans le cadre d'octobre rose dédiée aux PMF et familles militaires : 428 patientes ont été dépistées sur les 300 initialement prévues ;
- l'organisation d'un atelier de mise en place d'un comité de veille et suivi genre constitué de représentants de différents GCS ;
- l'élaboration par le Comité VSG d'un programme inclusif Genre et thématiques liées (GTL) destiné à toutes catégories des armées et soumis au Commandement ;
- l'élaboration du plan d'action de la Division genre ;
- l'organisation d'un atelier d'évaluation sur les 14 années de la présence des femmes dans la gendarmerie ce qui a permis à ces dernières

d'émettre le souhait de construire une crèche pour leur permettre de ne pas rater certains stages ou formations ;

- l'organisation de campagne de sensibilisation à travers les réseaux sociaux ce qui a permis d'avoir une hausse de plus de 25% des candidatures féminines lors des dépôts pour le concours d'entrée des sous-officiers de la Gendarmerie nationale en 2020-2021 ;
- la formation avec le Centre Panafricain pour le Genre de l'ONG Femmes Africa Solidarité (FAS) qui vise à soutenir l'institutionnalisation progressive et effective de l'équité et l'égalité de genre dans le fonctionnement et les opérations des forces de sécurité et de défense.

Également, dans le contexte de la Covid, une conférence sur le thème « leadership des femmes des forces de défense et de sécurité face à la Covid-19 » a été organisée ainsi que l'élaboration de fiches pour la prise en compte du genre dans les Armées (création de crèches, représentation d'un point focal genre dans les missions, recrutements, incorporation pour la sensibilisation, etc.).

▪ Contraintes et perspectives

Malgré les acquis, des contraintes sont notées :

- le financement du plan d'action ;
- le manque de personnel au niveau des divisions genre ;
- les toilettes et vestiaires des cantonnements qui ne sont pas adaptés à la junte féminine ;
- la non appropriation du genre par les points focaux.

Dans le court et le moyen termes, au regard de l'importance et de l'enjeu de l'intégration du genre dans les armées exprimés par le Commandement, la stratégie déclinée est de combler le manque de personnels et de prévoir des locaux additionnels pour les accueillir. Il est envisagé aussi le financement de la création de crèches et maternelles dans toutes les places d'armes pour améliorer la disponibilité du personnel et la prise en charge des enfants en cas de déplacements, récurrents dans les Forces armées.

▪ Maquette de budgétisation sensible au genre

Programme budgétaire	Actions du programme	Résultats genre	Activités genre	Indicateurs	Références	Cibles	Budget
Pilotage, coordination et Gestion administrative	Gestion et coordination administrative	L'efficacité de la gestion administrative et financière de la Cellule Genre, des Divisions et Bureaux Genre est renforcée.	Formation des chefs de Division et Bureau Genre	Taux d'exécution et installation des Bureaux	ND	80%	5 000 000
		Des tournées de sensibilisation sur l'intégration du genre sont organisées dans les zones militaires 4, 5 et 6	Formation au sein des cellules	Nombre de missions de sensibilisation menées à l'intérieur du pays	0	5	3 000 000
Défense du territoire national	Défense terrestre	Les cellules genres sont fonctionnelles	Installation et équipement des cellules	Niveau d'exécution	0	5	2 000 000

Programme budgétaire	Actions du programme	Résultats genre	Activités genre	Indicateurs	Références	Cibles	Budget
		L'aptitude opérationnelle des femmes est renforcée	Organisation de stages de perfectionnement	Nombre de stages de perfectionnement organisé	0	2	15 000 000
	Défense aérienne	L'aptitude opérationnelle des femmes est renforcée	Organisation de stages de perfectionnement	Nombre de stage de perfectionnement organisé	0	2	15 000 000
	Défense fluvio-maritime	L'aptitude opérationnelle des femmes est renforcée	Organisation de stages de perfectionnement	Nombre de stage de perfectionnement organisé	0	2	15 000 000
	Logistique inter-armées	Les moyens matériels sont aptes à l'engagement pour le personnel féminin	Prendre en compte le personnel féminin en besoins matériels	Pourcentage de moyens en habillement et équipements individuels introduit tenant compte de la gent féminine	ND	90%	20 000 000
		Les logements sont construits et réhabilités au profit du personnel féminin	Réalisation des infrastructures en tenant compte des besoins spécifiques	Pourcentage de logements construits et ou réhabilités répondant aux normes bâtiments réhabilités au profit personnel homme-femme	ND	70%	30 000 000
Sureté publique et maintien de l'ordre	Soutien Gendarmerie	Les moyens matériels sont aptes à l'engagement pour le personnel féminin	Prendre en compte le personnel féminin en besoins matériels	Pourcentage de moyens en habillement et équipements individuels introduit tenant compte de la junte féminine	ND	90%	20 000 000
Total							125 000 000

3. Ministère de l'Intérieur (MINT)

▪ Bilan des réalisations

Les principales réalisations de l'année 2020 et à mi-parcours de 2021 concernent principalement :

- la création de la cellule genre et de l'équité par arrêté 2020-790 du 19 Mars 2020 ;
- la prise de l'arrêté portant nomination de la coordonnatrice de la cellule en charge du genre ;
- la désignation des points focaux ;
- l'élaboration des termes de référence pour l'audit genre du département ;
- le recrutement d'une équipe de consultant avec l'appui d'ONU-FEMMES ;
- la validation de la note méthodologique ;
- le démarrage des interviews au niveau central et déconcentré de toutes les structures du Ministère ;
- la phase de validation du rapport et du plan d'institutionnalisation du genre est en cours.

■ Contraintes et perspectives

Malgré les efforts consentis jusque-là, la principale contrainte reste la lenteur notée dans l'appropriation du genre au sein du département. En termes de défis, on peut noter :

- l'organisation de sessions de renforcement des capacités sur la dimension genre à l'attention du personnel ;
- la proposition d'indicateur sexo-spécifiques ;
- l'appropriation de la SNEEG ;
- l'intégration du genre dans le fonctionnement des administrations du ministère.

A court et moyen termes, la stratégie déclinée doit mener à l'intégration effective du genre au sein du département. Cet exercice a débuté avec la réalisation de l'audit technique genre et doit aboutir à l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan d'institutionnalisation genre du secteur.

Les ressources seront utilisées pour des activités stratégiques visant à une meilleure compréhension du genre par le top management, ce qui facilitera son intégration dans la programmation et la budgétisation du Ministère de l'Intérieur

De même, il est prévu une plus grande implication de la Cellule genre dans les différentes interventions du département à travers les réunions et rencontres avec le top management pour discuter des changements souhaités.

■ Maquette de budgétisation sensible au genre

Programme budgétaire	Action du programme	Résultats genre attendus	Activités genre	Indicateurs	Cibles	Budget
Pilotage, coordination et gestion administrative	Coordination administrative, planification et suivi-évaluation	La prise en compte du genre est renforcée dans les documents de planification	Tenir des réunions de plaidoyer pour la prise en compte du genre dans les documents stratégique et opérationnel sectoriels	Nombre de décideurs touchés	1	ND
		Le cadre juridique de la gouvernance et de la sécurité intérieure est sensible au genre	Organiser un atelier d'appropriation de la SNEEG	Niveau d'appropriation de la SNEEG	30%	5 000 000
			Organiser l'atelier de validation technique et politique de l'audit	Le rapport d'audit genre est disponible	1	15 000 000
			Elaborer et mettre en œuvre une stratégie de communication sur l'approche genre	Pourcentage de mise en œuvre de la stratégie de communication	30%	10 000 000
			Un égal accès des hommes et des femmes aux postes de responsabilités au ministère	Financer une étude de faisabilité du projet de responsabilisation et de promotion des femmes du MINT	Document de projet validé	2 femmes responsables
		Organiser un atelier d'élaboration de la charte d'autonomisation des femmes du MINT		Adoption de la charte d'autonomisation des femmes du MINT		ND
Les capacités des acteurs sensibles au genre sont renforcées	Renforcer les capacités des autorités administratives en matière de planification et de BSG	Pourcentage autorités administratives touchées	40%	20 000 000		
TOTAL						50 000 000

4. Ministère de la Justice (MJ)

■ Bilan des réalisations

Les activités réalisées par la cellule genre et équité du Ministère de la Justice ont porté principalement sur :

- l'organisation d'un séminaire sur l'élaboration du PTA 2020 de la cellule ;
- l'organisation de la journée internationale de la fille ;
- la campagne de sensibilisation sur la loi criminalisant le viol et la pédophilie avec les mairies de Derklé et Pikine Nord, les assesseurs et les syndicats des travailleurs et employeurs ;
- l'élaboration de la brochure de partage, d'information et de vulgarisation et sa traduction en trois langues nationales (wolof, pular, sérère) ;
- la formation des points focaux sur la loi criminalisant le viol et la pédophilie ;
- la formation des points focaux sur le leadership féminin.

■ Contraintes et perspectives

Comme les années précédentes, l'insuffisance des ressources financières reste la contrainte majeure dans l'exécution des activités de la cellule. En 2021, s'ajoute la pandémie qui engendre des lenteurs administratives se répercutant inévitablement sur l'agenda du plan d'action de la cellule.

En perspective, la stratégie déclinée à court et moyen termes sera axée sur la finalisation de l'audit genre, le renforcement des capacités du top management et des points focaux, la continuité du programme de vulgarisation de la loi criminalisant le viol et la pédophilie et la vulgarisation de la brochure et ses traductions en d'autres langues.

■ Maquette de budgétisation sensible au genre

Programmes budgétaires	Actions du programme	Résultats genre attendus	Activités genre	Indicateurs	Références	Cibles	Budget
Justice judiciaire	Traitement et jugement des contentieux	Les décisions de justice sont rendues de manière équitable	Renforcer les capacités du personnel judiciaire en genre	Nombre de magistrats formés en genre	15	50	6 000 000
				Nombre de greffiers formés en genre	20	50	8 000 000
				Nombre d'auditeurs de justices formés en genre	15	30	6 000 000
Accès à l'information juridique	Accès à l'information juridique et judiciaire et à l'aide juridictionnelle	Une justice plus proche du justiciable	Vulgariser et sensibiliser les populations sur l'accès aux droits	Nombre de session de communication organisées	9	15	21 000 000
Programme pénitentiaire	Vie du détenu	Améliorer les conditions de détentions des détenus	Mener une étude sur la capacité d'accueil des lieux de détention	Effectif de la population carcérale par sexe	ND	Un rapport	3 000 000

Programmes budgétaires	Actions du programme	Résultats genre attendus	Activités genre	Indicateurs	Références	Cibles	Budget
Education surveillée et protection de l'enfant	Vie de l'enfant en danger et ou en conflit avec la loi	Dispositif de prise en charge du mineur en danger et/ou en conflit avec la loi renforcée	Renforcer les capacités des éducateurs spécialisés sur le genre	Ration éducateurs formés	50%	65%	8 000 000
			Organiser les sessions de formations techniques	Nombre de mineurs ayant bénéficié de formations techniques (h/f)	954	1050	12 000 000
Pilotage, coordination et gestion administratif	Pilotage stratégique et opérationnel	Le genre est institutionnalisé au MU	Procéder à l'audit genre du ministère de la justice	Disponibilité du document d'audit genre du ministère	Rapport d'étude	Rapport de l'audit genre	27 966 000
TOTAL							91 966 000

5. Ministère de la Fonction publique et du Renouveau du Secteur public (MFPRSP)

■ Bilan des réalisations

Le MFPRST s'est engagé dans un processus de prise en compte de la dimension genre dans ses mécanismes de fonctionnement, avec notamment :

- la prise d'un arrêté portant nomination de la Coordinatrice de la Cellule genre ;
- la désignation des points focaux de la Cellule genre avec une définition des attributions et tâches attendues ;
- le renforcement de la dimension genre dans les documents de planification stratégique et de budgétisation du département (LPSD, DPPD/PAP) ;
- la collecte de données dans le cadre de l'étude du profil genre du personnel du ministère ;
- l'établissement d'une feuille de route pour la Cellule genre ;
- la tenue d'une session de partage du pré-rapport de l'étude du profil genre du ministère avec les points focaux ;
- le renforcement des capacités des agents du département sur les missions, les objectifs et les attributions pour l'intégration du genre ;
- le partage en interne de l'étude du profil genre du ministère ;
- le partage des termes de références et de la méthodologie de l'audit genre du ministère ;
- le démarrage de la phase documentaire pour l'audit genre ;
- la validation de l'étude du profil genre du département ;
- la tenue de sessions de formations sur le leadership genre, le développement personnel et la communication en public, à l'intention des points focaux.

■ Contraintes et perspectives

Les contraintes à la prise en compte effective du genre dans le secteur, portent essentiellement sur :

- la faible représentation des femmes au niveau dans les postes de responsabilités ;

- le déficit de prise en charge de la dimension genre dans les mécanismes de gestion des ressources humaines ;
- la faiblesse des capacités institutionnelles en matière de prise en charge de la dimension genre ;
- la faible disponibilité de statistiques désagrégées selon le sexe comme base de classification par hiérarchie et corps des agents de l'Etat.

En perspective, la stratégie à court et moyen termes déclinée par le département consiste à :

- réaliser des études relatives au genre dans le secteur de la Fonction publique ;
- renforcer les capacités des agents sur l'intégration du genre dans les principes, le fonctionnement et les mécanismes d'action du ministère ;
- soutenir le plaidoyer pour le renforcement des capacités de la Cellule genre en vue de l'aider à accomplir sa mission et mettre en œuvre le plan d'institutionnalisation du genre dans le ministère ;
- contribuer à la préparation et à l'organisation de la revue annuelle de mise en œuvre de la SNEEG ;
- poursuivre et finaliser l'audit genre du ministère ;
- faciliter la mise en œuvre d'une stratégie de communication genre au sein du ministère ;
- élaborer et mettre en œuvre la politique genre du département.

Maquette de budgétisation sensible au genre

Programmes budgétaires	Actions	Résultats genre attendus	Activités genre	Indicateurs	Références	Cibles	Budget
Fonction Publique	Modernisation de la gestion des ressources humaines	Le genre est institutionnalisé au sein du ministère	Organiser un atelier de validation de l'audit genre du ministère	Le Rapport de l'audit genre est disponible	3%	7%	5 000 000
Renouveau du service public	Appui institutionnel à la modernisation du service public	Le degré d'intégration du genre dans les services du Ministère est évalué	Organiser des ateliers de renforcement de capacités des agents sur l'accompagnement des services du ministère à l'IG (l'intégration du genre)	Proportion d'agents femmes formés	40%	50%	6 000 000
Pilotage, gestion et coordination administrative	Pilotage, Gestion, coordination administrative	Les capacités du top management en genre sont renforcées	Renforcement de capacités du top management pour la prise en compte du genre dans le département	% de responsables formés sur la prise en compte du genre dans le département	50%	50%	5 000 000
	Coordination administrative	L'institutionnalisation du genre est parachevée	Elaborer le plan d'institutionnalisation du genre	Plan d'institutionnalisation du genre est disponible	1	1	12 000 000
Total							28 000 000

6. Ministère du Travail, du Dialogue social et des Relations avec les Institutions (MTDSRI)

▪ Bilan des réalisations

Malgré la Covid-19 qui a impacté la programmation des activités, le MTDSRI a organisé deux (02) sessions de formation grâce à l'appui de la Fondation Friedrich Ebert, sur les thèmes suivants : (i) quelles stratégies pour améliorer la représentativité des femmes dans les élections de délégués du personnel ? (ii) le Genre, les concepts et les outils d'analyse et d'intégration pour une application effective de la dimension genre dans le secteur du travail.

En outre, le ministère a réalisé diverses activités sensibles au genre, parmi lesquelles :

- l'organisation de missions spéciales Covid-19 d'inspection et de sensibilisation des unités de production informelle, en collaboration avec les Inspections du Travail;
- la sensibilisation des femmes travailleuses sur leurs rôles et responsabilités dans la prévention de la Covid-19 ;
- la réalisation du guide « Prévention de la Covid-19 en milieu de travail » ;
- la réalisation d'une enquête sur l'impact de la Covid-19 en milieu de travail.

Dans le cadre de la RAC genre, il a été retenu la liste restreinte d'indicateurs de suivi ci-après :

- le nombre de contrats enregistrés par l'inspection du travail et de la sécurité sociale désagrégé selon le genre ;
- la part des femmes dans les emplois créés par le secteur privé ;
- la répartition, par type, des contrats de travail visés par les ITSS, selon le genre ;
- la part des femmes dans les élections de délégués du personnel ;
- la proportion de femmes occupant des postes de responsabilités à tous les niveaux du ministère.

▪ Contraintes et perspectives

Les contraintes notées sont relatives à la faiblesse des moyens financiers et aux restrictions imposées par la riposte contre la pandémie de la Covid-19. Également, en termes de défis, on peut citer la mobilisation continue des membres de la Cellule genre pour appuyer le département dans le plaidoyer pour la promotion du genre dans ses programmes et auprès de ses partenaires sociaux, la mobilisation des ressources nécessaires à la mise en œuvre du Plan d'action annuel et l'engagement et la réceptivité des partenaires sociaux (syndicats, centrales syndicales, entreprises, établissements, etc.).

Ainsi, la stratégie déclinée à court et moyen termes porte sur l'élaboration de la méthode genre en matière de travail et de dialogue social avec l'appui de la GIZ à

travers le projet « ensemble vers la réforme du travail » et l'audit genre du secteur du travail.

De même, il est prévu l'établissement de la situation de référence et d'un Plan d'institutionnalisation du genre qui sera évaluée, chaque année.

■ Maquette de budgétisation sensible au genre

Programme budgétaire	Actions du programme	Résultats genre attendus	Activités genre	Indicateurs	Références	Cibles	Budget
Gouvernance du marché du travail	Redynamisation du dialogue social et la négociation collective	Une amélioration de l'application des lois et règlements dans les lieux de travail	Renforcer les capacités des délégués du personnel	Nombre de délégués du personnel formés	40 personnes	Au moins une femme par établissement	10 000 000
Protection sociale des travailleurs	Promotion de la Sécurité et santé dans les lieux de travail	Le document de Politique nationale de Sécurité et santé au travail est vulgarisé auprès des centrales syndicales	Sensibiliser les centrales syndicales sur la prise en compte de la dimension genre dans la mise en œuvre de la PNSST	Nombre de centrales syndicales sensibilisées	0	Les 4 centrales les plus représentatives	2 000 000
	Renforcement et extension de la protection sociale	Des entreprises sont sensibilisées sur la mise en œuvre de la Convention 183	Sensibiliser les entreprises pour la mise en place des crèches en milieu de travail	Nombre d'entreprises sensibilisées	0	5 entreprises	2 500 000
Pilotage, coordination et gestion administrative	Pilotage stratégique	La stratégie genre du MTDSRI est élaborée	Elaborer la stratégie genre du MTDSRI	Disponibilité du document de stratégie	0	01 document	6000000
		Le Plan d'institutionnalisation du Genre du ministère est élaboré	Elaborer et valider le Plan d'institutionnalisation du Genre (PIG) du ministère	Disponibilité du PIG	0	01 document	4 000 000
TOTAL							24 500 000

7. Ministère des Pêches et de l'Economie maritime (MPEM)

■ Bilan des réalisations

Au regard de son rôle stratégique dans la sécurité économique, alimentaire et sociale, en termes de création d'emplois, de richesses, et d'équilibre de la balance commerciale, le PSE considère la pêche parmi les piliers de l'économie capables de soutenir une dynamique de croissance forte et durable.

Les résultats enregistrés par le secteur portent essentiellement sur :

- la formation de 790 acteurs formés en aquaculture dont 453 femmes ;
- la construction de 18 étangs dans la région de Sédhiou dont 10 dédiés aux femmes ;
- l'acquisition de bacs de manutention au profit des femmes ;
- la mise à niveau des femmes transformatrices des régions de Dakar, Thiès (pointe saréne) et Fatick sur la chaîne de valeur ;
- la poursuite des travaux de modernisation de l'aire de transformation de Mbao ;
- la poursuite des travaux de modernisation de l'aire de transformation de Mbao ;
- la construction en cours des aires de transformation de Cayar et de Tann à Joal ;

- la gestion durable des ressources halieutiques et la restauration de leurs habitats ;
- la valorisation des ressources halieutiques et aquacoles.

Du côté de l'aquaculture et notamment pour le Projet « Développement accéléré de l'Aquaculture (PDAA) », un des 27 projets phares du PSE, les femmes interviennent dans les fermes de production, bénéficient d'appuis techniques pour des projets d'aquaculture, de renforcement de capacité dans la production d'aliment et dans l'association des acteurs de la filière aquaculture. Sur les 166 fermes piscicoles, 28 sont gérées par des femmes.

Par ailleurs, au niveau du pôle aquacole de Sédhiou, 04 GIE de femmes avec 77 membres exploitent 11 étangs de 1 000 m² avec chacun un espace total de 1ha 100m².

En 2020, sur les 790 acteurs formés, 453 sont des femmes, soit une représentativité de 57 % du nombre total. Ceci indique l'intérêt que les femmes accordent à l'aquaculture.



▪ Contraintes et perspectives

Malgré ces acquis, le ministère reste confronté à une faible représentativité des femmes dans les instances de décision aussi bien au niveau institutionnel qu'au niveau des organisations professionnelles et structures de gouvernance locale (une seule femme coordonnatrice sur les quarante conseils locaux de pêche artisanale).

En termes de perspectives, la stratégie opérationnelle 2022 portera sur :

- la professionnalisation du métier de transformation artisanale qui devrait être consacrée par décret ;
- une meilleure intégration du genre dans les politiques, projets et programmes ;
- la mise en œuvre du Plan de relance afin de soutenir les acteurs de la pêche et de l'aquaculture impactés par la Covid-19 ;
- l'appui des acteurs dans la démultiplication des formations reçues au niveau de leur base ;

- la promotion de l'équité dans la gestion des ressources humaines de l'administration des pêches ;
- la plaidoirie pour faire bénéficier davantage aux femmes du secteur de la pêche du Fonds national de Crédit pour les Femmes (FNCF), dans le cadre du renforcement des capacités techniques et managériales et le financement de leurs activités génératrices de revenus.

■ Maquette de budgétisation sensible au genre

Programmes budgétaires	Actions du programme	Résultats genre attendus	Activités genre proposées	Indicateurs	Valeurs de référence	Valeurs Cibles	Budget
Pêche et Aquaculture	Valorisation de la production halieutique et aquacole	Les produits halieutiques et aquacoles sont mieux valorisés	Créer des cadres de concertations pour les femmes mareyeuses micro mareyeuses et transformatrice	Le volume des produits transformés artisanalement	38 924 (2018)		0
	Gestion durable des ressources halieutiques et restauration des habitats	Les mesures de gestion et d'accès à la ressource sont élaborées, adaptées et appliquées	Élaborer des plans de gestion et politiques de pêches prenant en compte les préoccupations, les intérêts et valeurs des femmes	Les plans de gestion et politiques de pêches prenant en compte les préoccupations, les intérêts et valeurs des femmes sont disponibles	2	3	0
		La formation des agents techniques de la pêches et de l'aquaculture est assurée	Organiser des sessions de formation pour les agents techniques des pêches	Nombre de sessions de formation organisées			12 530 000
Economie maritime	Développement des infrastructures portuaires et du transport fluviomaritime	La qualité des services du transport maritime et portuaire est améliorée	Assurer la navette Dakar Ziguinchor (COSAMA)	Quantité de fret en tonnage	20 513 896	21 129 313	3 897 897 612
				Nombre de passagers transportés		139 579	
	Amélioration de l'enseignement maritime au Sénégal	Le nombre de marins formés a augmenté	Massifier et améliorer l'emploi et le système de formation des marins	Nombre d'acteurs formés	93	122	56 577 161
CEPIA	Soutien et promotion des produits de la pêche	Les organisations professionnelles sont accompagnées	Appuyer et accompagner les organisations professionnelles	Nombre d'organisations professionnelles appuyées en matériels	6	6	10 000 000
				Nombre d'acteurs formés			
Total							3 977 004 773

8. Ministère des Infrastructures, des Transports terrestres et du Désenclavement (MITTD)

▪ Bilan des réalisations

Avec les mesures sanitaires imposées par le contexte de la crise, beaucoup d'activités prévues en 2020, n'ont pas été réalisées. Toutefois, dans le cadre de la riposte, un PTA budgétisé a été élaboré à l'issue de deux (2) réunions tenues avec les différents points focaux.

▪ Contraintes et perspectives

Les contraintes notées, sont entre autres :

- la difficulté à collecter l'information liée au genre au niveau des structures autonomes rattachées au département ;
- l'absence d'un audit pour faire l'état des lieux sur le niveau d'intégration du genre dans les politiques du département ;
- le manque de formation des acteurs sur la budgétisation et le suivi-évaluation sensibles au genre.

Pour réussir cette politique d'intégration du genre dans les activités du département, une attention particulière devra être accordée aux défis ci-après : (i) l'appropriation parfaite de la dimension genre par le top management du ministère ; (ii) la promotion des femmes au niveau des postes de responsabilités et (iii) l'implication et la participation de la cellule genre dans les travaux de conception des projets et programmes du ministère.

En perspectives, la stratégie déclinée sera mise en œuvre à travers les activités suivantes :

- entamer le processus de l'audit genre pour la mise à disposition d'un Plan d'Institutionnalisation Genre (PIG) ;
- établir une situation de référence du secteur ;
- stabiliser les indicateurs à suivre dans un cadre de mesure des résultats ;
- faire un plaidoyer pour la mobilisation des ressources ;
- organiser une rencontre sur la validation du rapport budgétaire genre du ministère en amont des conférences budgétaires en vue de convaincre la tutelle sur la nécessité de prendre en compte la dimension genre dans les activités des projets et programmes du ministère.

Maquette de budgétisation sensible au genre

Programmes budgétaires	Actions du programme	Résultats genre attendus	Activités genre	Indicateurs	Références	Cibles	Budget
Pilotage, Coordination et Gestion administrative	Pilotage	Les compétences des agents du ministère sont renforcées en genre	Organiser des ateliers de formation	Nombre d'ateliers tenus	1	3	9 000 000
		L'audit genre du département est initié	Elaborer les TDRs l'audit genre du ministère	TDRs validés	0	1 rapport	5 000 000
		Les activités des structures prenant en compte le genre sont suivies	Elaboration des indicateurs sensibles au genre pour le ministère	CMR genre validé	0	1 rapport annuel	6 000 000
		Les indicateurs sexospécifiques sont intégrés dans les documents budgétaires	Organiser des séances de travail avec les Responsables de programmes	Nombre d'indicateurs genre par programmes	0	1 indicateur par programme	0
Total							20 000 000

9. Ministère des Finances et du Budget (MFB)

Bilan des réalisations

A travers l'élaboration du Document budgétaire Genre (DBG), l'objectif visé par le MFB, est d'intégrer le genre dans la chaîne Programmation-Programmation-Budgétisation-Suivi-évaluation (PPBS).

A cet effet le processus entamé depuis 2016, a permis de consolider les acquis portant essentiellement sur les aspects suivants :

- la prise en compte systématique du genre dans le processus budgétaire, avec le DBG qui accompagne le Projet de Loi de Finances ;
- la prise en compte du document budgétaire genre dans les conditionnalités de l'appui budgétaire par les PTF ;
- la mise en place d'une task force composée des cellules genre des ministères, de la Direction de l'Équité, de l'Égalité de genre (DEEC) et de la Direction de la Programmation budgétaire (DPB) ;
- l'enrôlement effectif, en 2020, de tous les départements ministériels dans le processus de budgétisation sensible au genre ;
- la création de « **chapitres genre** » pour tous les ministères ;
- l'ouverture de **chapitres budgétaires dédiés aux cellules genre** de tous les départements ministériels avec une dotation d'au moins dix (10) millions FCFA chacune.

Contraintes et perspectives

En dehors des efforts réalisés, la principale contrainte notée en ce qui concerne la prise en compte de l'aspect genre dans les interventions du département reste la nomination non encore effective d'un coordonnateur pour le déroulement effectif des missions assignées.

Ainsi, en perspectives, la stratégie à court et moyen termes sera centrée d'abord sur les prérequis relatifs à la fonctionnalité de la cellule genre, ensuite, suivront les activités phares notamment la nomination des points focaux dans chaque direction générale et dans les autres structures et enfin le renforcement des capacités des acteurs précités.

■ Maquette de budgétisation sensible au genre

Programmes budgétaires	Actions du programme	Résultats genre attendus	Activités genre	Indicateurs	Références	Cibles	Budget
Pilotage, Coordination et Gestion administrative	Renforcement de la gestion des ressources humaines	Les compétences des agents du ministère sont renforcées en genre	Organiser des ateliers de formation à l'attention des agents	Nombre d'ateliers tenus	1	3	9 000 000
		L'audit genre du département est initié	Elaborer les TDR l'audit genre du ministère	TDR validés	0	1 rapport	5 000 000
		Les activités des structures prenant en compte le genre sont suivies	Elaboration des indicateurs sensibles au genre pour le Ministère	CMR genre validé	0	1 rapport annuel	6 000 000
		Les indicateurs sexospécifiques sont intégrés dans les documents budgétaires	Organiser des séances de travail avec les Responsables de programmes	Nombre d'indicateurs genre par programmes	0	1/programme	Néant
Total							20 000 000

10. Ministère du Pétrole et des Energies (MPE)

■ Bilan des réalisations

Conscient des enjeux liés à la prise en compte de la dimension genre dans sa politique énergétique, le MPE a entamé, en 2020, son processus d'institutionnalisation du genre avec la création, par arrêté n°10276 du 04 juin 2020, de sa Cellule en charge du Genre et de l'Équité. Il faut noter aussi que le Plan d'action national Genre-Energie a été validé et va bénéficier d'un financement du MCA, à hauteur de cent mille (100 000) Dollars US.

Concernant le sous-secteur de l'électricité, deux (02) projets à haut impact genre sont en cours d'exécution ; il s'agit du Projet d'Appui au Secteur de l'Electricité (PASE) et du Programme « Second compact Millenium Challenge Sénégal (MCA SN 2) ».

S'agissant du sous-secteur des combustibles domestiques, le Programme « Energie durable » a développé des projets à usages productifs avec la mise en œuvre de 59 projets à usage productif de l'énergie solaire qui ont impacté directement 1 857 personnes dont 1 027 femmes.

Concernant le Programme national biogaz (PNB-SN), le nombre de ménages ayant accès aux biodigesteurs s'élève, en 2020, à 89 dont 9 femmes. Le constat est que les biodigesteurs appartiennent aux femmes mais pour des considérations socio-culturelles, ces dernières choisissent de mettre le nom de leurs maris dans le contrat de construction.

Également, dans le cadre des activités de résilience contre la pandémie à Covid-19, les groupements des femmes et des jeunes de la banlieue ont bénéficié d'un appui en nature composé de machines de Transformation de céréales et légumes et de matériels informatiques et d'aviculture d'un montant de cent quatre-vingt-six mille (186 000) euros.

▪ **Contraintes et perspectives**

Les principales contraintes du secteur ont trait à :

- la difficulté d'avoir des données désagrégées au niveau des structures ;
- l'insuffisance d'expertise dans le domaine de genre et énergie ;
- le manque de financement des activités du plan d'action national genre-énergie.

En perspectives, les efforts seront concentrés sur l'opérationnalisation du Plan d'Action national Genre-Energie (PANGE 2021-2024) qui constitue le cadre référentiel de la politique genre du secteur de l'énergie.

▪ **Maquette de budgétisation sensible au genre**

Programmes budgétaires	Actions du programme	Résultats genre attendus	Activités genre	Indicateurs	Référence	Cibles	Budget
Optimisation de l'offre d'électricité	Renforcement du système d'offre d'électricité	L'emploi des femmes et des jeunes dans les travaux de construction promu	Favoriser la participation des travailleurs locaux, les jeunes et les femmes dans la définition des lots de construction dans le processus d'élaboration des études de conception détaillées ;	Nombre de travailleurs locaux dans les lots de construction	ND	ND	Projets MCA sn 2
		Condition de vie des femmes et des jeunes vivant autour du chantiers améliorée	Accompagner le contractant à créer des activités génératrices de revenus pour les femmes et les jeunes autour des chantiers	Nombre de jeunes et de femmes qui ont développé des activités autour des chantiers	ND	ND	Projets MCA
		la qualité de vie et les opportunités pour les populations rurales y compris les couches sociales vulnérables sont renforcées	Optimiser le réseau de distribution pour assurer le maximum de connexions dans les villages ciblés	Nombre de villages ciblés	ND	ND	Projets MCA
		Les avantages pour les populations rurales de l'accès à l'électricité sont accrus	Créer des synergies avec des projets du gouvernement et/ou d'autres donateurs dans les zones d'intervention, notamment dans les secteurs de l'agriculture, de l'éducation et de la santé	Nombre de partenariats noués dans les zones d'intervention dans les domaines d'agriculture, d'éducation et de la santé	ND	ND	Projets MCA
		Les avantages pour les populations rurales de l'accès à l'électricité sont accrus	Connecter les ménages pauvres et vulnérables dans les zones d'intervention bénéficiaires du Programme National de Bourses de Sécurité Familiale (PNBSF) au réseau de distribution	Nombre de ménages pauvres et vulnérables dans les zones d'intervention bénéficiaires du PNBSF connectés au réseau	ND	ND	Projets MCA
Electrification rurale et énergies renouvelables	Renforcement de la pénétration des Energies renouvelable	Condition de vie des femmes et des jeunes améliorée	Installer des plateformes multifonctionnelles solaires (PTFM) pour les entreprises de femmes et de jeunes	Nombre de plateformes multifonctionnelles installées	ND	ND	200 000 000

Programmes budgétaires	Actions du programme	Résultats genre attendus	Activités genre	Indicateurs	Référence	Cibles	Budget
Sécurisation de l'approvisionnement en hydrocarbures et combustibles domestiques	Promotion et diversification des combustibles modernes de cuisson	Accès des hommes et femmes a d'équipements modernes de cuisson amélioré	Renforcer la capacité des hommes et femmes évoluant dans la diffusion des foyers améliorés	Nombre d'hommes et de femmes ayant accès au foyers améliorés	ND	ND	
Pilotage, coordination et gestion administrative	Gestion et suivi évaluation	Les initiatives de production de bio charbon et autres formes de combustibles de substitution sont appuyées	Accompagner les producteurs et productrices des combustibles de substitution	Nombre de femmes et d'hommes producteurs appuyés			450 000 000
		Le suivi et l'évaluation du genre dans le secteur est amélioré	Mise en place d'un cadre de suivi-évaluation genre dans le secteur de l'énergie	Rapport de suivi-évaluation	ND	ND	10 000 000
		Données désagrégées disponible	Créer des outils de collecte de données pour la mise en œuvre de projets et programmes	Existence outils de collecte de production de traitement de données	ND	ND	10 000 000
Total							670 000 000

11. Ministère du Commerce et des Petites et moyennes entreprises (MCPME)

▪ Bilan des réalisations

Les femmes qui s'activent dans le petit commerce formel et informel, ont été identifiées comme étant des moteurs incontournables dans l'action d'intégration du fait de leur présence le long de nos frontières.

A titre illustratif, le petit commerce intra-régional des produits agricoles, halieutiques, forestiers et marchandises diverses, a constitué l'essentiel du marché sous régional de Diaobé, qui attire les commerçants de la sous-région de l'Afrique de l'Ouest Méridionale notamment la Gambie, la Guinée Bissau, la Guinée Conakry, et le Mali. Ainsi, il ressort des observations que les commerçants transfrontaliers sont pour la majorité des femmes qui, sous la contrainte de la crise économique, sont obligées de travailler durement pour prendre en charge leurs familles.

C'est ainsi qu'est né le projet d'aménagement du marché sous régional de Diaobé qui comprend trois (03) composantes, à savoir :

- la construction d'un Complexe Commercial sous régional à Diaobé (CCSD), la construction de magasins de stockage et de bâtiments à usage administratif, commercial et d'hébergement ou d'accueil constitue le projet phare de ce programme d'investissement ;
- la vulgarisation du protocole de la CEDEAO et promotion du commerce sous régional ;
- les travaux d'aménagements des voies d'accès au marché de Diaobé sur la RN6.

Prévus sur une durée de trente-six (36) mois, les travaux du complexe ont déjà démarré depuis plus de trois (03) ans et se poursuivent toujours. La mise en œuvre de la phase 2 dudit projet est prévue à partir de 2022.

Le Sénégal s'est doté d'une stratégie nationale pour exploiter les opportunités offertes par la Zone de Libre-Echanges Continentale Africaine (ZLECAF) : un marché continental qui va passer de 1,2 à 2,5 milliards d'habitants en 2050 avec un PIB de 2 500 milliards de dollar américain selon les estimations de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique.

Dans ce document, le Sénégal a réservé une place de premier choix à la question genre pour permettre aux femmes de saisir les nombreuses opportunités offertes par la ZLECAF. En effet, l'axe 3 de la SN- ZLECAF est dédié à la promotion de la participation des femmes et des jeunes dans le commerce intra africain et la protection de l'environnement.

Cet axe pour lequel il est prévu un budget de plus de 2 milliards FCFA sur la période 2020-2024, sera réalisé à travers les activités suivantes : (i) renforcer les capacités entrepreneuriales des femmes et des jeunes, (ii) accompagner les femmes à développer des entreprises exportatrices de biens et services sur le marché africain, (iii) plaider en faveur du genre dans le commerce, (iv) faciliter l'accès des femmes et des jeunes au crédit (taux d'intérêt garanti), (v) renforcer les capacités des commerçantes en matière de gestion commerciale, marketing, comptabilité et (vi) mener des études sur le genre et le commerce transfrontalier.

Également dans le cadre de l'appui et l'encadrement des PME, l'Agence de Développement et d'Encadrement des PME (ADEPME), à travers le Programme "Développer l'emploi au Sénégal" a réalisé des sessions de renforcement de capacités qui ont touché 9 régions à savoir Louga, Saint-Louis, Matam, Tambacounda, Kédougou, Ziguinchor, Sédhiou et Kolda.

▪ **Contraintes et perspectives**

A court terme, il est prévu plusieurs activités, notamment des sessions de renforcement de capacités, des ateliers de partage avec les femmes commerçantes et la réalisation de l'audit genre du département afin de mieux prendre en charge la question du genre dans les programmes. Ainsi, le renforcement des ressources financières allouées à la cellule genre pour le déroulement de ses activités et la mise à jour des données désagrégées par sexe restent un défi majeur pour le ministère.

Maquette de budgétisation sensible au genre

Programmes budgétaires	Actions du programme	Résultats genres attendus	Activités genre	Indicateurs	Références	Cible 2022	Budget
Développement du marché intérieur et de la consommation	Approvisionnement et régulation	La formation des femmes à la qualité des produits renforcées	Organiser une formation sur les normes de la qualité	Nombre d'agents formés	15	30	31 573 498
	Infrastructures commerciales	Le développement du commerce électronique est enclenché	Contribuer au fonctionnement de projet de développement du commerce électronique	Nombre d'entreprises dirigées par des femmes	16	25	158 446 056
Renforcement de l'intégration du Sénégal dans le commerce régionale	Incubation, Accompagnement et Densification des PME	L'entrepreneuriat est promu	Accompagner la mise à niveau spécifique aux PME (Fonds d'appui à la mise à niveau)	Nombre de PME dirigé par une femme encadrées	2887	30000	29 657 358
Promotion et développement de l'entrepreneuriat privé et des PME/PMI	Incubation, Accompagnement et Densification des PME	L'entrepreneuriat est promu	Accompagner le développement technique des PME	Nombre de PME bénéficiaires de la mise à niveau globale	8	14	71 983 541
Promotion et valorisation des produits locaux	Promotion des produits "Made in Sénégal"	L'indépendance financière des femmes est mise en avant	Faciliter l'obtention de l'autorisation FRA pour les femmes exportatrices	Nombre d'autorisations FRA octroyées	ND	ND	
Pilotage, gestion et coordination administrative	Coordination Administrative	Le genre est pris en compte dans les activités du Ministère	Actualiser la LPSD	LPSD actualisé	0	1	10 000 000
		Le genre est pris en compte dans l'organigramme	Organiser des ateliers de formation sur le genre à l'attention du top management	Nombre de femmes directrices	1	2	
TOTAL							301 660 453

12. Ministère de l'Urbanisme du Logement et de l'Hygiène publique (MULHP)

Bilan des réalisations

Au cours de l'année 2020, le MULHP a réalisé plusieurs activités sensibles au genre dans le cadre du programme support. Il s'agit, entre autres, de :

- l'étude d'évaluation participative en genre des projets et programmes financés par le département à hauteur de 10 millions FCFA avec un rapport exhaustif sur le niveau de prise en compte du genre dans les interventions sectorielles ;
- l'organisation de la journée internationale des droits des femmes du 08 mars avec un focus sur la sensibilisation à la problématique de l'accès des femmes à la propriété immobilière dans le cadre du programme des 100 000 logements, composante essentielle du programme zéro Bidonville ;
- l'organisation durant la dernière quinzaine du mois d'octobre d'une campagne « octobre rose » pour la sensibilisation et le dépistage des cancers les plus fréquents chez les femmes (mammographie, échographie mammaire et frottis cervico-utérin) et chez les hommes (examen de la prostate). Au total, 207 femmes et 60 hommes se sont inscrits.

Dans le cadre de la lutte contre la pandémie à Covid-19, la journée du 8 mars 2021 a été un prétexte pour organiser une conférence sur « le leadership féminin : pour un cadre de vie sain et résilient dans le monde de la covid-19 ». Cette importante rencontre ainsi que les activités de sensibilisation menées au cours du mois de mars, ont été réalisées à travers le budget du ministère.

▪ Contraintes et perspectives

Il ressort de l'étude d'évaluation participative en genre des programmes et projets réalisée en 2020 que l'intégration du genre au niveau du ministère reste mitigée. En effet :

- la perception et la compréhension des enjeux de genre ne sont pas toujours bien cernées par les acteurs et une bonne partie des personnes interrogées dans le cadre de cette étude ont une compréhension restrictive du genre ;
- la connaissance réductrice des agents inhibe leur sensibilité à identifier les problématiques de genre et limite leurs capacités à traiter les questions y relatives ;
- le manque d'appropriation de la problématique de genre par le top management reste la principale contrainte. Elle est d'autant plus pénalisante qu'elle impacte la motivation des techniciens à comprendre et intégrer le genre dans leurs démarches et activités.

La CGE doit donc insister davantage sur le volet sensibilisation, formation et mise à disposition d'outils d'intégration du genre dans les programmes et projets du ministère, en particulier, en direction des directeurs, chefs de services et responsables de programmes et projets.

Du fait de cette timide appropriation du genre par certains acteurs du secteur, la stratégie opérationnelle pour 2022 sera axée sur les activités phares suivantes :

- la réalisation d'une étude sur l'employabilité des femmes et des jeunes dans le cadre du programme zéro bidonvilles ;
- la signature d'un arrêté instituant un quota plancher en faveur des femmes dans le cadre du projet "100 mille logements" ;
- l'organisation de manifestations pour sensibiliser les agents et les autorités sur la question de genre à l'occasion de la journée internationale de promotion des droits des femmes du « 08 mars » ;
- la sensibilisation et le dépistage des cancers les plus fréquents chez les femmes et les hommes durant le mois d'octobre, sous le vocable « octobre rose » ;
- la négociation d'un partenariat pour l'organisation d'un concours sur un concept innovant de restauration de rue pour les femmes impactées par les opérations de désencombrement ;
- la poursuite des activités de renforcement des capacités, notamment une formation pour l'implémentation des outils genre ;
- l'affectation d'un budget supplémentaire à l'élaboration d'outils et de procédures d'intégration du genre adaptés au secteur en vue de :

- la mise en place d'une « boîte à outils genre » permettra de travailler en profondeur avec les techniciens pour intégrer le genre dans leurs procédures, activités et tâches ;
- l'identification au cours du processus d'indicateurs sexo-spécifiques en rapport avec les activités menées par les techniciens qui pourront ainsi les renseigner sans difficulté et sans réticence ;
- la levée des contraintes de temps justifiant, selon les techniciens, l'absence d'indicateurs sexo-spécifiques en les intégrant dans leurs procédures opérationnelles.

■ Maquette de budgétisation sensible au genre

Programmes budgétaires	Actions du programme	Résultats genre attendus	Activités genre	Indicateurs	Références	Cibles	Budget 2022
Pilotage, Gestion et Coordination administrative	Renforcement du pilotage stratégique	Le dispositif de pilotage est amélioré dans une perspective genre	Elaborer une boîte à outils genre	Rapport provisoire de l'étude sur la Boîte à outils genre	0	1	15 000 000
		L'outil d'intégration du genre est partagé et validé	Organiser un atelier de validation de la boîte à outils genre	Rapport final de l'étude sur la boîte à outils genre	0	1	2 000 000
	Renforcement des équipements et des capacités des agents	Les capacités des agents sont renforcées sur les outils de genre	Organiser un atelier de formation sur l'implémentation des outils de genre et la collecte des indicateurs sexo-spécifiques	Proportion des agents formés	0	50	5 000 000,00
		Le personnel du ministère est sensibilisé sur la question de genre	Organiser un panel lors de la journée du 8 mars	Proportion des agents ayant participé	60	100	8 000 000
		Le personnel du ministère est sensibilisé sur les cancers et les risques par rapport à leurs performances professionnelles	Organiser une campagne de dépistage volontaire sur certains types de cancers	Proportion des agents inscrits pour le dépistage	200	250	8 000 000
Aménagement et développement urbains	Opération d'aménagement urbain	L'employabilité des femmes et des jeunes est prise en charge	Réaliser une étude sur l'employabilité des femmes et des jeunes dans le programme zéro bidonvilles	Disponibilité du rapport d'étude	0	1	20 000 000
Logement, construction d'équipements et d'infrastructures publics »	Promotion de l'habitat social	L'accès des femmes à la propriété immobilière est amélioré	Signer un arrêté instituant un quota plancher en faveur des femmes dans le cadre du projet "100 mille logements"	Arrêté signé	0	1	-
Cadre de Vie	Lutte contre l'occupation irrégulière de l'espace public	Les pratiques professionnelles des restauratrices de rue sont améliorées	Organiser un concours sur un concept innovant de restauration de rue pour les femmes impactées par les opérations de désencombrement	Nombre de candidats participant au concours	0	30	10 000 000
TOTAL							68 000 000

13. Ministère du Développement industriel et de la Petite et Moyenne Industrie (MDIPMI)

■ Bilan des réalisations

Les différents projets/programmes du département intègrent la dimension genre, ce qui lui a valu d'enregistrer les résultats appréciables suivants :

Les **agropoles** : un des indicateurs de l'engagement du projet Agropole en faveur du genre et de l'inclusion sociale est le recrutement d'une spécialiste genre et développement social basé pour le moment à l'Antenne régionale Sud (Ziguinchor). A cet effet, l'évaluation des documents du projet en vue de définir un cadre d'intervention permettant une meilleure prise en compte de la problématique genre et de l'inclusion sociale dans les activités du projet a été faite, ce qui a abouti à la définition d'indicateurs sexo-spécifiques. Ainsi, avec un budget d'environ 4,13 milliards FCFA, le projet est dans une bonne dynamique pour accompagner les groupes vulnérables.

L'**agroalimentaire** : 235 personnes dont 195 femmes et 40 hommes ont bénéficié de séries de formations sur les techniques de transformations des céréales, légumineuses et oléagineuses, des fruits et légumes, des produits halieutiques, des produits carnés et laitiers. Le suivi a permis de noter que 99 femmes et 17 hommes ont démarré effectivement une activité après les formations organisées dans les régions de Dakar, Thiès, Kaolack et Ziguinchor. Également, avec l'appui de la BAD, l'Institut de Technologie alimentaire (ITA) a formé 203 jeunes femmes en transformation de produits locaux.

La **normalisation** : les femmes jouent un rôle très important dans le processus d'élaboration de normes nationales surtout dans le domaine agroalimentaire où elles se singularisent par leur participation et leur expertise. Les comités techniques mis en place à cet effet, sont dirigés par des femmes (santé et produits cosmétiques et dérivés). L'Association sénégalaise de Normalisation (ASN) est signataire de la déclaration sur les normes et l'élaboration des normes tenant compte des questions de genre » qui est une initiative de la CEE-ONU tenue le 14 mai 2019 au Palais des Nations, à Genève. En vue d'aider les jeunes et les femmes à améliorer leurs activités économiques, la cellule Femmes, Jeunes et Normalisation de l'ASN a également mené beaucoup d'activités de sensibilisation sur la normalisation et la qualité des produits « made in Sénégal ». La **promotion des sites industriels** : la nomination des femmes à des postes de responsabilités traduit la volonté politique de promotion du genre au niveau de l'Agence d'aménagement et de promotion des parcs industriels (APROSI). En effet, dans une équipe composée de 50% des femmes, il est noté trois (03) directrices sur cinq (05) et six (06) chefs de services sur neuf (09).

▪ **Contraintes et perspectives**

La principale contrainte rencontrée par le ministère demeure l'insuffisance de la formation des ressources humaines sur les questions de genre.

A court et moyen termes, la stratégie déclinée sera portée par la mise en œuvre des activités suivantes :

- le lancement de l'audit genre du ministère ;
- la réalisation des études de faisabilité des agropoles nord et centre en vue d'une meilleure intégration du genre ;
- la formulation de deux (02) nouveaux programmes d'appui aux femmes notamment le « Programme d'implantation des petites et moyennes industries et de développement des unités de transformation des produits de l'agriculture,

de l'élevage et de la pêche » et le « Programme d'appui aux petites et moyennes industries » ;

- l'organisation d'ateliers de sensibilisation par la cellule femmes, jeunes et normalisation de l'ASN ;
- l'organisation de cérémonies de distinction aux femmes pour leur engagement dans la promotion de la normalisation par l'ASN.

Les interventions seront également orientées vers la mise en œuvre du projet agropole sud dont l'objectif est de contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations (y compris les jeunes et les femmes) à travers la création de valeur ajoutée sur les produits agricoles et l'augmentation durable de la productivité des filières agro-industrielles prioritaires.

Maquette de budgétisation sensible au genre

Programmes budgétaires	Actions du programme	Résultats genre attendus	Activités genre	Indicateurs	Référence	Cibles	Budget
Pilotage, Coordination et gestion administrative	Pilotage	Les compétences des agents sont renforcées en genre	Organiser des ateliers de formation sur le genre	Nombre d'ateliers tenus	1	3	10 000 000
		L'audit genre du département est initié	Elaborer les TDR l'audit genre	TDR validés	0	1 rapport	6 000 000
		Les activités des structures prenant en compte le genre sont suivies	Elaboration des indicateurs sensibles au genre	CMR genre validé	0	1 rapport	6 000 000
Compétitivité de l'industrie sénégalaise	Projet d'implantation académie de la propriété intellectuelle	Renforcement des capacités des femmes en propriété intellectuelle dans les milieux universitaires, centres de recherche, etc.	Organiser un séminaire de formation et un atelier de sensibilisation par le canal digital	Nombre de femmes ayant reçu une formation.	800	1000	6 000 000
	Protection de la propriété industrielle	Les créations industrielles sont protégées	Organiser une campagne d'enregistrement des titres de propriétés	Nombre d'œuvres protégées par type	13,75 en moyenne pour les femmes	23% en moyenne pour les femmes	10 000 000
	Production et valorisation des produits alimentaires	Les céréales sont valorisées	Organiser des ateliers de formation sur la valorisation des céréales	Nombre de femmes formées	30%	40%	8 996 220
	Promouvoir la gestion durable des produits agricoles	La recherche agroalimentaire est améliorée	Organiser un atelier de réflexion et de visites d'échange	Nombre de femmes formées	20%	35%	2 933 190
Total							49 929 410

14. Ministère du Tourisme et des Transports aériens (MTTA)

Bilan des réalisations

Compte tenu de sa capacité à structurer l'économie, à générer des devises, des revenus et des emplois, le tourisme est appelé à jouer un rôle important dans l'atteinte des objectifs déclinés dans le PSE. Dans cette optique, le département ambitionne de promouvoir un tourisme éthique, compétitif et contribuant durablement à l'émergence économique du Sénégal. Toutefois, les objectifs fixés ne peuvent être atteints sans une prise en compte des besoins différenciés au regard du nombre de femmes qui s'activent dans ce domaine.

Ce faisant, les activités menées en vue d'intégrer le genre dans les interventions du département, portent, entre autres, sur :

- la mise en place de la cellule genre et équité ;
- la prise en compte du genre dans les documents de planification ;
- la cartographie désagrégée par sexe du personnel ;
- l'organisation de visites-diagnostic genre dans les écoles de formation (ENFHT, IFPNC, Dakar air Académie) ;
- l'organisation d'une session de formation pour les membres de la cellule genre et équité élargie à d'autres agents du ministère ;
- la formation des membres de la cellule sur : « la lecture genre du PSE et la présentation de la SNEEG 2) ».
- la célébration du mois « octobre rose » avec les résultats ci-après:
 - o 300 pins de sensibilisation sur les cancers féminins distribués aux femmes et aux hommes du ministère ;
 - o 23 femmes ont subi les tests du cancer du col de l'utérus ;
 - o 34 femmes ont fait l'examen radiographique de la mammographie ;
 - o 07 femmes ont fait l'échographie mammaire ;
 - o 04 hommes ont fait le test du cancer de la prostate au total au total 78 tests ont été réalisés.

La célébration du 8 mars 2021 a également servi de prétexte pour sensibiliser sur la pandémie à Covid-19, d'organiser des panels et de distribuer 5 000 masques, 240 flacons de gels hydro alcooliques, des flys et plaquettes.

▪ **Contraintes et perspectives**

Les contraintes du secteur sont relatives à un manque d'implication de la cellule genre au processus budgétaire et à l'absence d'audit genre du département.

Ainsi, en termes de perspectives, la stratégie opérationnelle pour l'année 2022, sera orientée vers un renforcement du volet formation, une analyse genre des crédits hôtelier et touristique (CHT) et des transports aériens (CTA) et une amélioration de l'ancrage de la cellule genre au niveau local.



Maquette de budgétisation sensible au genre

Programmes budgétaires	Actions du Programme	Activités genre	Indicateurs	Références	Cibles	Budget
Pilotage, Coordination et Gestion administrative	Coordination administrative	Réunions tournantes de la cellule dans les directions et agences impliquées et dans les antennes régionales	Nombre de réunions de suivi tenues	0	12	1 800 000
		Rencontre d'évaluation (0 mi-parcours) des points focaux	Nombre de Rapports produits	0	2	800 000
	Renforcement du pilotage administratif	Séminaire de formation en genre et autres modules de promotion de la femme	Nombre de sessions de formation avec des modules genre organisées	0	4	8 000 000
		Faire l'audit genre du MTTA (revue documentaire des textes et manuels de procédure administrative et programmatiques)	Nombre de Rapports d'audit disponibles	0	1	10 000 000
		Elaborer et mise en œuvre du plan d'opérationnalisation genre (POG) du MTTA	Taux d'exécution du POG	0	25%	10 000 000
Développement de l'offre touristique	Promotion de la destination Sénégal	Analyse genre du crédit hôtelier	Nombre de Rapports produits	0	1	5 000 000
		Analyse genre du crédit du transport aérien	Nombre de Rapports produits	0	1	5 000 000
		Tournées Régionales de sensibilisation pour l'implication des femmes dans le tourisme intérieur	Nombre de tournées organisées	0	3	5 000 000
		Recensement des meilleures filles en partenariat avec le Men et le Mftpa pour une semaine culturelle pour la découverte du Sénégal (cf. taamou Sénégal)	Rapport de recensement disponible	0	1	6 000 000
		Team building avec les élèves et maîtres en partenariat avec la CGE du MEN	Nombre de rencontres organisées	0	2	5 000 000
Total						56 600 000

15. Le Ministère de l'Éducation nationale (MEN)

Bilan des réalisations

Pour rappel, le **PAQUET (2018-2030)** s'est fixé comme objectif principal, d'intégrer la dimension genre à tous les niveaux du système éducatif. A ce titre, les performances suivantes ont été notées dans le secteur :

Au **préscolaire**, le taux brut de préscolarisation est de 16,1% pour les garçons contre 18,5% pour les filles, soit un indice de parité en faveur de ces dernières.

A l'**élémentaire**, chez les garçons, le taux d'achèvement évolue entre 54,6% et 55,0% de 2016 à 2020. Par contre, chez les filles, on note une nette progression du taux qui est passé de 65% en 2016 à 69,5% en 2020.

Au niveau de l'**enseignement moyen général**, en 2020, le taux d'achèvement au Moyen général est de 36,6%. Selon le sexe, les proportions montrent que l'achèvement est plus effectif chez les filles (40,8%) que chez les garçons (32,6%). Cette situation montre un indice de parité de 1,25 en faveur des filles. Le Taux brut de Scolarisation (TBS) au Moyen général est de 50,7% avec un indice de parité de 1,21 en faveur des filles.

En 2020, le taux de réussite au Brevet de Fin d'Études moyennes (BFEM) est plus élevé chez les filles (74,57%) que chez les garçons (74,43%).

Pour **l'enseignement secondaire**, le taux brut de scolarisation au secondaire général, au niveau national en 2020, est de 32,9%. Le TBS des filles (35,1%) est supérieur à celui des garçons (30,8%). L'indice de parité du TBS au secondaire général de 1,14 est en faveur des filles.

Concernant **l'accès aux filières scientifiques dans le secondaire général**, parmi les garçons inscrits au secondaire général, 23,7% sont dans les classes scientifiques alors que cette proportion se situe à 19,9% chez les filles.

Pour ce qui est de la **Promotion des Enseignantes**, le MEN a fait passer le taux de représentativité des femmes aux postes de responsabilités de moins de 1% en 2013 à plus de 18,8% en 2020.

Également, la mise en œuvre du programme « **Education de base des jeunes et des adultes (EBJA)** » a permis d'enregistrer un taux de 96% de femmes contre 4% pour les hommes.

Dans le cadre de la gestion de la pandémie, l'élaboration du protocole sanitaire s'est faite avec une forte participation du Cadre de Coordination des Interventions sur l'Éducation des filles pour une bonne prise en compte de la spécificité des filles et des femmes. Des serviettes hygiéniques ont été mises à la disposition des filles dans certaines académies dont Pikine-Guédiawaye, Thiès et Kaolack. Un dispositif de prise en charge psycho-social est mis en place avec les cellules d'alerte, de veille et de prise en charge (CAVAP).

Des modules sur le genre et les violences basées sur le genre en milieu scolaire sont élaborés dans le cadre du Projet de Renforcement de l'Appui à la Protection des Enfants dans l'Éducation (RAP), traduits en arabe pour les daaras et écoles franco-arabes.

Pour aller dans le sens de l'institutionnalisation du genre, une grande initiative est prise par le ministère avec la mutation du CCIEF (dont l'ancrage est la DPRE) par la Cellule Genre et Équité du MEN (CGE-MEN) placée sous la tutelle du Secrétariat général conformément aux orientations du décret **2017-313**.

▪ **Contraintes et perspectives**

Malgré le contexte de la pandémie du COVID-19, les résultats scolaires ont été forts satisfaisants. Cependant, certaines contraintes demeurent et ont pour noms :

- le retour en force de certains obstacles au maintien des filles à l'école tels que « les coûts d'opportunité » grandement lié à la pauvreté de nombreux ménages et qui causent le travail rémunéré des enfants ;
- les travaux ménagers (des filles) ;
- la faiblesse (pour diverses raisons) du suivi de l'encadrement parental et communautaire des apprentissages des enfants particulièrement des filles ;
- les violences récurrentes dans l'espace scolaire ;

- les grossesses et les mariages qui contribuent aux abandons ou redoublements des victimes ;
- le déficit d'appropriation et de mise en œuvre du « gender mainstreaming » dans le contexte de budget programme ;
- le renforcement de l'accès et du maintien des garçons à l'école dans certaines zones, notamment le nord du pays.

En perspectives, le département devra faire face aux défis ci-après :

- l'autonomisation des filles dans le moyen et le secondaire ;
- le renforcement des compétences des enseignants aux thématiques liées au genre, au leadership, à la gestion administrative, financière et matérielle des établissements, à la maîtrise de l'outil informatique etc. ;
- le renforcement de la synergie dans les interventions et de la dynamique partenariale ;
- le renforcement des actions liées à l'accès des filles aux Sciences, Technologie, Ingénierie et Mathématiques (STEM) ;
- l'amélioration du dispositif de suivi-évaluation des activités portant sur la prise en compte de la dimension genre dans le secteur de l'éducation.

Toutes ces actions seront déroulées dans le cadre de la mise en œuvre de la composante 4 du programme du PAQEED dont le financement est disponible.

■ Maquette de budgétisation sensible au genre

Programmes budgétaires	Actions du programme	Résultats genre attendus	Activités genre	Indicateurs	Références	Cibles	Budget
Enseignement élémentaire	Pilotage et coordination	Points focaux outillés pour prendre en charge les violences basées sur le genre	Renforcement de capacité des points focaux des IEF sur les violences basées sur le genre et sur l'éducation inclusive	Nombre de points focaux des IEF formés sur la VBG	0	59	10 000 000
		Activités des cellules genre des IEF mises en œuvre	Appui technique au fonctionnement des cellules genre au niveau des IEF	Nombre de cas de viols, mariages et grossesses précoces identifiés	15	59	5 900 000
Enseignement moyen général	Enseignement et apprentissage	Meilleure prise en charge par les élèves de leur hygiène menstruelle, de leur situation de maturation sexuelle	Sensibilisation des élèves sur les méthodes de prise en charge de leur hygiène menstruelle et de leur situation de maturation sexuelle	% d'élèves filles disposant de kits d'hygiène et maîtrisant leur hygiène menstruelle et leur maturation sexuelle	0	75	55 000 000
		Matières scientifiques promues au collège	Organisation du concours Miss-Math (IEF, IA, Niveau central) ;	Nombre de filles candidates au concours Miss Math	150	200	12 000 000
Enseignement secondaire général	Enseignement et apprentissage au Secondaire général	Les enseignants, les formateurs, les chefs d'établissements et personnel d'encadrement de l'enseignement secondaire général assurent mieux leurs rôles et responsabilités pour la réussite des élèves	Formation des enseignants sur les stratégies de protection contre les violences basées sur le genre	Nombre d'enseignants formés sur les stratégies de protection contre les violences basées sur le genre	480	480 lycées	225 000 000
		Augmentation des effectifs des filles dans les séries scientifiques	Organisation du concours Miss-Sciences (IA, Niveau central)	Pourcentage de filles dans les effectifs des séries scientifiques	48,10%	50%	8 000 000

Programmes budgétaires	Actions du programme	Résultats genre attendus	Activités genre	Indicateurs	Références	Cibles	Budget
	Développement des offres d'éducation au secondaire général	Égalité des chances notamment entre filles et garçons dans le secondaire général réalisée	Mise en place d'un dispositif national de lutte contre les violences basées sur le genre, les abandons précoces surtout chez les filles	Indice de parité filles/garçons dans le secondaire général	1,05	1	2 400 000
Pilotage et Coordination administrative	Pilotage ministériel	Approche genre intégrée dans la politique	Élaboration du document politique genre du MEN	Existence d'un document de politique genre	0	1	8 000 000
	Coordination administrative	Approche genre adoptée par les responsables du MEN	Formation des responsables du MEN en genre et VBG	Nombre de responsables du MEN formés	0	55	1 500 000
		Enseignantes à des postes de responsabilité outillées pour une bonne gestion des établissements	Formation des enseignantes promues à des postes de responsabilité au Genre, Leadership et en gestion administrative, financière et matérielle des établissements	Nombre d'enseignantes à des postes de responsabilité formées	204	274	66 000 000
		Réseaux d'enseignantes au niveau déconcentré et dispositif de suivi mis en place évalués	Mission d'évaluation des réseaux d'enseignantes au niveau déconcentré et du dispositif de suivi	Rapport de mission disponible	0	75	11 620 672
		Les filles issues de familles vulnérables sont appuyées en matériel pédagogique	Fourniture de kits scolaires pour les filles des lycées et collèges	Les résultats scolaires des filles ciblées sont améliorés	0	1500	175 000 000
		Les enseignantes et enseignants intègrent le genre dans la gestion des situations d'enseignement/apprentissage	Étude sur les attitudes et comportements des enseignants et enseignantes favorables au genre et à la protection des enfants dans leurs pratiques pédagogiques (prestations de services)	Un rapport sur le niveau de prise en compte du genre dans la gestion des situations d'enseignement/apprentissage liée aux STEM est disponible	0	7	20 000 000
		Le nombre d'absences liées à la période des menstrues diminue sensiblement	Dotation en Kits d'hygiène lavables aux filles des lycées et collèges : formation et accompagnement des référents pour les élèves en gestion de l'hygiène menstruelle.	Le taux de présence des filles	0	95%	184 000 000
		Les structures de prise en charge du genre et de la protection des enfants sont fonctionnelles	Financement et mise en œuvre des plans d'action genre et protection des enfants	Le nombre rapports sur les cas de violences produit par les IA	0	16	250 000 000
TOTAL							1 034 420 672

16. Ministère des Sports (MS)

▪ Bilan des réalisations

Des résultats encourageants ont été enregistrés à travers la mise en œuvre des programmes budgétaires du département. Pour l'essentiel, ils portent sur :

- la réalisation de l'étude pré diagnostique genre du secteur des sports qui vise à cerner les inégalités de genre dans le milieu ;
- des efforts faits pour augmenter le nombre de licenciés des fédérations et des groupements sportifs, même si le taux reste toujours faible pour la junte féminine (17%) ;
- des actions significatives menées en faveur des couches sociales, avec une attention particulière portée sur les couches vulnérables. C'est dans ce cadre qu'un partenariat dynamique a été noué avec des institutions comme le Centre d'Education et de Formation pour Déficiants Intellectuels (CEFDI) de Talibou Dabo et l'école inclusive « le Petit Prince de Handiscole de Rufisque » ;
- la promotion de la participation des filles aux activités sportives avec 30 457 filles notée lors des activités du sport scolaire et universitaire ;
- le niveau satisfaisant de la participation des femmes à la formation des professeurs et maitres d'EPS (22,38%) ;
- la formation et encadrement de 26 femmes dans les métiers d'entraîneur soit 32,4% de l'effectif ;
- l'organisation d'un atelier de partage et de renforcement de capacités sur le genre au profit de responsables de services centraux et déconcentrés ainsi que des points focaux membres de la cellule genre.

▪ Contraintes et perspectives

Les principales contraintes qui continuent de plomber l'intégration effective du genre dans le secteur des sports sont, entre autres, l'absence de données désagrégées et d'audit genre du département.

En perspectives, la stratégie retenue à court et moyen termes sera centrée sur :

- l'élargissement de l'étude pré-diagnostique genre du secteur des Sports;
- l'organisation annuelle d'une « **journée nationale femme et sport** » ;
- la sensibilisation sur le genre et le sport ;
- la réalisation de l'audit genre du secteur ;
- l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan d'action stratégique et opérationnelle pour corriger les inégalités de genre dans le secteur ;
- la tenue de sessions de renforcement de capacités du top management et des points focaux sur le genre et les concepts ;
- le renforcement de capacités en planification et budgétisation sur le genre.

Maquette de budgétisation sensible au genre

Programmes budgétaires	Actions du programme	Résultats genre attendus	Activités genre	Indicateurs	Référence	Cibles	Budget	
Pilotage, Coordination et Gestion administrative	Planification, régulation, suivi et évaluation des activités	le genre est intégré dans la planification et la coordination des activités du Ministère	Etude pré diagnostique genre du secteur des sports élargie	Nombre de régions couvertes par l'étude	3	2	6 000 000	
			Organisation d'une journée nationale femme sports	Niveau de participation des femmes	0	50%	5 000 000	
Développement de la pratique et des infrastructures sportives	Gestion de la pratique sportive	la pratique sportive des élèves et étudiantes a augmentée	Inciter les élèves et les étudiantes à la pratique du sport de masse	Nombre d'ateliers de sensibilisation organisés à l'attention des élèves et étudiantes	19,67%	25%	6 196 908	
			Sélectionner des filles dans les centres d'excellence Sport Etude	proportion de filles sélectionnées	0,00%	50%	25 000 000	
		La pratique sportive des femmes et des personnes vulnérables à sensiblement augmentée	Organisation de la journée internationale du sport	Proportion de femmes ayant participées à la journée	ND	50%	1 998 920	
			Appuyer les femmes et les personnes vivant avec un handicap à la pratique du sport à la base	Proportion des femmes et de personnes vivant avec un handicap appuyé	ND	50%	5 000 000	
	Construction réhabilitation et mise aux norme d'infrastructures sportives	Des infrastructures sportives construits ou réhabilités avec la prise en compte du genre (rampes d'accès, toilettes séparées et adaptées...)	Participation aux activités de détermination des plans de construction ou de réhabilitation des infrastructures sportives	Nombre d'infrastructures sportives construites avec la prise en compte du genre (construction de toilettes séparées homme/Femme, réalisation de rampes pour personnes handicapées)	0	3	250 000 000	
				Nombre d'infrastructures sportives réhabilitées avec la prise en compte du genre (construction de toilettes séparées homme/Femme, réalisation de rampes pour personnes handicapées)	0	3	305 000 000	
	Développement des ressources humaines et de la formation	Formation des cadres et techniciens du secteur	Augmenter l'employabilité des femmes sportives ou anciennes sportives	Appuyer la formation d'entraîneurs femmes dans les métiers du sport	Pourcentage d'entraîneurs femmes appuyées	0%	15%	3 528 480
				Former les femmes DTN et DTR en leadership et en management	proportion de femmes formées	0%	10%	2 090 000
				Former les femmes officielles techniques	Pourcentage de femmes officielles techniques formées	ND	10%	1 350 000
				Financer la formation continue des femmes du ministère	Pourcentage de femmes du Ministère	ND	40%	36 000 000

Programmes budgétaires	Actions du programme	Résultats genre attendus	Activités genre	Indicateurs	Référence	Cibles	Budget
				bénéficiaires de la formation continue			
			Formation des femmes professeurs de collecte d'enseignement moyen	Proportion de femmes professeurs d'enseignement moyen formées	ND	10%	3 200 000
			Appuyer la formation des sportives	proportion de sportives appuyées	0%	20%	6 961 799
		Taux de réussite de 100% des femmes Formation diplômante et complémentaire des enseignants d'EPS	Améliorer les conditions d'accueil et de séjour de la cible	Pourcentage des femmes stagiaires en formation en 1ère année du CAMEPS	21,81%	27,00%	4 100 868
Total							661 426 975

17. Ministère de la Culture et de la Communication (MCC)

▪ Bilan des réalisations

Avec la pandémie de la Covid-19, le déroulement normal des activités du département, a été perturbé, ce qui a contraint les autorités, à s'adapter au nouveau contexte. C'est ainsi qu'un atelier de partage et de validation des documents stratégiques de la cellule genre a été organisé autour des bilans, du dépliant explicatif de la politique genre du ministère, et du livret d'information du point focal.

De même, un atelier virtuel a été organisé sur l'intégration de la dimension genre et le partage d'expériences avec les services et directions du ministère ainsi que les services déconcentrés notamment les Centres culturels régionaux (CCR). Cette démarche a permis d'être en parfaite adéquation avec les directives présidentielles, la Lettre de Politique sectorielle de Développement (LPSD) et la politique genre du département.

▪ Contraintes et perspectives

Les principales contraintes rencontrées portent essentiellement sur l'insuffisance des ressources (financières, matérielles et humaines) mais également sur le manque d'implication du top management et la lenteur des services dans la mise à disposition des données statistiques.

La stratégie opérationnelle retenue s'appuiera sur une planification rigoureuse, sur l'élargissement des cibles et des enrôlements, sur l'augmentation des moyens, etc. en vue de parvenir à une intégration totale du genre et à un portage institutionnel effectif. Il reste attendu un accompagnement technique de la DEEG et la collaboration avec les partenaires.

Les défis à relever sont nombreux et consistent, entre autres, à :

- exécuter de manière effective les deux (02) programmes du plan d'actions de 2021 élargi en 2022 (Women forces qui a pour objectif de renforcer, d'encadrer et de promouvoir le leadership féminin de l'écosystème culture et

communication et gender attitude qui vise une mise à niveau effective sur l'approche genre) ;

- cibler et impliquer les partenaires pour le financement du plan d'actions de 2022 à 2025 ;
- faire le plaidoyer pour le portage institutionnel du genre dans tout le secteur (renforcement de capacités basé sur le genre à l'ensemble du top management pour une meilleure atteinte de nos objectifs) ;
- impliquer tous les services et directions dans la politique genre du département;
- créer un cadre d'encadrement et de renforcement du leadership féminin au niveau de l'écosystème culture et communication (session de renforcements de capacités des femmes et appui à la structuration des femmes chefs d'entreprises ;)
- veiller à l'autonomisation économique des femmes à travers l'élaboration et l'exécution des plans d'actions annuels ;
- renforcer la discrimination positive à l'endroit des femmes à tous les niveaux ;
- prendre en compte le genre dans les plans architecturaux du MCC (rampes, salles d'eau dédiées, dispositifs complets de commodités) ;
- traduire les directives présidentielles en actes concrets.

Maquette de budgétisation sensible au genre

Programmes Budgétaires	Actions du programme	Résultats Genre Attendus	Activités Genre proposées	Indicateurs	Référence	Cibles	Budget
Valorisation des industries culturelles et créatives	Rayonnement des ICCC	Encadrement et promotion du leadership féminin	Session de renforcement de capacités	Nombre d'acteurs formés homme/femme	35	45	2 500 000
Encadrement et développement du secteur de la Communication	Encadrement et développement du secteur de la communication	Encadrement et promotion du leadership féminin	Session de renforcement de capacités	Nombre de participants formés dans les métiers de la Communication homme/femme	20	25	1 700 000
Valorisation du patrimoine Culturel	Valorisation du patrimoine culturel	Encadrement et promotion du leadership féminin	Session de renforcement de capacités	Nombre de femmes formées dans les métiers du patrimoine	5	7	1 200 000
Pilotage, Coordination et administration	Pilotage	Encadrement et promotion du leadership féminin	Session de renforcement de capacités	Nombre de femmes bénéficiaires d'un renforcement de capacité au sein du département	15	20	3 000 000
TOTAL							8 400 000

18. Ministère de la Santé et de l'Action sociale (MSAS)

Bilan des réalisations

Dans le cadre de la mise en œuvre du plan d'institutionnalisation du genre au MSAS, la cellule genre a mené, durant l'année 2020, plusieurs activités pour un accroissement du niveau de sensibilité genre dans la politique sanitaire à l'échelle centrale, intermédiaire et périphérique mais également une offre de prestations de services sanitaires équitables aux populations.

S'agissant de l'accroissement du niveau de sensibilité genre, divers outils ont été élaborés par la cellule. Il s'agit principalement du manuel d'intégration du genre dans

la prestation de soins, du module de base sur l'approche Genre et Santé, des cahiers de l'apprenant et du formateur du guide de formation sur le leadership et le genre dans le cadre de la gouvernance sanitaire locale et du guide additif au manuel du système d'information sanitaire et social.

Ainsi, plusieurs formations ont été tenues profit de divers acteurs et ont essentiellement porté sur :

- la formation des membres ECR et ECD de la région de Saint-Louis sur le manuel d'intégration du genre dans la prestation de soins pour leur permettre de démarrer le processus de démultiplication dans leurs zones de responsabilité ;
- la formation sur genre et leadership au bénéfice de 70 femmes dans le cadre de la gouvernance sanitaire locale dans les régions de Ziguinchor, Thiès et Louga ;
- la formation sur la gestion de l'hygiène menstruelle des acteurs dans les trois départements de la région de Fatick (Foundiougne, Gossas et Fatick) ;
- la formation d'un pool de formateur national sur les VBG.

Dans le cadre des activités de riposte contre la pandémie, une réunion de coordination virtuelle a été tenue avec les points focaux genre des régions pour faire le point sur la maladie au niveau de leurs zones respectives, ce qui a permis de partager les réalisations et difficultés rencontrées sur le terrain et de formuler des recommandations pour une meilleure prise en compte du genre.

▪ **Contraintes et perspectives**

Les contraintes rencontrées dans la mise en œuvre des activités sont essentiellement liées :

- au chevauchement des activités après l'allègement des mesures ;
- à l'indisponibilité des autres parties prenantes ;
- à l'insuffisance des ressources financières.

En perspectives, il est visé, à travers le plan d'institutionnalisation genre, de doter le MSAS d'une capacité d'utilisation des modalités et techniques de conception, exécution et suivi sensibles au genre, aux fins d'accroître l'efficacité de l'impact des politiques et des programmes sur les populations et plus particulièrement sur les femmes.

▪ **Maquette de budgétisation sensible au genre**

Programme budgétaire	Actions du programme	Résultats genre attendus	Activités genre	Indicateurs	Reference	Cibles 2022	Budget	Partenaire
Pilotage, Coordination et gestion administrative	Pilotage, Coordination	Le dispositif de pilotage du système de santé est renforcé dans une perspective genre	Tenir des réunions de coordination semestrielles avec le comité technique genre ou Task force (Experts genre, PTF, CG, DPRS, DAGE, DEEG, ONUFEMMES, BOM, MEF) et les points focaux genre du niveau central et régional	Proportion de rencontres tenues		4 réunions	8 380 000	Intrahealth

Programme budgétaire	Actions du programme	Résultats genre attendus	Activités genre	Indicateurs	Reference	Cibles 2022	Budget	Partenaire
		Les capacités des programmes en matière de planification, de suivi et d'évaluation des politiques et programmes sont renforcées	Faire l'évaluation du Plan d'Institutionnalisation du Genre au MSAS	Disponibilité du rapport d'évaluation	0	Un rapport	13 182 650	Etat
		Un système performant de communication est instauré (communication stratégique et communication pour le changement social et de comportement)	Organiser trois ateliers de conception d'un guide de promotion du travail décent à tous les niveaux de la pyramide	Disponibilité du guide de promotion du travail décent	0	Un guide	12 784 985	Intrahealth
			Organiser des ateliers d'élaboration du code de conduite en faveur du genre, de la lutte contre les stéréotypes et les violences basées sur le genre	Disponibilité du code de conduite	0	Un code de conduite	9 885 150	Intrahealth
			Organiser deux ateliers d'élaboration de supports de communication sensibles au genre	Disponibilité de supports de communication sensibles au genre	0	Supports de communication sensibles au genre	8 462 500	Intrahealth
			Organiser un atelier de formation sur l'utilisation des supports de communication sensible au genre	Proportion d'agents formés sur l'utilisation des supports de communication sensible au genre		35	6 760 000	Intrahealth
		Les besoins du Ministère en formation continue sur l'approche genre et santé sont renforcées	Faire participer 1 agent de la cellule genre aux séminaires internationaux de renforcements de capacités (Genre, santé et développement)	Nombre d'agents de la cellule genre renforcés en techniques d'analyse genre et développement	0	1	3 000 000	Etat
			Automatiser et mettre en ligne (digitalisation) les modules élaborés (module de base sur l'approche genre et santé, manuel d'intégration du genre dans la prestation de soins)	Nombre de modules mis en ligne	0	2	42 310 306	Intrahealth UNICEF
			Organiser des ateliers de formation des formateurs tuteurs (ECR et ECD) sur l'utilisation des outils dans la plateforme de formation en ligne du MSAS	Proportion de formateurs tuteurs (ECR et ECD) formés		92	32 072 806	Intrahealth UNICEF

Programme budgétaire	Actions du programme	Résultats genre attendus	Activités genre	Indicateurs	Reference	Cibles 2022	Budget	Partenaire
			Organiser un atelier de formation des enseignant(e)s des établissements de formation en santé sur l'approche genre, santé et action sociale	Proportion d'enseignant(e)s des établissements de formation renforcés sur l'approche genre, santé et action sociale		27	4 825 425	UNICEF
			Renforcer les capacités des ECR et ECD sur la Gestion de l'Hygiène Menstruelle (GHM) dans les régions de Kolda, Ziguinchor, Sédhiou et Tambacounda	Proportion de membres des ECR et ECD renforcés sur la GHM		110	28 416 323	LUXDEV
			Renforcer les capacités des agents de la cellule genre en techniques d'analyse genre et développement	Proportion d'agents de la cellule genre renforcés en techniques d'analyse genre et développement		3	9 000 000	UNICEF
			Organiser des ateliers de formation des filles et des femmes sur la Gestion de l'Hygiène Menstruelle (GHM)	Proportion de filles et femmes formées sur la Gestion de l'Hygiène Menstruelle		490	48 416 323	LUXDEV
			Mettre en place une crèche au niveau du siège du ministère et au niveau local au sein de certains Districts sanitaires ou EPS dans la zone pilote du PIC IV	Disponibilité de crèches au niveau du ministère et des districts sanitaires ou EPS dans la zone pilote de Luxdev	0	2	75 000 000	LUXDEV
Total							302 496 468	

19. Ministère de la Jeunesse (MJ)

▪ Bilan des réalisations

Les activités genre réalisées au cours de l'année 2020 se présentent comme suit :

- l'accompagnement technique au réseau des jeunes pour la promotion de l'abandon des mutilations génitales féminines/mariages d'enfants (MGF/ME) ;
- la sensibilisation sur la prévention (des IST/VIH SIDA, violences et abus sexuels, mariages et grossesses précoces et/ou non désirées, violences basées sur le genre dont les mutilations génitales féminines, drogue, alcoolisme, tabagisme, etc.) qui met l'accent sur l'Information, l'Education et la Communication pour un changement de comportement personnel voire social (IEC/CCS) à travers laquelle les approches d'éducation par les pairs et clubs de jeunes filles leaders sont largement préconisées ;

- le renforcement de capacités des jeunes par l'ANPEJ : 2 228 jeunes ont été formés dont 43% de garçons et 57% de filles ; 174 jeunes ont pu bénéficier d'un emploi dont 74% de garçons et 26% pour les filles ;
- l'élaboration d'outils de collectes de données pour l'audit technique genre ;
- la mise en place de l'antenne régionale sous la présidence du Gouverneur et de l'Inspectrice régionale de la jeunesse de Dakar ;
- l'organisation d'un atelier de revue sur le genre ;
- l'élaboration du plan d'action de la riposte contre le covid-19;
- l'appui à certaines associations dans le cadre de la résilience économique ;
- la distribution de kits aux lingères de la Sicap foire et de la Médina.

▪ **Contraintes et perspectives**

Les principales contraintes liées à la problématique genre au niveau du département, sont en rapport avec :

- l'insuffisance de ressources allouées aux activités de genre notamment à la cellule genre et aux antennes régionales en charge du genre ;
- la non effectivité de la prise en compte du genre dans les services et directions lors des exercices de planification ;
- la non disponibilité de données désagrégées selon le sexe;
- le déficit de formation des acteurs du secteur sur le genre.

Concernant les défis, ils portent, entre autres, sur l'institutionnalisation du genre dans le secteur de la jeunesse. Cela se traduira notamment par :

- une bonne maîtrise du concept et des réalités de genre du secteur de la Jeunesse ;
- une intégration du genre dans les différents documents de planification du département ;
- l'existence d'un plan d'action genre harmonisé au niveau du département ;
- le démarrage de l'audit technique genre.

Ainsi à court et moyen terme, la Cellule genre prévoit d'élaborer un programme de renforcement de capacités à l'attention du top management et des agents du secteur et de passer à la territorialisation du genre avec une synergie des sectoriels pour atteindre les associations de jeunes, les leaders communautaires et les partenaires locaux.

Il est également prévu de mettre en place un processus de collecte et de partage de données « genre » fiables ainsi qu'un cadre d'échanges sur les activités genre notamment des réunions périodiques d'informations ; d'échange et de planification stratégique avec la participation de tous les acteurs (CEP, points focaux, chefs de service, etc.).

Maquette de budgétisation sensible au genre

Programmes budgétaires	Actions du programme	Résultats genres attendus	Activités genres	Indicateurs	Références	Cibles	Budget
Education à la citoyenneté et promotion du volontariat	Développement chez les populations des attitudes et des comportements citoyens, favorables à la cohésion et à la stabilité sociales.	L'engagement volontaire des jeunes filles et de leurs groupements dans les actions civiques et citoyennes est favorisé	Organiser des séances de formation et de renforcement de capacités sur la citoyenneté des jeunes	Nombre de jeunes formés	600	600	70 000 000
	Développement du volontariat institutionnel et associatif intégrant l'approche territoriale	L'intérêt pour le travail communautaire est suscité chez les jeunes filles	Former des cohortes de jeunes filles volontaires dans les domaines de la santé communautaire, l'Agriculture, la protection civile, etc.	Nombre de jeunes filles formés et mobilisés dans le cadre du volontariat et du bénévolat associatif	2400	5 000	10 000 000
Protection sociale des jeunes et gestion de leurs groupements	Préservation de la santé des jeunes et protection contre les fléaux sociaux	La santé de la reproduction des jeunes est promue, la vulnérabilité face aux fléaux sociaux (drogue, alcool, VIH...) est observée	Organiser des séances d'IEC/CCC en SRAJ, VIH, IST, VBG et sensibilisation sur la Covid 19	Nombre de jeunes filles bénéficiaires de la formation	43563	50000	7 500 000
Promotion socioéconomique des jeunes	Développement de l'employabilité et appui à l'auto-Emploi des jeunes	Les jeunes sont formés et leurs projets appuyés et financés	Mener les études, le financement et faire le suivi des projets d'emploi des jeunes filles	Nombre de jeunes filles bénéficiant de financement de projet	45	50	3 000 000
	Incubation aux métiers agricoles et appui à l'entrepreneuriat rural	L'entrepreneuriat agricole des jeunes filles est promu	Développer l'incubation agricole et l'installation des groupements de jeunes d'entrepreneurs autonomes (GEA)	Nombre de jeunes filles formées en entrepreneuriat ;	ND	ND	10 000 000
Pilotage, Coordination et Gestion administrative	L'institutionnalisation de l'approche genre dans les différents programmes	Les compétences des responsables de projets, programmes, services et directions sont renforcées	Atelier de renforcement de capacités sur le genre	Nombre de chefs de service et de points focaux orientés sur le genre	30	60	10 000 000
		Le genre est pris en compte dans les interventions du département	Audit technique genre du département	Rapport audit validé	0	1	20 000 000
			Appui à l'élaboration des plans d'actions des antennes régionales genre	Le nombre d'antennes régionales genre disposant d'un plan d'action	0	14	14 000 000
			Organiser avec les associations de jeunes des séances d'animation sur la loi sur le viol et les autres problèmes liés au genre	Nombre de séances d'animations organisés	0	6	6 000 000
			Missions de suivi évaluation des activités genre du département	Rapport de suivi annuel disponible	0	1	5 000 000
Total							155 500 000

20. Ministère de l'Environnement et du Développement durable (MEDD)

▪ Bilan des réalisations

Malgré le contexte lié à la pandémie de la Covid-19, le MEDD a réalisé une série d'études de référence portant sur le genre pour différents secteurs du développement durable, avec l'appui des partenaires techniques et financiers, notamment le PNUD, le FEM et l'AFD. Lesdites études ont porté sur :

- les vulnérabilités et l'impact des changements climatiques sur les rapports genre, dans les secteurs de la Santé, de l'Agriculture, des Infrastructures et des Inondations ainsi qu'au niveau territorial, financé par le Projet national d'Adaptation aux changements climatiques appuyé par le PNUD et le FEM (PNA/FEM). Les résultats suivants ont été notés :
 - l'établissement d'une situation de référence sur les vulnérabilités dans les quatre secteurs clés au niveau local par rapport aux changements climatiques et le genre ;
 - la définition d'indicateurs genre sensibles au climat pour chaque secteur ;
 - l'identification, la collecte et l'analyse des expériences de programmes ou projets existantes en termes de vulnérabilité et la manière dont elles sont prises en compte dans la réponse à l'intégration de la dimension genre ;
 - la définition du niveau d'articulation entre la mise en œuvre des programmes et projets dans les secteurs concernés et la prise en compte de l'aspect genre sensible au climat ;
 - l'identification des forces, faiblesses, opportunités et contraintes pour une prise en compte du genre sensible aux changements climatiques dans les Plans nationaux d'adaptation (PNA) sectoriels.
- les enjeux relatifs à l'équité du genre dans les aires marines protégées et la gestion durable de la mangrove dans les zones d'intervention du projet, ainsi que la production d'un plan d'action visant à intégrer la question du genre dans le cadre logique du projet d'extension avec l'appui de l'AFD dans le cadre du Projet AMP mangroves ;
- l'élaboration du cadre d'actions stratégique et opérationnel pour une meilleure prise en compte du genre dans les programmes techniques du secteur de l'Environnement et du Développement durable avec l'appui du PNUD. Il s'agit spécifiquement de :
 - l'actualisation de la situation de référence Genre du Secteur de l'Environnement et du Développement durable ;
 - la détermination des enjeux et axes fondamentaux de la stratégie Genre du secteur de l'environnement ;
 - la définition des grands axes du cadre de résultats genre de l'environnement ;
 - la détermination des modalités de mise en œuvre de la stratégie Genre.

- l'intégration des questions d'égalité femmes-hommes dans la stratégie de renforcement des compétences pour un développement résilient face au changement climatique et créateur d'emploi avec l'appui de l'AFD par le biais de « Adapt'Action ».



■ Contraintes et perspectives

Les principales contraintes du secteur sont liées aux difficultés de réalisation d'activités genre planifiées dans les différents programmes budgétaires, d'où la nécessité de prévoir un mécanisme pour les atténuer. Aussi, la stratégie opérationnelle à court terme sera-telle axée sur :

- le suivi de la mise en œuvre des indicateurs et activités genre planifiées dans les programmes ;
- le renforcement des capacités des responsables, agents et points focaux genre des directions sur les concepts et outils genre ;
- la recherche de partenaires de ressources financières et de partenariats pour la mise en œuvre de programmes et d'études genre dans le secteur ;
- le renforcement des capacités sur les outils et concepts genre;
- l'élaboration du volet genre du PSE-Vert ;
- la mise à l'échelle des expériences réussies sur le territoire national en matière d'égalité des sexes ;
- le financement des activités d'autonomisation des femmes en lien avec le développement durable ;
- la réalisation d'études approfondies sur les impacts de la déforestation, les pollutions, nuisances et changements climatiques sur la santé des femmes et leurs activités d'autonomisation économique ;
- l'appui des femmes entrepreneures dans l'utilisation des produits alternatifs au plastique et le recyclage des déchets plastiques ;
- le réseautage des femmes du secteur de l'environnement et du développement durable et l'appui à l'autonomisation des femmes dans l'industrie verte ;
- le suivi et la coordination des activités sensibles au genre;

- la participation de la cellule genre aux conférences des parties (conventions et CSW).



Maquette de budgétisation sensible au genre

Programmes budgétaires	Action	Résultats genre attendus	Activités genre	Indicateurs	Référence	Cibles	Budget
Lutte contre la déforestation et la dégradation des terres	Protection et aménagement des forêts naturelles	la participation des femmes est renforcée	Formation des femmes sur les techniques durables de cueillette et de collecte des produits forestiers non ligneux -	Nombre de femmes bénéficiaires	ND	10%	25 000 000
			Renforcement des capacités des femmes techniques de transformation et de valorisation des produits forestiers	Le pourcentage des produits forestiers transformés et valorisés par les femmes	ND	20%	30 000 000
		Les terres dégradées affectées aux femmes sont sous processus de restauration	Formation et sensibilisation des femmes pour l'adoption de technologies et techniques de gestion durable des Terres (GDT)	La variation des Superficiés de terres régénérées, dégradées et récupérées	ND	5% par rapport à 2020	15 000 000
Conservation de la biodiversité et gestion des aires protégées	Gestion de la Faune et des aires protégées	La participation des femmes est renforcée en matière de gouvernance et de gestion des aires protégées et de la faune	Revue des textes régissant les organisations de gouvernance à la lumière du genre en vue d'améliorer la présence (qualitative et quantitative) des femmes dans les instances de décision	Pourcentage des femmes et des hommes dans les organes de gestion et de gouvernance des AP	ND	50%	75 000 000
	Amélioration De La Gestion De La Biosécurité	Les connaissances des femmes sur la biosécurité et la biotechnologie moderne est améliorée	Formation et sensibilisation des femmes transformatrices sur la biosécurité et la biotechnologie moderne	Nombre d'acteurs femmes formées et/ou sensibilisées sur la biosécurité et la biotechnologie moderne	ND	30 organisations de femmes transformatrices	
Lutte contre les pollutions, les nuisances et les effets néfastes des Changements Climatiques	Lutte contre les Changements Climatiques	Les besoins des femmes et des jeunes en matière d'adaptation aux changements climatiques sont pris en charge à travers la mise en œuvre de projets	Mise en œuvre de projets et d'activités d'adaptation aux CC en faveur des femmes et des jeunes	Le nombre de projets et d'activités d'adaptation appuyés en faveur des femmes et des jeunes	ND	80% de résilience pour les femmes et les jeunes	50 000 000

Programmes budgétaires	Action	Résultats genre attendus	Activités genre	Indicateurs	Référence	Cibles	Budget
		ou d'actions spécifiques					
	Lutte contre les nuisances (Gestion des déchets)	Les femmes sont engagées dans la gestion d'un cadre de vie sain et durable	Renforcement des capacités des femmes sur la gestion et valorisation des déchets Développement de modèles innovants de valorisation des déchets menstruels	L'autonomisation des femmes dans l'économie verte	ND	Des Programmes Pilotes dans 07 Régions	100 000 000
	Protection des milieux récepteurs et prévention sur les polluants organiques persistants (Pop)	Les compétences des femmes et des jeunes sont renforcées sur la gestion des effets néfastes de l'orpaillage et les Pop	Campagne de sensibilisation des femmes sur les nuisances des "Pop et les pollutions de l'orpaillage	Les dispositifs de protection mis en place	ND	80% niveau de réalisation	50 000 000
Pilotage, coordination et gestion administrative	Formation, éducation à l'environnement, à l'éco-citoyenneté et au Développement	Les compétences des femmes sont renforcées en développement durable	Mise en place d'un réseau femmes et développement durable	le réseau femmes et développement durable existe et est fonctionnel	ND	80% des femmes du secteur	10 000 000
TOTAL							355 000 000

21. Ministère de la Femme, de la Famille, du Genre et de la Protection des Enfants (MFFGPE)

▪ Bilan des réalisations

En termes d'acquis sur l'intégration du genre dans les domaines couverts par le MFFGPE, les résultats suivants ont été enregistrés :

- l'institutionnalisation du genre dans les administrations publiques a connu des avancées significatives avec la création des Cellules Genre et Equité dont la proportion est passée de 78,12% en 2019 à 90,62% en 2020 ;
- l'expérimentation de l'indice d'Autonomisation de la Femme (IAF) au niveau du Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement Rural et au Ministère de l'Emploi, de la Formation Professionnelle, de l'Apprentissage et de l'Insertion à travers la mise en œuvre du Projet d'Appui au Système d'Elaboration, de Suivi et d'Évaluation des Politiques Publiques sensibles au Genre (PASEMEPP) ;
- l'accompagnement des entreprises dans la gestion et la promotion du e-commerce et leur dotation en 32 kits de labo-mobiles pour le contrôle de la qualité des produits transformés dans les filières lait, fruits et légumes ;
- la mise en place de la plateforme « women connect » en collaboration avec la CEDEAO pour permettre aux femmes entrepreneures africaines d'interagir entre

elles afin de trouver des opportunités d'affaires et de favoriser leur inclusion financière ;

- la réalisation d'une étude sur l'impact socioéconomique de la Covid-19 selon le genre au Sénégal, dont les résultats ont révélé les effets différenciés de cette crise sanitaire chez les hommes et les femmes ;
- l'octroi d'un montant de 953 708 000 FCFA pour appuyer les activités de 1 654 projets touchant 3 554 femmes dans divers domaines économiques à travers les mécanismes de financement du Fonds national de Crédit pour les Femmes (FNCF) et le Fonds national de l'Entreprenariat féminin (FNEF) ;
- la mise en place de 1200 Bourses économiques sur 4 960 prévues, en partenariat avec UIMCEC dans 25 communes pour un montant de 150 millions de FCFA sur 620 millions de FCFA prévus dans le cadre de la mise en œuvre du PADESS ainsi que le financement de 68 projets pour un montant de 149 240 613 FCFA dans les départements de Kaolack, Guinguinéo, Niore, Bounkiling, Goudomp et Sédhiou ;
- la réception de 19 infrastructures (sur les 47 prévues dans le cadre du PADESS) au niveau des régions de Sédhiou et de Kaolack et la finalisation en cours de de 7 qui seront réceptionnées en fin 2021 dans la région de Dakar ;
- l'inauguration de 5 infrastructures dans les communes de Guinguinéo et de Mbadakhone au cours du premier semestre 2021 et les équipements prévus pour les écoles et les centres d'éveil communautaires ont été acquis pour un coût global de 103 113 080 FCFA ;
- la mise en place d'un Système de gestion des informations de VBG, de Mutilations génitales féminines (MGF) et d'autres pratiques néfastes telles que les mariages d'enfants dans la région de Tambacounda ;
- l'élaboration de la stratégie de vulgarisation de la loi criminalisant le viol, sa traduction en 14 langues nationales et le lancement de sa campagne dans les régions de Kaolack et Ziguinchor ;
- la mise en place par la Cellule d'Appui à la Protection de l'Enfance (CAPE), d'un portail de signalement dans le cadre du renforcement de la protection en ligne des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels ;
- la prise en charge des enfants en situation difficile, par le « Centre Guinddi » a permis de protéger 543 pensionnaires, de former 120 jeunes filles en situation de déperdition scolaire, soit 58 filles en couture et 62 filles en restauration durant l'année scolaire 2019-2020 ;
- la ligne verte 116, dédiée à l'assistance aux enfants en situation difficile a enregistré 9 011 appels dont 8 276 ont fait l'objet d'un traitement ;
- la formation de 120 acteurs de la chaîne judiciaire et d'autorités administratives des zones à forte prévalence sur l'application de la loi sur les MGF.

Relativement aux activités genre réalisées pour faire face à la pandémie de la COVID-19, on peut citer notamment :

- l'achat de l'intégralité du stock de riz auprès des productrices (Réseau des Femmes agricultrices du Nord-REFAN-23 tonnes et Greniers du Terroir-102 tonnes) ;

- l'allocation en moyens de subsistance au profit de 10 566 femmes en situation de vulnérabilité (femmes chefs de ménages économiquement vulnérables, femmes vivant avec le VIH/SIDA, femmes victimes de VBG, femmes souffrant de maladies chroniques, femmes déplacées victimes des mines, femmes en milieu carcéral, veuves et femmes affectées par la fistule obstétricale) ;
- l'appui à 890 femmes entrepreneures du secteur informel des zones à plus forte prévalence de la pandémie (Régions de Dakar, Thiès et département de Mbacké) sélectionnées avec l'appui des autorités administratives à raison de 500 000 FCFA par bénéficiaire dont 50% en subvention et 50% en crédit sans intérêt, remboursable avec un différé de trois (03) mois. Les bénéficiaires sont actives dans les secteurs de transformation de céréales locales et de produits halieutiques, de saponification, de javellisation, de restauration, de maraîchage, d'aviculture, de couture, de coiffure, de vannerie, de tannerie, de cordonnerie, de broderie traditionnelle, d'embouche et de petit commerce ;
- l'appui en masques et la remise de financements à 110 bénéficiaires choisies parmi des « groupes spéciaux » (femmes mareyeuses, handicapées,...) organisés autour des quais de pêche de Soumbédioune, Yoff, Hann, Ndeppe, Bargny, Yenne, Mbour, Joal ainsi que les vendeuses du marché central aux poissons, du marché diola et du réseau des quatorze (14) marchés de Guédiawaye. Au total 1 000 femmes entrepreneures du secteur informel ont bénéficié de cette intervention ;
- le retrait de 5 089 enfants âgés de 4 à 17 ans de la rue (dont plus de 90% sont retournés dans leur famille), en collaboration avec les Ministères de l'Intérieur, de la Justice et de la Santé dans le cadre du dispositif spécial de protection sociale des Enfants en Situation difficile (DSPSESD) institué par le Chef de l'Etat ;
- l'appui nutritionnel au profit de 227 316 enfants (âgés de 6 à 23 mois) dans les régions de Diourbel, Fatick, Kaffrine, Kaolack, Kolda, Matam et Tambacounda ;
- l'appui en denrées alimentaires au profit de 36 934 enfants des structures préscolaires, daaras, pouponnières et crèches ;
- l'appui financier à la pouponnière de Mbour pour un montant de 5 millions FCFA ;
- le lancement du « Projet d'Appui à la Résilience des Ménages et Groupes vulnérables contre la Covid-19 (PAREM) », financé par la Coopération italienne.



En plus des réalisations satisfaisantes du département, le **Projet d'Appui à la Stratégie nationale pour l'Équité et l'Égalité de Genre (PASNEEG II)** qui est un projet phare dans la marche vers l'équité et l'égalité de genre et plus de justice sociale, s'est inscrit dans l'opérationnalisation de la SNEEG II.

Relativement à l'institutionnalisation du genre, en partenariat avec l'ARD de Sédhiou, un important exercice d'expérimentation d'un processus de planification et de budgétisation sensible au genre est en cours dans les communes pilotes de Goudomp et de Djinyany (Arrondissement de Bogal, Département de Bounkiling).

Concernant la communication pour le changement des perceptions, comportements et attitudes, un plan de communication incluant le plaidoyer pour l'adoption des propositions de réformes issues des travaux du comité technique du ministère de la justice et l'appropriation par les parties prenantes institutionnelles des initiatives d'intégration du genre dans le processus budgétaire, a été élaboré. Le volet « communication » a été également élargi aux potentielles victimes de violences et de pratiques néfastes, notamment les adolescentes et filles des régions de Kolda et Sédhiou.

▪ **Contraintes et perspectives**

Malgré les importantes réalisations enregistrées en 2020, le département est toujours confronté à de nombreuses contraintes en matière d'institutionnalisation du genre telles que l'insuffisance des données désagrégées par sexe et l'insuffisance des moyens financiers, matériels, logistiques et humains alloués à la question de l'intégration du genre dans les politiques du secteur.

Ainsi, la stratégie opérationnelle pour l'année à venir sera centrée autour du programme « **Famille-Genre** ». A cet effet, l'action phare envisagée consiste à la mise en place du projet de construction et d'équipement d'un centre national de prise en charge holistique des victimes de violences basées sur le genre (One Stop Center) et des centres régionaux de Kaolack et de Tambacounda. Pour le programme « **Enfance** », il s'agira de consolider les acquis en faveur de la protection des droits de l'enfant et dans le domaine du développement intégré de la petite enfance (DIPE).

En vue de repositionner les femmes du secteur informel sur les chaînes de valeur, le département, à travers le programme « **Autonomie économique** » des femmes, compte inscrire ses actions dans la perspective de la relance économique en mettant en place un programme de développement d'unités industrielles de transformation de produits agricoles pour les femmes (agriculture, élevage et pêche) et en procédant à la construction et l'équipement des Centres départementaux pour l'Autonomisation des Femmes (CEDAF).

S'agissant du programme « **support** », outre le renforcement de la coordination des actions du département et la mise en place d'un plan global de communication, il s'agira de mettre l'accent sur la poursuite du processus d'élaboration de la LPSD et de la mise en place d'un système intégré de suivi-évaluation.

En termes de perspectives, les activités suivantes sont prévues :

- construire et équiper un centre national de prise en charge holistique des victimes de violences basées sur le genre (One Stop Center) et des centres régionaux à Kaolack et Tambacounda ;
- mettre en œuvre le projet de construction d'un centre national d'accueil et d'hébergement pour enfants vulnérables ;
- faire le plaidoyer pour le vote de la loi sur la parité pour les postes nominatifs ;
- veiller au respect de la liste alternée Homme/Femme pour la composition du bureau de l'Assemblée nationale ;
- promouvoir le leadership des femmes en les portant à la tête de ministères de souveraineté ;
- démarrer le programme de développement d'unités industrielles de transformation des produits agricoles pour les femmes ;
- poursuivre le programme de construction d'infrastructures sociales de base (centre de santé, centre d'éveil communautaire, écoles) par le PADESS ;
- la construction et l'équipement des trois (03) Centres Départementaux d'Assistance et de Formation pour les Femmes (CEDAF).

■ Maquette de budgétisation sensible au genre

Programmes budgétaires	Actions	Résultats genre attendus	Activités genre	Indicateurs	Référence	Cibles	Budget
Famille Genre	Promotion de l'Équité et de l'Égalité de genre	Les politiques publiques sont sensibles au genre	Appui à l'institutionnalisation du genre dans les MT	Proportion de ministères disposant de mécanismes de prise en compte du genre	78, 12 %	100%	28 396 400
			Elaborer la revue thématique genre	Disponibilité du rapport de la revue thématique genre	1	1	2 400 000
			Réaliser l'audit Genre du Ministère de la Femme	Existence d'un rapport d'audit genre	0	1	2 500 000
			Elaborer un plan d'institutionnalisation du Genre du MFFGPE	Existence d'un plan d'institutionnalisation du genre (PIG)	0	1	45 000 000
			Appuyer la réalisation des audits dans d'autres secteurs	Nombre d'audits genre réalisés	1	3	
			Renforcer les capacités des cadres de l'administration à intégrer le genre dans les politiques publiques	Nombre de cadres de l'administration renforcés en techniques d'intégration du genre dans les politiques publiques	150	80	11 100 000
		Promotion des Droits de la Femme (CSW, JIF, JFA, JFR)	Nombre de rapports disponibles	3	4	265 000 000	
		Les cas de VBG sont réduits	Promouvoir la lutte contre les VBG et les Droits Humains	Nombre de victimes/survivants de VBG pris en charge	1 229	2000	701 974 200
			Lutter contre l'excision	Nombre de mécanismes de suivi post déclaration d'abandon de la pratique de l'excision mis en place et fonctionnels	0	5	41 000 000

Programmes budgétaires	Actions	Résultats genre attendus	Activités genre	Indicateurs	Référence	Cibles	Budget
	Famille et Lutte contre la pauvreté	L'accès des familles et groupes vulnérables aux services sociaux de base et aux opportunités d'emplois et de revenu est renforcé	Distribuer des matériels d'allègement aux organisations de femmes	Nombre d'unités d'allègement des travaux distribués	3 460	5300	141 487 760
Enfance	Protection de l'Enfant	La protection des garçons et filles contre toutes formes de violations de leurs droits est renforcée	Retrait des enfants de la rue	Nombre d'enfants retirés de la rue (garçons et filles)	90%	100%	568 225 558
				Nombre d'enfants bénéficiaire de services de protection sociale	8703	16500	178 000 000
Autonomie économique des femmes	Capacitation des femmes	Les capacités productives des femmes et des jeunes filles sont renforcées	Renforcer les capacités techniques et managériales des femmes et des jeunes filles	Nombre de Femmes formées	2176	2200	74 127 049
			Construire des structures d'encadrement pour les femmes	Taux de couverture des CEDAF	27,79%	31.11%	135 252 346
			Promotion de l'entreprenariat féminin	Nombre d'unités de production et de transformation et de stockage de produits locaux installés et fonctionnelles	15	21	30 000 000
	Accès des femmes aux crédits	Les activités économiques des femmes et des jeunes filles sont renforcées	Financer les activités des femmes et des jeunes filles	Nombre de femmes bénéficiaires de financement	4595	6500	1 000 000 000
Pilotage, Coordination et Gestion administrative	Gestion des ressources	Renforcement de capacités du personnel féminin	Les capacités techniques du personnel féminin sont renforcées	Proportion de femmes formées	22%	25%	8 000 000
Total							3 232 463 313

22. Ministère de l'Emploi, de la Formation professionnelle, de l'Apprentissage et de l'Insertion (MEFPAI)

▪ Bilan des réalisations

Le MEFPAI fait de l'Équité et de l'Égalité de genre, ainsi que de l'accès des filles et des femmes dans les filières et métiers techniques et industriels, une de ses priorités. En effet, les filles représentent 54% de l'effectif total des apprenants de la Formation professionnelle.

Pour atteindre l'objectif de mise en œuvre des engagements pris par le gouvernement du Sénégal en matière d'égalité des sexes, le ministère veille à ce que ses plans, ses programmes et ses budgets sectoriels reflètent de plus en plus la volonté des autorités, de combler les disparités de genre à tous les niveaux du système. Pour atteindre cet objectif, le MEFPAI a mis en place plusieurs stratégies qui ont pour noms:

- audit technique genre du ministère ;
- élaboration du Plan d'Institutionnalisation du Genre (PIG) ;

- appui à la mise en oeuvre du Plan d'Institutionnalisation du Genre du MEFPAL par l'Etat du Sénégal et ses partenaires.

Ainsi, au terme de l'exercice de 2020, les réalisations ci-après ont été enregistrées :

- atelier de formation des responsables de suivi évaluations des Directions et Services du MEFPAL (niveau central en Budgétisation Sensible au Genre) ;
- missions de suivi de la prise en compte du genre (rampes pour les personnes à besoins spécifiques, toilettes séparées et adaptées etc.) dans les établissements publics de la FPT ;
- octroi de bourses d'excellence aux meilleures filles inscrites dans les filières techniques et industrielles et aux meilleurs garçons dans les filières de l'économie familiale et sociale ;
- atelier de formation des points focaux genre des régions de Louga, Saint-Louis et Matam en Gestion de l'Hygiène Menstruelle (GHM) ;
- atelier de formation des points focaux genre des régions de Diourbel et Fatick sur la GHM à Fatick ;
- atelier de formation des points focaux genre des régions de Kaolack et Kaffrine sur la GHM à Kaolack ;
- cérémonie de remise de cadeaux et de bons de formation aux filles ayant réussi au baccalauréat technique avec « Mention » ;
- distribution de kits sanitaires (masques, gels hydro alcooliques et produits détergents) aux points focaux genre des régions de Diourbel et Fatick ;
- distribution de kits sanitaires (masques, gels hydro alcooliques et produits détergents) aux points focaux genre des régions de Kaolack et Kaffrine.

A mi-parcours 2021 les activités suivantes ont été réalisées:

- sensibilisation et communication, à travers les réseaux sociaux, sur le respect des gestes barrières visant à stopper la propagation de la maladie de Covid-19 ;
- atelier national de partage du Plan d'Institutionnalisation du Genre du MEFPAL ;
- édition et promotion du PIG ;
- atelier de formation sur l'intégration de l'approche genre dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques et programmes d'emploi ;
- atelier de formation des agents de la Direction de l'emploi sur la Gestion Axée sur les Résultats sensibles au Genre (GARsG) ;
- atelier de formation des représentants-tes des Directions et Services du MEFPAL en Genre et Gestion de l'hygiène Menstruel (GHM) ;
- atelier national de partage et de réactualisation du Plan d'Institutionnalisation du Genre du MEFPAL ;
- mission de suivi et de réactualisation de la stratégie genre du département dans les régions de Dakar et Thiès ;
- atelier de partage de la note méthodologique sur l'étude d'approfondissement en genre et apprentissage avec les représentants-tes des Directions et services du MEFPAL, de la Banque mondiale, de l'équipe du programme pour appuyer l'apprentissage dans les métiers de l'artisanat traditionnel (PEJA), de la Direction de l'Alphabétisation et des langues nationales, etc. ;

- missions de collecte de données quantitatives et qualitatives sensibles au genre dans les 14 régions (dans le cadre de l'étude Genre et Apprentissage).

▪ **Contraintes et perspectives**

Les principales contraintes demeurent le déficit de ressources financières pour la mise en œuvre du PIG et la limite d'intervention de certains projets centrés sur certaines régions, ce qui pose un réel problème d'équité géographique.

A court et moyen termes, le ministère compte:

- renforcer la dimension « genre » dans la mise à niveau des infrastructures (latrines, rampes, toilettes séparées, vestiaires et infirmeries) ;
- soutenir les initiatives relatives à la GHM dans les structures de la FPT en intégrant la distribution de trousseaux d'hygiène ou de « dignité »;
- finaliser le processus de mise en œuvre du plan d'action genre 2021 dans un contexte de Covid-19.

En termes de défis à relever, il est prévu de:

- capitaliser et valoriser l'octroi des bourses d'excellence qui est une bonne pratique et qui a permis de maintenir et d'accompagner beaucoup de jeunes filles vers l'insertion socioprofessionnelle ;
- organiser des formations pour l'entreprenariat féminin en vue d'aider les jeunes filles/femmes à être compétitives, notamment à travers des managements skills et les TIC pour les femmes (TIC sectoriel / formation / incubateur de start-up) avec l'appui des partenaires (Coopération Luxembourgeoise à travers les projets SEN032 et PEJA).

▪ **Maquette de budgétisation sensible au genre**

Programmes budgétaires	Actions du programme	Résultats genre attendus	Activités genre proposées	Indicateurs	Référence	Cibles	Budget
Développement des offres de formation professionnelle et technique	Amélioration gestion ETBs de la FPT et pilotage du programme	Etablissements de la FPTA réhabilités en tenant compte du genre	Participation aux missions de suivi des constructions et aux activités de détermination des Plans de Construction et spécification des équipements	Pourcentage d'établissements de FPTA réhabilités en tenant compte des sexo-spécificités ; 2. Nombre de missions de supervisions effectuées	NI	100%	2 500 000
	Développement de l'accès équitable à la FPT	Effectif des filles et femmes dans les filières scientifiques, industrielles et techniques accru	Octroi de bourses d'excellence aux meilleures filles inscrites dans les filières techniques et industrielles	Pourcentage de filles et de femmes dans les effectifs des filières industrielles et techniques	7%	20%	12 000 000
			Organisation de campagnes de communication favorisant l'accès et le maintien des filles dans les filières techniques et industrielles		38%	45%	20 000 000
	Promotion de la qualité des enseignements/apprérentissages	Erection de trois CFP en centre d'excellence	Organisation d'ateliers de visions pour ériger les trois CFP les plus dynamiques en Centre d'excellence	Nombre de centres érigés en « Centre d'excellence »	1%	5%	24 000 000

Programmes budgétaires	Actions du programme	Résultats genre attendus	Activités genre proposées	Indicateurs	Référence	Cibles	Budget
Développement de l'apprentissage	Déploiement de l'apprentissage	Intégration effective du genre dans l'apprentissage	Réaliser une étude approfondie du genre dans l'apprentissage	Existence d'un plan d'intégration du genre dans l'apprentissage	01	1	22 000 000
Développement de l'emploi	Amélioration performance du dispositif de création d'emploi	Intégration effective du genre dans le dispositif d'emploi	Organiser l'audit technique genre de l'emploi	Existence d'un plan d'intégration du genre dans l'emploi	0	1	30 000 000
	Gestion des interventions en matière d'emploi	Dispositif de lutte contre les disparités d'accès à l'emploi atténué	Renforcement de capacité des filles et femmes demandeurs d'emploi en entrepreneuriat	Pourcentage de filles et de femmes formées en entrepreneuriat	NI	30%	24 000 000
	Renforcement de l'employabilité	Effectif des femmes et des jeunes ayant une qualification professionnelle accru	Organiser des campagnes de sensibilisation pour l'accès des femmes et des jeunes aux métiers techniques et industriels	Nombre d'activités de sensibilisation organisé	NI	14	20 000 000
Pilotage, Coordination et Gestion administrative	Gouvernance de l'EFPA	Institutionnalisation effective du genre à tous les niveaux du système de l'EFPAI	Mise en œuvre du PIG du MEFPAL	Pourcentage de mise en œuvre du PIG	15%	30%	50 000 000
	Promotion de la FPT	Prise en compte de la dimension genre à tous les niveaux du système d'EFPAI	Organisation de la Journée nationale genre et EFPAI	Nombre de Journées organisé	7	15	15 000 000
Total							219 500 000

23. Ministère de l'Economie du Plan et de la Coopération (MEPC)

▪ Bilan des réalisations

Le bilan sur les thématiques relatifs à l'institutionnalisation, la participation des femmes à la prise de décision et l'autonomisation de la femme a mis en exergue, les réalisations suivantes :

- la mise en place de la Cellule Genre et Equité rattachée au Secrétariat général du MEPC ;
- le lancement de l'audit genre du ministère qui sera assorti d'un plan d'actions triennal (2022-2024) et de la production d'outils et de supports de promotion de l'intégration du genre ;
- l'arrimage de la phase 2 de la SNEEG 2020-2026 au PSE ;
- le suivi de la création d'un pôle « Etude d'impact selon le genre » au niveau du Bureau opérationnel de Suivi (BOS/PSE) ;
- la sensibilité genre comme critère d'éligibilité dans l'évaluation ex-ante des projets et programmes à inscrire dans le Programme d'Investissements Publics ;
- l'élaboration d'un indice genre pour le suivi des ODD, « equal measure » 2030, un outil d'évaluation des progrès dans la réalisation de l'égalité de genre.

Relativement à la participation des femmes à la prise de décision, avec un effectif de 443 agents, la proportion de femmes occupant des postes de direction est de 25%. Du

côté de la répartition par hiérarchie, 60% des femmes sont dans les hiérarchies B et C (fonctionnaires et non fonctionnaires).

Par rapport à l'autonomisation des femmes, les réalisations ont porté sur la mise en place, d'un Fonds dédié à l'autonomisation économique des femmes (We ! FUND) au sein du FONSIS ainsi que le financement, par le FONGIP, d'entreprises gérées par des femmes entrepreneures.

Le tableau ci-après présente les entreprises dirigées par des femmes et financées par le FONGIP en 2020.

Secteur d'activités	Nombre d'entreprises	Montant du financement	Montant du Crédit	Montant de la garantie	Nombre d'emplois
COMMERCE DE DÉTAIL	1	24 259 000	24 259 000	12 129 500	30
ENSEIGNEMENT PRE_PRIMAIRE, PRIMAIRE ET SECONDAIRE	4	123 668 738	109 880 957	65 212 168	337
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET UNIVERSITAIRE	1	116 000 000	66 000 000	39 600 000	51
FABRICATION DE PRODUITS ALIMENTAIRES	1	111 757 444	55 000 000	33 000 000	76
FABRICATION DE TEXTILES	1	45 668 124	32 346 759	19 408 055	77
PRODUCTION AUDIO ET VIDEO : TELEVISION, CINEMA, SON	1	198 302 048	114 600 000	68 760 000	60
RESTAURATION ET DEBITS DE BOISSON	3	54 224 500	52 817 500	31 007 250	92
SANTÉ HUMAINE	1	12 000 000	12 000 000	7 200 000	33
Total général	13	685 879 854	466 904 216	276 316 973	756

▪ **Contraintes et perspectives**

Les principales contraintes sont relatives à :

- un manque de personnel à la Cellule genre ;
- la faiblesse de la formation axée sur le genre ;
- la non appropriation des outils sur le genre par le top management ;
- la faiblesse de l'allocation du budget national sensible au genre.

La stratégie opérationnelle à court et moyen termes sera orientée sur les activités suivantes :

- renforcer les mécanismes et procédures qui assurent une bonne prise en compte du genre ;
- promouvoir la budgétisation sensible au genre (BSG) au niveau du département ;
- élaborer un plan de formation sur la dimension genre à l'attention du personnel ;
- promouvoir la culture du genre avec des supports adéquats ;
- développer un partenariat fécond avec les partenaires au développement.

Maquette de budgétisation sensible au genre

Programmes budgétaires	Actions du programme	Résultats genre attendus	Activités genre	Indicateurs	Référence	Cibles	Budget
Economie productive, compétitive et créatrice d'emplois	Formulation et suivi de la politique sensible au genre	Une méthode de management des connaissances et de sécurisation des données économiques, stratégiques sensibles au genre est définie	Contribuer à la formulation et au suivi d'une politique économique et sociale sensible au genre	La RAC genre est élaborée	RAC genre 2020	RAC genre 2021	20 000 000
	Renforcement du leadership genre		Développer le leadership genre	Nombre de séances de formation tenues	0	2	10 000 000
	Renforcement des capacités sur les statistiques désagrégées		Renforcer les capacités en production de statistiques genre	Nombre de séances de formation tenues	1	2	10 000 000
	Amélioration du management du programme		Développer des mécanismes de coordination, de supervision et de suivi des pratiques en lien avec le genre	Niveau de collaboration des PF genre, des représentants de la CEP et de la DEEG	6 rencontres tenues avec les points focaux	10 rencontres dans l'année	5 000 000
Coopération, développement des Partenariats Public-Privé et Secteur privé	Renforcement de la coopération internationale sensible au genre	Un partenariat institutionnel et inter-acteurs avec un effet de synergie pour la régulation d'un modèle de gouvernance sensible au genre au public comme au privé est développé	Rechercher et mobiliser des ressources additionnelles sensibles au genre	PAD, d'autres institutions	Onu femmes	Etendre aux autres PAD intervenant sur le genre	-
	Développement des PPP, du secteur privé et des financements innovants en lien avec le genre		Recadrer des offres innovantes pour la consolidation du volet genre des PPP	Nombre d'offres innovantes issus des PPP	0	Toutes les offres innovantes	10 000 000
	Amélioration du management du programme		Suivre l'évolution du paquet incitatif dans la dynamique du renforcement des domaines sensibles au genre dans le secteur privé	Nombre d'offres issus du secteur privé	0	Prise en compte du genre dans la stratégie du secteur privé	-
Pilotage, Coordination et Gestion administrative	Participation au renforcement du dispositif de pilotage et de coordination des actions du ministère avec l'optimisation des ressources et la communication sensibles au genre	Un mixte social par la mise en place d'un cercle social de qualité dans l'optique de déployer des spécificités stratégiques et pratiques genre est promu	Assurer un management des RH à travers l'intelligence émotionnelle	Niveau de régulation des relations professionnelles	Formation des assistantes de direction	La politique des RH intègre la dimension genre dans tous ses aspects	10 000 000
			Assurer la collecte, la coordination, l'harmonisation et la diffusion des informations sensibles au genre	Niveau de besoin des cibles et acteurs	0	Une base de données sur les besoins différenciés	20 000 000
Total							85 000 000

24. Ministère de l'Élevage et des Productions animales (MEPA)

Bilan des réalisations

Pratiqué par près d'un tiers des ménages sénégalais, soit 550 514 ménages, l'élevage joue un rôle primordial dans la sécurité alimentaire, la nutrition et l'amélioration de leurs revenus.

Pour l'année 2020, des thématiques ont été ciblées pour évaluer le niveau d'intégration du genre dans la mise en œuvre de la politique du département en matière d'élevage.

Les efforts déployés ont permis de démarrer le processus d'audit qui constitue un pan important vers l'institutionnalisation du genre dans le secteur.

▪ Contraintes et perspectives

Malgré les acquis, les principales contraintes du secteur portent sur :

- le faible accès des femmes au foncier pastoral et au crédit ;
- la faible représentation des femmes dans les organisations professionnelles en élevage ;
- l'enclavement des zones de production et/ou de commercialisation ;
- l'inexistence d'outils d'intégration du genre dans les interventions ;
- le faible niveau des investissements dans le secteur qui ne favorise pas le développement accéléré des chaînes de valeurs animales ;
- les difficultés d'accès à l'énergie surtout pour les structures de transformation.

En termes de perspectives, les grands défis du secteur portent essentiellement sur :

- l'accès aux ressources naturelles et le contrôle de celles-ci ;
- l'accès aux technologies, à la formation et aux services de vulgarisation ;
- l'accès des femmes au foncier pastoral, aux marchés et aux services financiers ;
- la répartition des rôles et responsabilités sur la base du sexe et de l'âge ;
- la participation des femmes aux instances de prise de décision.

▪ Maquette de budgétisation sensible au genre

Programmes budgétaires	Actions du programme	Résultats genre attendus	Activités genre	Indicateurs	Référence	Cibles	Budget
Productions animales	Modernisation et intensification des productions animales	Au moins 30% des bénéficiaires d'ovins sont des femmes	Octroi d'ovins aux exploitations d'élevage	Pourcentage de femmes bénéficiaires d'ovins dans le cadre des projets du MEPA	22%	30	129 000 000
		Au moins 30% des bénéficiaires de bergeries sont des femmes	Construction de bergeries pour appuyer la production ovine	Pourcentage de femmes bénéficiaires de bergeries dans le cadre des projets du MEPA	0	12	100 000 000
		Au moins 10% des bénéficiaires de couples de porcs sont des femmes	Octroi de 100 couples de porcs pour la pisciculture	Pourcentage de femmes bénéficiaires de porcheries dans le cadre des projets du MEPA	0	10	135 000 000
			Appui à des opérations d'embouche et des opérations de tabaski (180 étables et équipements, etc.) - (Finition des travaux des bergeries)	Nombre de femmes bénéficiaires d'appui pour des opérations d'embouche	0	36	90 000 000
L'accès des jeunes au financement des filières animales est facilité	Fonds d'Appui à la Stabulation	Volume de financement accordé aux jeunes à travers le FONSTAB	0	750 millions	750 000 000		

Programmes budgétaires	Actions du programme	Résultats genre attendus	Activités genre	Indicateurs	Référence	Cibles	Budget
	Sécurisation de l'Elevage		Appui aux opérateurs privés pour la production et la distribution de l'aliment bétail en gros (validation des critères d'identification des 10 opérateurs, signature de convention de financement, élaboration des plans d'affaire, financement des investissements)	Nombre d'opérateurs privés producteurs et distributeurs d'aliments bétail mis en place	0	11	60 000 000
			Appui au développement chaîne de valeur fourrage (installation de parcelles Fourragères et équipement)	Nombre de parcelles fourragères installées au bénéfice des femmes	0	10	50 000 000
Santé animale et santé publique vétérinaire	Protection zoo sanitaire	Des cabines e vétérinaire privé sont installés au profit des femmes	Appui à l'installation de cabinets vétérinaires privés	Nombre de cabinets au bénéfice des femmes mis en place	0	7	36 000 000
Mise en marché des produits animaux	Renforcement des infrastructures et équipements pour la commercialisation des produits animaux	Les femmes sont équipées en matériaux de transformation des produits laitiers	Construction et équipement des unités de transformation laitière	Nombre de bénéficiaires femmes	0	6	107 520 000
			Construction et équipement de centres de collecte	Nombre de bénéficiaires femmes	0	27	122 360 000
			Appui à l'installation de kiosques de distribution de produits laitiers	Nombre de bénéficiaires femmes	ND	45	22 500 000
Pilotage coordination et gestion administrative	Pilotage et coordination	Le genre est pris en charges dans la politique sectorielle du département	Elaboration d'une stratégie Genre du MEPA	Existence d'une Stratégie Genre du MEPA	0	1	30 000 000
Total							1 632 380 000

25. Ministère de l'Economie numérique et des Télécommunication (MENT)

▪ Bilan des réalisations

La pandémie liée à la Covid-19, a plombé la mise en œuvre du plan d'institutionnalisation du genre. Néanmoins, d'importantes activités ont été menées, avec notamment :

- une rencontre « Femmes et numérique » pour une meilleure prise en compte des besoins des femmes dans l'actualisation et l'opérationnalisation de la stratégie « Sénégal numérique 2025 (SN2025) » ;
- un atelier de formation en techniques d'analyse, de planification et de budgétisation sensible au genre à l'attention des agents du MENT ;

- un atelier de formation en production et analyse des données et indicateurs dans une perspective « genre » pour alimenter les cadres de mesure de rendement des projets du ministère ;
- un atelier de formation sur l'intégration du genre à l'intention du top management de la SN La Poste ;
- le démarrage des travaux de mise en œuvre du tableau de bord sur la fracture numérique du genre avec la signature d'une convention de partenariat avec la coopération belge ENABEL pour le financement d'une « recherche action » sur une période de trois (03) ans;
- l'organisation de la Journée internationale des Filles (JIFTIC) sous format webinaire. A cet effet, 300 jeunes filles des lycées de Dakar, Thiès, Saint-Louis, Diourbel, Kébémér, Ziguinchor et Tambacounda ont été formées et sensibilisées sur la sécurité en ligne.

▪ **Contraintes et perspectives**

Les principales contraintes du secteur restent liées à :

- l'insuffisance de ressources financières, humaines et logistiques mises à la disposition de la cellule genre ;
- la faible sensibilité genre dans la gestion des ressources humaines du département;
- l'absence de ressources pour la mise en oeuvre du Plan d'Institutionnalisation du Genre (PIG) ;
- la faible prise en compte du genre dans les programmes du secteur.

En perspective, la stratégie opérationnelle du ministère sera essentiellement axée sur la mise en œuvre du PIG.

▪ **Maquette de budgétisation sensible au genre**

Programmes budgétaires	Actions du programme	Résultats genre attendus	Activités genre	Indicateurs	Références	Cibles	Budget
Pilotage, coordination et gestion administrative	Pilotage Stratégique	La culture du genre est promue dans le département	Formation et/ou sensibilisation d'agents	Nombre d'agents ayant bénéficié de formations et/ou de sensibilisation	20	100	10 000 000
Economie Numérique	Usages et services numériques dans un cyberspace sécurisé	Le numérique est utilisé par les ménages et les entreprises pour leur développement	Formation et sensibilisation des femmes sur le numérique	Nombre de femmes sensibilisées et formées	76	460	10 000 000
Total							20 000 000

26. **Ministère de la Microfinance et de l'Economie, sociale et solidaire (MMESS)**

▪ **Bilan des réalisations**

Le MMESS ambitionne de matérialiser la vision du secteur déclinée dans le PSE en vue d'apporter des réponses adéquates et durables aux difficultés socio-économiques liées

à l'entrepreneuriat des populations locales et à l'autonomisation des groupes vulnérables, en particulier les femmes.

A cet effet, les autorités du département œuvrent pour asseoir un secteur de la micro finance qui sera à même de contribuer efficacement à l'inclusion économique et financière des acteurs de l'économie sociale et solidaire.

C'est ainsi que dans le cadre de la résilience contre la pandémie à Covid-19, le Ministère a accompagné :

- 20 mutuelles isolées pour le refinancement de 1883 clients bénéficiaires à un taux préférentiel de 3% et dont les 1657 sont des femmes ;
- 980 groupements de femmes, soient 248 309 acteurs ESS appuyés ;
- 256 PME et MPMPE dont 97 sont dirigées par des femmes.

Par ailleurs, on note également des résultats satisfaisants concernant l'intégration du genre dans les réformes, projets, programmes et activités du Ministère. A titre d'illustration on peut citer la prise en compte du genre dans :

- le recrutement du personnel du Ministère constitué à 40% de femmes ;
- les nominations aux postes de responsabilités (Ministre, Cabinet, Directions et programmes) avec 50% de femmes.

La mise en œuvre d'activités sensibles au genre a permis d'obtenir des résultats qui ont essentiellement porté sur le développement d'une stratégie genre et l'inclusion financière et sociale pour les programmes métiers et la prise en compte des aspects genre dans la définition des indicateurs de suivi-évaluation du programme. Par ailleurs, le ministère est en train d'élaborer un manuel d'indicateurs genre lié à son cadre opérationnel des programmes.

De même, pour atténuer les effets induits par la crise sanitaire, le département a accompagné et subventionné des acteurs de la Micro finance et de l'Economie sociale et solidaire à travers les programmes budgétaires « **promotion de la microfinance** » et « **promotion de l'économie sociale solidaire** ». Les résultats suivants ont été obtenus :

- le financement de 53 personnes dont 22 femmes et 31 hommes pour une enveloppe globale de 10 000 000 FCFA ;
- la subvention de 136 MPME, ce qui a permis de maintenir 2 105 emplois permanents (1 320 femmes et 785 hommes) et 3 403 emplois temporaires (2 168 femmes et 1 235 hommes) pour une enveloppe de 938 255 420 FCFA ;
- l'octroi de 1 200 bourses de stages aux jeunes (575 hommes et 625) femmes ;
- la subvention accordée à 99 groupements, ce qui a permis de toucher environ 10 017 bénéficiaires, soit 7 512 femmes et 2 505 hommes pour une enveloppe de 180 000 000 de FCFA.



▪ Contraintes et perspectives

Les principales contraintes rencontrées par le département se situent au niveau de l'accès au financement et le manque de partenaires techniques pour la mise en œuvre des projets et programmes.

A court et moyen termes, la stratégie du département portera essentiellement sur :

- la validation du plan d'actions prioritaires budgétisé et sensible au genre ;
- la recherche de partenaires techniques et financiers ;
- le suivi de la mise en œuvre des engagements du ministère en matière de promotion ; de financement, d'appui et d'encadrement en tenant compte de la dimension genre.

Maquette de budgétisation sensible au genre

Programmes budgétaires	Actions du programme	Résultats genre attendus	Activités genre	Indicateurs	Référence	Cibles	Budget
Promotion de la Microfinance	Refinancement des institutions financières locales	La dimension. Genre est prise en compte dans le refinancement Des Institutions financières	Plaidoyer et sensibilisation auprès des SFD à travers l'APSFDF	Nombre D'acteurs H/F refinancés	6 557	8196	1 117 431 876
	Appui institutionnel des institutions financières locales	Les capacités des institutions financières locales sont renforcées en matière de genre	Renforcement de capacité technique des IMF sur le genre	Nombre d'institutions financières touchées	0	10	739 576 000
			Mise en place au plan régional du cadre de concertation genre des IMF pour une meilleure prise en compte du genre dans la formulation des produits et services financiers afin d'améliorer l'accès au crédit des couches vulnérables	Nombre de cadres de concertation fonctionnel	0	4	
Promotion de l'Economie sociale et solidaire	Encadrement du sous-secteur de l'Economie sociale et solidaire	L'identification d'entreprises ESS tenant compte de la dimension genre est effective	Cartographie des entreprises	Nombre d'entreprises ou groupement à la base (H//F) identifiés	328 H et 984 F	F492 H et 1148 F	40 000 000
	Appui et promotion des organisations de l'ESS	Les capacités des acteurs de l'ESS sont renforcées	Appui à la formalisation et à la création d'activités génératrices de revenus des acteurs à la base en tenant en compte du genre	Nombre d'acteurs H/F appuyé	82770 F et 248304 F	124304 F et 290039 F	1 159 120 500
Pilotage, Coordination et Gestion administrative	Pilotage Coordination et Gestion administrative	L'audit technique genre est réalisé	Réaliser l'audit technique genre	Rapport audit	0	1	10 000 000
		Renforcement de capacité des agents du Ministère sur la dimension genre	Les compétences des agents du ministère sont renforcées en genre	Nombre d'agents formés	0	40 H et 31 F	5 000 000
Total							3 071 128 376

27. Ministère des Collectivités territoriales, du Développement et de l'Aménagement du Territoire (MCTDAT)

Bilan des réalisations

La Covid-19 a ralenti les activités, notamment celles relatives à la vulgarisation des outils genre dans les Collectivités territoriales. Toutefois, le plan d'actions 2020 de la cellule genre et équité a été réactualisé.

A cet effet, une rencontre sur le rôle des femmes et des organisations de femmes dans la riposte a été organisée avec l'appui de l'USAID Gold et du PNDL, ce qui a permis de capitaliser les bonnes pratiques et expériences réussies d'implication des femmes leaders dans la riposte à la Covid-19. L'atelier a aussi été l'occasion de revisiter, à l'intention des femmes élues, le Règlement sanitaire international (RSI), un instrument juridique visant à prévenir les risques graves pour la santé. Pour renforcer leur

leadership, les actrices (femmes élues et membres d'organisations de femmes) ont produit un mémorandum dans lequel, elles recommandent aux autorités de les impliquer dans toute action relative à la Covid-19 et d'instaurer une participation effective, significative et efficace des femmes aux instances décisionnelles des territoires.

Par ailleurs, la mise en œuvre de l'Acte III de la décentralisation a permis d'enregistrer des progrès dans la prise en compte des besoins spécifiques des femmes. En outre, une intégration transversale de la dimension genre est instaurée progressivement dans le secteur.

En effet, le dispositif multi-acteurs, multi-niveaux et public-privé de financement du Développement économique local (DEL) appelé Bourses territoriales pour un Sénégal Emergent (BT/PSE) de l'Agence de développement local (ADL), a facilité le financement à Tambacounda et à Fatick, d'activités génératrices pour un montant global de 1 128 000 000 FCFA en faveur des femmes et organisations de femmes.

Pour le Projet de Gestion des Eaux pluviales (PROGEP), environ 167 000 personnes dont 52% de femmes ont été directement protégées des inondations.

En outre, dans le cadre du dispositif conjoint d'appui à la coopération décentralisée franco-sénégalaise, des ateliers sont prévus en 2021 en partenariat avec la Cellule Genre et porteront sur la formalisation de l'emploi des femmes et des jeunes.

Également, dans le processus d'institutionnalisation du genre dans le secteur, des ateliers zonaux ont été organisés à Tambacounda et à Ziguinchor avec l'appui de l'UNICEF et de l'ONG KAWALOR. L'objectif visé consistait à partager et à tester, auprès des services techniques déconcentrés et des acteurs territoriaux, les outils genre relatifs au manuel d'intégration du genre dans les initiatives de développement territorial et le guide d'animation sur le genre. A terme, leur appropriation participe à la systématisation de la budgétisation participative sensible au genre au sein des collectivités territoriales.

Enfin, des ateliers sur la formalisation de l'emploi des femmes et des jeunes ont été organisés, en collaboration avec le dispositif conjoint d'appui à la coopération décentralisée franco-sénégalaise.

▪ **Contraintes et perspectives**

Les défis majeurs auxquels le département doit faire face, sont nombreux et portent, entre autres, sur :

- l'intégration de l'égalité de genre dans le Code général des Collectivités territoriales ;
- la définition d'indicateurs et d'outils genre dans le dispositif PPBS du ministère ;
- la systématisation de la budgétisation participative sensible au genre dans les collectivités territoriales.

En termes de stratégie, il est prévu, dans le court terme, d'institutionnaliser le genre dans le secteur de la décentralisation et de l'aménagement des territoires et de mettre en place, un cadre de partenariat dynamique entre la Cellule genre, les structures du

MCTDAT et les partenaires au développement. Dans les courts et moyens termes, cette entité va prendre en charge l'accompagnement des acteurs pour mettre en œuvre un ensemble d'activités portant sur :

- l'opérationnalisation de la planification et de la budgétisation sensible au genre à travers la vulgarisation et le test des outils genre (manuel et guide d'intégration du genre dans les projets et programmes) ;
- la mise en œuvre d'activités de renforcement de capacités visant à consolider le leadership des femmes et leur autonomisation économique dans les territoires ;
- l'évaluation et la mise à jour du plan d'institutionnalisation du genre au sein du département.

Maquette de budgétisation sensible au genre

Programme budgétaire	Actions du programme	Résultats genre attendus	Activités Genre	Indicateurs	Référence	Cibles	Budget	
Pilotage, gestion et coordination administrative	Gestion administrative, technique et financière	Le genre est institutionnalisé (dans le cadre institutionnel, les politiques publiques, les programmes et projets du ministère)	Coordonner la mise en œuvre du plan d'institutionnalisation du genre	Taux d'exécution du PIG	85%	90%	10 000 000	
			Evaluer et mettre à jour le plan d'institutionnalisation	Rapport d'évaluation du PIG	0	1	10 000 000	
	Appui au pilotage de l'Acte III de la décentralisation	Les capacités des acteurs territoriaux sur le genre sont renforcées	Former les agents du ministère et les acteurs territoriaux sur l'intégration du genre dans les politiques publiques (Acte III, le CGCT, DPPD, programmes phares du ministère etc.)	Nombre d'agents formés			50	8 000 000
				Nombre d'acteurs et actrices formés	0	70	15 000 000	
Gouvernance territoriale	Animation et promotion du développement territorial	Les enjeux de l'articulation du genre avec les questions de gouvernance, de décentralisation et les connaissances des règles qui régissent le fonctionnement des Collectivités Territoriales sont améliorés	Organiser des sessions de formation en planification / budgétisation sensible au genre/	Nombre de session de vulgarisation et test des guides d'intégration du genre dans les programmes	6	2	10 000 000	
			Organiser des sessions de formation en leadership (élus et acteurs territoriaux)	Nombre de sessions de formation sur le leadership	3	2	7 000 000	
		La compréhension par les femmes et les hommes de leurs responsabilités dans la gestion des affaires locales et leurs participations actives aux prochaines élections locales sont renforcées	Elaboration d'un livret sur les enjeux de la gouvernance, de la décentralisation et des règles qui régissent le fonctionnement des collectivités territoriales	Livret les enjeux de la gouvernance, de la décentralisation et des règles qui régissent le fonctionnement des collectivités territoriales	0	1	6 000 000	
			Vulgarisation du livret d'informations sur la gouvernance et les règles qui régissent le fonctionnement des collectivités territoriales	Nombre de sessions organisées	0	5	15 000 000	
Total							81 000 000	

28. Ministère de l'Eau et de l'Assainissement (MEA)

Bilan des réalisations

Des résultats significatifs sont notés à travers la mise en œuvre des quatre (04) programmes budgétaires du département.

Dans le cadre de la mise en place des cadres de concertation pour l'eau, le sous-comité de Gestion et de Planification des Ressources en Eau (SCGPE) de la sous-unité de Gestion et de Planification de la Somone, est composé de (soixante) 60 membres dont (dix) 10 femmes, soit un taux de représentativité de 16,7%.

Dans la sous-unité de Gestion et de Planification des Niayes, trois (03) Plateformes locales de l'Eau (PLE) sont mises en place ; la PLE Mont Rolland qui compte quarante (40) membres dont quinze (15) femmes soit un taux de représentativité de 37,5%, la PLE Djiender Kayar qui a cinquante (50) membres dont treize (13) femmes, soit 26% et la PLE Darou Khoudoss Mboro qui compte quarante-neuf (49) membres dont vingt et une (21) femmes soit un taux de représentativité de 42,85%.

En milieu urbain, des résultats significatifs ont été notés dans la politique des branchements sociaux mise en œuvre. A travers le programme de lutte contre la pauvreté, destiné à la couche vulnérable plus particulièrement les femmes et les filles, 27% des branchements ont été réalisés en 2020. Les 73% de branchements programmés en 2021, sont en cours de réalisation, ce qui porte le cumul à 20 000 branchements sociaux pour le compte dudit programme.

Dans le cadre du plan de riposte à la Covid-19, 78% des 8 000 branchements sociaux prévus sont en cours de réalisation et 15 000 sur financement de la BID seront exécutés pour la présente année, à travers le programme KMS3.

Concernant l'adduction à l'eau potable en milieu rural, 18 000 branchements sont en cours de réalisation avec l'accompagnement de l'OFOR, ce qui porte les résultats à mi-parcours 2021 à 38 977 branchements privés tous destinés aux ménages démunis.

En ce qui concerne la mise en œuvre du Projet sectoriel Eau et Assainissement (PSEA/ autonomisation des femmes et des Jeunes à Louga dans les villages de SAKAL, SAGATA DJOLOF, PATOUDE, BOULAL THIEPP, NDOYENE et NGIDILA), des femmes ont été formées dans les techniques de fabrication de savon, en confection de protections hygiéniques, en marketing commercial et en gestion administrative et financière.

S'agissant de l'installation et de l'équipement des unités de production du savon et celles de production des serviettes hygiéniques, le contrat a été signé et le démarrage des travaux est prévu en septembre 2021. Le montant global du volet genre est de 266 918 752 FCFA.



En 2021, des avancées ont été notées dans la prise en compte du genre au niveau du sous-secteur de l'assainissement rural avec l'intégration du genre dans les politiques, stratégies et les réalisations des ouvrages d'assainissement des projets et programmes du ministère.

Également, 157 édicules publics sensibles au genre et à l'hygiène menstruelle sont en cours de réalisation dont 70 à financer sur le budget de l'Etat dans les régions de Thiès, de St Louis, Diourbel, Kaolack et Fatick, 57, à financer dans le cadre du PAP2A et 20 à travers le G2G dans les régions de Tambacounda et Kédougou.

Concernant les latrines familiales, deux (02) marchés seront exécutés dans le courant de l'année 2021, à travers 1 000 latrines familiales dans les régions de Kaffrine et de Louga dans le cadre du PAP2A, et 1 250 latrines familiales dans les régions de Kolda, Sédhiou et Louga, dans le cadre du PAGEP.

En milieu urbain, environ 21 000 branchements à l'égout ont été déjà réalisés dans les quartiers défavorisés.

Pour le projet de la Baie de Hann financé par l'AFD, l'UE et l'Etat du Sénégal, 1153 personnes affectées ont été indemnisées.

Enfin, un important volet de formation et d'élaboration d'outils est en cours de mise en œuvre dans le cadre du développement des compétences au sein du département en matière de genre. Ces composantes portent sur la GAR et la budgétisation sensible au genre, le suivi évaluation des Plans de Travail et Budgets annuels (PTBA) et l'élaboration d'un guide d'intégration du genre.

▪ **Contraintes et perspectives**

Certaines contraintes entravent la dynamique enclenchée par le département pour mieux prendre en compte la dimension genre dans ses interventions. Celles-ci portent entre autres sur :

- l'appropriation encore insuffisante de l'approche genre par le top management ;
- la méconnaissance des outils et approches genre par la plupart des points focaux des programmes ;
- les indicateurs des cadres de performance, constitués pour l'essentiel d'indicateurs d'extrants qui ne sont pas sensibles au genre ;
- l'éloignement des points d'approvisionnement en eau potable pour les ménages démunis ;
- les difficultés notées dans la collecte des demandes de branchements dans les zones opposées à la réforme ;
- les lenteurs relevées dans l'exécution des marchés pouvant compromettre l'atteinte des objectifs fixés en termes de branchements ;
- le non raccordement au réseau d'eau potable, de certains sites devant abriter des édicules publics, ce qui impacte les résultats attendus des projets ;

- l'insuffisance des moyens financiers pour assurer un suivi optimal de l'exécution des ouvrages, surtout au niveau régional ;
- les lenteurs administratives notées dans la procédure de passation des marchés et qui impactent aussi sur l'efficacité du processus de réalisation.

Les défis à relever sont nombreux et sont relatifs aux données désagrégées par sexe et aux ressources financières.

En perspectives, la stratégie adoptée à court et moyen termes sera portée par la mise en œuvre des activités suivantes :

- le plaidoyer à l'endroit du top management pour renforcer le niveau d'information, de sensibilisation de formation et de perception des concepts genre ;
- le renforcement de la mise à disposition du secteur de procédures et d'outils de référence qui favorisent la prise en compte du genre dans les programmes et projets d'eau et d'assainissement ;
- la vulgarisation de l'approche gestion de l'hygiène menstruelle dans les réalisations des EDP des lieux communautaires ;
- la généralisation de la politique de branchements sociaux dans tous les projets d'eau et d'assainissement.

■ Maquette de budgétisation sensible au genre

Programmes budgétaires	Actions du Programme	Résultats genre attendus	Activités genre	Indicateurs	Référence	Cible	Financement	
							Budget	Source
PCGA	Pilotage et coordination	La cellule genre est équipée en matériel informatique pour le fonctionnement	Achat de matériel informatique	Nombre d'ordinateurs	1	2	2 000 000	État
		Les activités genre mises en œuvre sont suivies	Organisation de missions de suivi des activités genre	Nombre de missions de suivi	1	2	500 000	État
		Les points focaux genre sont formés en planification, programmation, budgétisation et suivi évaluation sensible au genre	Session de Formation sur la planification, programmation budgétisation suivi évaluation sensible au genre	Nombre de points focaux genre formés	25	50	3 412 500	USAID/G2G/État
		Plan d'action genre du projet de la dépollution de la baie de Hann est mis en œuvre	Mise en œuvre du plan d'action	Nombre de rapport d'activités	0	3	40 000 000	AFD
		Les membres du comité de suivi genre sont formés sur la dimension genre dans les projets complexes d'assainissement	Formation sur l'analyse genre dans les projets d'assainissement		0	1		

Programmes budgétaires	Actions du Programme	Résultats genre attendus	Activités genre	Indicateurs	Référence	Cible	Financement	
							Budget	Source
		Le plan d'action genre dans le cadre de l'autonomisation des femmes et des jeunes est réalisé dans des localités de la région de Louga	Réalisation de 06 unités de productions de savonneries et de serviettes hygiéniques	Nombre d'unités de production réalisés	6	Fin projet		BAD
PAEP	Développement de l'accès à l'eau potable en milieu urbain	98 000 branchements sociaux et 1 310 km d'extension de réseaux réalisés	Réaliser 20 000 branchements sociaux et 160 km d'extension de réseaux dans le cadre du programme de lutte contre la pauvreté	Nombre de ménages desservis en eau potable par branchement à domicile	14 688 ménages	14 688 ménages	1 013 000 000	SONES
			Réaliser 8 000 branchements sociaux et 120 km d'extension de réseaux dans le cadre du plan de riposte à la Covid-19		6 255 - ménages	8000 ménages	1 484 363 890	IDA
			Réaliser 15 000 branchements sociaux et 120 km d'extension de réseaux dans le cadre du plan de riposte à la Covid-19 du projet KMS3		15 000 ménages	15 000 ménages	1 268 000 000	BID
			Réaliser 35 000 branchements sociaux et 525 km d'extension (réponse à la Covid-19)		0	21 000 ménages	2 824 200 000	SONES-BEI
			Réaliser 20 000 branchements sociaux et 385 km d'extension de réseaux		0	12 000 ménages	1 968 000 000	SONES-BEI
	Appui à la production et à la commercialisation agricole dans le cadre de la Responsabilité Sociétale d'Entreprise (RSE) du projet de construction d'une 3ème usine de traitement à Keur Momar Sarr et ses renforcements en aval-KMS3	48% des producteurs (de la zone du projet appuyés sont des femmes afin d'augmenter leurs revenus	Aménager 20 ouvrages d'exhaure avec panneaux solaires et mise en place de systèmes d'irrigation par goutte à goutte	Nombre total de femmes (agricultrices, maraîchères) bénéficiaires des ouvrages d'exhaure avec panneaux solaires et des systèmes d'irrigation par goutte à goutte	Travaux non encore démarrés. Les études d'élaboration de l'APD et du DAO sont en cours.	20 000	1 550 000 000	BAD
	Développement de l'accès à l'eau potable en milieu rural	7000 branchements privés et X km d'extension de réseaux réalisés	Réaliser 7000 branchements privés et X km d'extension de réseaux dans le cadre du programme des Branchements sociaux	Nombre de ménages desservis en eau potable par branchement à domicile	ND	7000	0	BM, BADEA, USAID

Programmes budgétaires	Actions du Programme	Résultats genre attendus	Activités genre	Indicateurs	Référence	Cible	Financement	
							Budget	Source
PAGEP	Développement de l'assainissement des centres urbains, péri-urbain et rural	Des latrines familiales sont réalisées en milieu rural	Réalisations de latrines familiales en milieu rural	Nombre de latrines réalisées	1000	15500	0	BCI, PEAMIR, USAID
		Des édicules publics prenant en compte l'aspect genre sont réalisés	Réalisation d'édicules publics intégrant la dimension genre dans des établissements scolaires	Nombre d'édicules publics intégrant la dimension genre dans le format des infrastructures	157	157	796 274 676	G2G/PSEA/BCI
TOTAL							10 949 751 066	

29. Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (MESRI)

▪ Bilan des réalisations

Les principales activités déroulées en matière de politique de promotion du Genre et Équité sont :

- l'amélioration de la qualité de l'enseignement supérieur en mettant l'accent sur le rôle des femmes dans la recherche à travers le Projet d'Appui à la Promotion des enseignantes-chercheuses du Sénégal (PAPES) qui subventionne les enseignantes-chercheuses pour leur permettre de s'inscrire au Conseil africain et malgache de l'Enseignement supérieur (CAMES) et les doctorantes en vue de financer leur projet de thèse. Ainsi, le nombre d'enseignantes chercheuses passe de 15 en 2016 à 18 en 2017 et le nombre de doctorantes financées de 13 à 32 pour la même période ;
- le financement de projets de recherche avec l'appui du Fonds d'impulsion de la Recherche Scientifique et Technique (FISRT), dont le projet « Recherche Action pour une Prévention des VBG dans les milieux d'enseignement supérieur au Sénégal » porte sur le genre ;
- des formations sur les techniques de transformation et de conservation des fruits et légumes, des céréales, de fabrication d'eau de javel et de savon, ... des activités dans les Centres de recherches et d'essai (CRE) de la Direction générale de la Recherche et de l'innovation en faveur de 110 femmes de Tivaouane, 100 femmes de Koungheul, 125 femmes de Saint-Louis dans le village de Ndabène-Toubé et enfin 100 femmes des groupements de femmes de Mbacké. Dans cette dynamique, 25 jeunes du département de Médina Yoro Foula et 117 jeunes de Vélingara et Kolda, ont bénéficié d'un accompagnement en entrepreneuriat et partenariat avec des ONG ;
- la mise en œuvre du « Projet de Recherche et de Développement sur le Palmier à huile » (communément appelé projet PALMERAIE), avec un total de 20 parcelles mises en place dans sept (07) régions. Au sein des périmètres, les 903 bénéficiaires directs sont organisés en GIE ;

- l'organisation d'une série de formations au profit de 110 femmes de Tivaouane, 100 femmes de Kounghoul, 125 femmes de Saint-Louis et de 100 femmes des groupements de femmes de Mbacké ;
- l'accompagnement en entrepreneuriat de 25 jeunes du département de Médina Yoro Foula et 117 jeunes de Vélingara et Kolda en entrepreneuriat avec des ONG ;
- la mise en place d'une plate-forme regroupant les actrices du secteur agroalimentaire de la région de Diourbel, dans le cadre des activités de l'Université Alioune Diop de Bambey en plus de la mise en place d'un réseau de formation, d'accompagnement et d'implémentation des femmes intéressées par les énergies renouvelables ;
- le pilotage, la coordination et la gestion du MESRI où sur huit (08) recteurs, figurent trois (03) femmes ; et quatre (04) des 05 instituts supérieurs d'enseignement professionnel sont dirigés par des femmes.

Des avancées ont aussi été notées en matière de promotion de la femme au niveau des postes de responsabilité dans les universités suivantes :

- Université virtuelle du Sénégal (UVS) : sur les sept (07) directions administratives, les quatre (04) sont occupées par des femmes soit un taux de représentativité de plus de 57% ; le pourcentage de filles/femmes (étudiantes) à l'UVS est de 52 % (28 122 filles sur un nombre d'étudiants de 54 108) ; l'enseignement par le biais du numérique permet aux femmes qui allaitent de pouvoir suivre les cours et faire les évaluations à domicile ;
- Université Alioune Diop de Bambey : la nomination de femmes à des postes stratégiques (Direction assurance qualité, Direction bibliothèque centrale, Direction cellule université-entreprise) ; le renforcement de capacités des femmes de la localité (formation en informatique, appui médical, soutien juridique etc.) ; l'intégration du concept genre dans les apprentissages.

Également le taux de réussite au baccalauréat 2020 a été en faveur des filles avec un taux de réussite de 50,92% comme le montre le tableau ci-dessous. Toutefois, l'excellence a primé au niveau des garçons un nombre de mentions supérieur à celles des filles.

Baccalauréat 2020	Garçons	Filles
Taux de réussite	49,08	50,92%
Mention très bien	55	39
Mention bien	480	396
Mention assez bien	3 071	2 710

▪ **Contraintes et perspectives**

Dans la conduite de ses missions, le MESRI reste confrontée à des contraintes liées à :

- le sureffectif dans certains établissements publics ;
- la diversification encore limitée des offres d'enseignement ;
- l'articulation entre l'enseignement supérieur, la recherche, l'Innovation et les besoins socio-économiques et culturels du pays ;

- le nombre de personnes impliquées dans la conception et le déroulement des activités Genre relativement faible.

Par ailleurs, les défis prioritaires à relever pour le développement du système d'enseignement supérieur et de la Recherche sont, entre autres :

- le développement des sciences, technologies, sciences de l'ingénieur et mathématiques (STEM) ;
- le développement des formations professionnelles courtes et professionnalisantes ;
- la mise en place d'une politique d'orientation et d'investissements résolue tournée vers le développement de la technologie du virtuel ;
- l'évaluation continue des institutions d'enseignement supérieur à tous les niveaux ;
- la pacification de l'espace universitaire ;
- l'augmentation du taux d'accès des filles aux études supérieures et la promotion des politiques de maintien des filles afin de leur permettre de terminer leurs cursus académiques.

Ainsi, la stratégie déclinée à court et moyen termes sera portée par les leviers suivants :

- le renforcement des capacités d'accueil des universités publiques existantes ;
- la mise en place d'une politique de discrimination positive dans l'octroi des allocations d'études et dans la formation ;
- la mise en œuvre du Projet d'Appui à la Promotion des Enseignantes-chercheuses du Sénégal (PAPES) ;
- le renforcement des programmes de formation à distance ;
- la promotion de l'accès des filles aux études scientifiques et techniques ;
- la promotion de la recherche et de l'innovation à travers le Fonds d'Impulsion de la Recherche scientifique (FIRST) ;
- la redynamisation des Centres de Recherche et d'Essais (CRE) par le renforcement des formations pour les GIE et par l'augmentation du nombre d'apprenant filles formées dans les métiers.

■ Maquette de budgétisation sensible au genre

Programmes Budgétaires	Actions du programme	Résultats genre attendus	Activités genre	Indicateurs	Références	Cibles	Budget
Éducation supérieure	Amélioration de la qualité des Enseignements, de la promotion de l'Employabilité et de l'Insertion professionnelle dans les Instituts d'enseignement supérieur (IES)	Le recrutement d'enseignantes-chercheuses dans les universités publiques est renforcé	Plaidoyer pour le recrutement d'enseignantes-chercheuses au profit des Universités publiques	Pourcentage d'enseignantes-chercheuses qualifiées recrutées dans les universités publiques	38%	50%	25 000 000
Recherche et Innovation	Valorisation des résultats de la Recherche	L'utilisation des résultats de la recherche est bénéfique pour la communauté	Organiser 5 ateliers de formation sur les nouvelles technologies innovantes dans les CRE	Nombre de bénéficiaires par modules/sexe/âge /région	60%	80%	100 000 000

Programmes Budgétaires	Actions du programme	Résultats genre attendus	Activités genre	Indicateurs	Références	Cibles	Budget
	Appui financier au développement de la Recherche	Les subventions sont revues à la hausse en nombre et en nature	Plaidoyer auprès des autorités pour l'augmentation des subventions accordées aux doctorantes et enseignantes chercheuses	Nombre d'enseignantes chercheuses financées par le Projet d'Appui à la Promotion des Enseignantes-chercheuses du Sénégal (PAPES)	80%	90%	150 000 000
				Nombre de doctorantes financées par le PAPES)	75%	80%	150 000 000
				Nombre de projets de recherche financés par le fonds d'impulsion de la recherche scientifique et technique (FIRST) selon le GENRE	15%	20%	127 500 000
		L'institutionnalisation du Genre est effective au sein du MESRI	Recruter une Consultante spécialiste en Genre et Éducation supérieure	Contrat signé	1 contrat	1 contrat	3 000 000
Pilotage, coordination et gestion administrative	Renforcement du pilotage et la coordination de l'ESR	Le plan de travail annuel validé est opérationnel	Organiser des ateliers d'échanges entre la Cellule Genre du ministère et celles des universités publiques	Nombre d'ateliers tenus avec les Cellules Genre des Universités publiques	5 ateliers	8 ateliers	40 000 000
		Les ateliers de formation sur les techniques d'intégration du genre dans les programmes, projets et budgets du MESRI sont tenus	Organiser des ateliers de formation sur les techniques d'intégration du genre dans les programmes, projets et budgets du MESRI	Nombre de cellules enrôlées au niveau interne	5 cellules genre	8	25 000 000
		Le rapport annuel des Cellules Genre des Universités, produit et validé	Organiser un atelier de validation du rapport annuel	Existence d'un rapport annuel	1	1	5 000 000
TOTAL							625 500 000

30. Ministère des Mines et de la Géologie (MMG)

▪ Bilan des réalisations

Secteur à dominant masculin, une réorientation des politiques en faveur des femmes devient nécessaire et urgente en vue de corriger les inégalités. Au regard des enjeux socio-économiques de l'activité minière, cette représentation reste insignifiante. Ainsi, les mesures qui ont été prises, ont donné des résultats appréciables à différents niveaux:

Au plan législatif : le décret n°2020-1711 du 10 septembre 2020 fixant les modalités d'alimentation, d'opération et de fonctionnement du Fonds d'Appui au Développement local qui recommande l'intégration des projets d'autonomisation de la Femme dans les plans communaux de développement a été pris ;

Au plan administratif et institutionnel :

- l'actualisation de la LPSD avec l'intégration du genre à tous les niveaux ;
- la prise en compte du genre dans les projets arrivés en maturation notamment le projet d'encadrement et de promotion des mines artisanales et le projet de la stratégie nationale de développement du contenu local ;
- la responsabilisation et la promotion de la femme à des postes de responsabilités : parmi les quatre (04) directions nationales du département en 2020, deux (02) d'entre elles sont dirigées par des femmes, soit une parité parfaite ;
- le leadership au niveau des cellules internes du ministère qui reste favorable à la gence féminine avec six (06) cellules sur sept (07) dirigées par des femmes, soit un taux de 88%. Parmi celles-ci, celle dédiée à la coordination du Contrôle de gestion est dirigée par deux (02) femmes, la coordonnatrice et sa suppléante.

Au niveau des activités d'exploitation minière : le nombre de titres miniers délivrés aux femmes est passé de 5 à 9 entre 2019-2020. Néanmoins le pourcentage reste faible du fait du nombre élevé de bénéficiaires hommes : sur les 150 titres de 2020, seul neuf (09) sont destinés aux femmes.

Dans le cadre la lutte contre la pandémie de la Covid-19, les activités suivantes ont été menées :

- la dotation des exploitants miniers artisanaux des régions à forte concentration d'activités minières (Kédougou, Thiès, Matam,...) en kits alimentaires et en équipements (masques, gels antiseptiques, lave-mains,...);
- l'équipement des orpailleurs de Kédougou, en motos tricycles pour le transport de leur production (statistiques non disponibles). En tout, 494 orpailleurs ont été dotés de kits alimentaires et d'équipements anti-Covid. Parmi ces orpailleurs, 125 femmes soit 25,3% contre 369 hommes, soit 74,7 %, ce qui montre un déséquilibre notoire en défaveur des femmes ;
- la prise en compte de la dimension genre avec l'aménagement de toilettes distinctes pour les femmes et les hommes dans le projet de construction d'un centre de tri du minerai à Saraya (Kédougou).



Kédougou : la ministre des mines et de la géologie Aïssatou Sophie Gladima Siby vient à la rescousse des orpailleurs de la région

▪ **Contraintes et perspectives**

Malgré ces résultats enregistrés, le secteur reste confronté à des contraintes liées notamment à l'insuffisance des capacités des acteurs, à la non disponibilité de

statistiques désagrégées, à la non effectivité d'une culture genre dans le secteur et à l'insuffisance des ressources humaines et financières.

En perspectives, les défis à relever pour une meilleure prise en compte du genre dans le secteur, se résument à la mise en œuvre des activités suivantes :

- sensibiliser le personnel du MMG sur les questions genre en vue d'instaurer une culture genre dans le secteur ;
- former les acteurs de la chaîne PPBSE (Agents CEP, DAGE, Gestionnaires, Cellule Genre...) en technique de budgétisation sensible au Genre;
- opérationnaliser le Fonds d'Appui au Développement Local qui devra prendre en compte les projets d'autonomisation de la Femme dans les plans communaux de développement ;
- mettre en œuvre le projet d'encadrement et de promotion des mines artisanales en vue de mieux organiser les femmes orpailleurs ;
- mettre en œuvre le projet de Stratégie nationale de Développement de Contenu local (SNDCL) pour permettre aux femmes de bénéficier des opportunités offertes par le secteur ;
- encourager un leadership féminin au niveau des services régionaux ;
- produire des statistiques fiables sur le genre.

La stratégie à court et moyen termes sera axée sur les mesures suivantes :

- l'organisation de campagnes d'information et de sensibilisation des femmes sur les opportunités socio-économiques du secteur ;
- l'organisation des femmes orpailleurs en GIE ;
- la formation des femmes orpailleurs aux nouvelles techniques de traitement du minerai sans mercure ;
- la formation des acteurs sur les enjeux liés au genre.

▪ Maquette de budgétisation sensible au genre

Programmes budgétaires	Actions du programme	Résultats genre attendus	Activités genre	Indicateurs	Référence	Cibles	Budget
MINES	Renforcement du système d'information minier	Les femmes sont sensibilisées sur les retombées socio-économiques offertes par le secteur	Organiser des focus groupes de femmes et/d'ateliers de sensibilisation	Taux d'augmentation des femmes investisseurs dans le secteur	9%	15%	100 000 000
		Des statistiques genres fiables sont disponibles	Former les acteurs concernés (géologues traiteurs de données et membres de la cellule genre en production de statistiques genre	Nombre de formés	10%	30%	
		La participation des femmes aux activités de valorisation du potentiel minéral est accrue	Accompagner les femmes dans la création de projets de transformation des substances à forte valeur ajoutée	Le nombre de projets de femmes créés accompagnés	2	10	
Pilotage, Coordination et Gestion Administrative	Pilotage sectoriel	Le genre est institutionnalisé au sein du Ministère des Mines et de la Géologie	Poursuivre la formation des agents du MMG sur les concepts de genre	Pourcentage de femmes et d'hommes formés aux concepts de genre	15% H et 85% F	30% H et 70% F	20 000 000

Programmes budgétaires	Actions du programme	Résultats genre attendus	Activités genre	Indicateurs	Référence	Cibles	Budget
			Former les acteurs de la chaîne PPBSE sur la budgétisation sensible au genre	Pourcentage de femmes et d'hommes acteurs de la chaîne PPBSE formés à la budgétisation sensible au genre	0%	100%	
			Réaliser l'audit social-genre du secteur	Existence d'un rapport d'audit plan d'institutionnalisation validé	0%	100%	50000000
TOTAL							170 000 000

31. Ministère du Développement communautaire de l'Équité sociale et territoriale (MDCEST)

▪ Bilan des réalisations

Socle de l'équité sociale et territoriale, le MDCEST est positionné comme le couvoir du développement durable à travers les missions assignées qui sont adossées aux principes de justice sociale.

Ainsi, les autorités du ministère ont opté pour la promotion de l'approche genre à tous les niveaux de la chaîne de planification, programmation, budgétisation et de suivi évaluation de la politique sectorielle.

Dès lors, l'ancrage institutionnel des cinq (5) marqueurs sociaux que sont PUDC, PUMA, PROMOVILLES, PNBSF et CMU (dont la vocation est, entre autres, de corriger les inégalités et disparités) se justifie au regard des missions du département.

Un bilan satisfaisant a rythmé la mise en œuvre des programmes budgétaires « **développement communautaire et équité territoriale** » et « **équité sociale** » grâce aux réalisations des projets phares citées supra.

Dans le domaine de l'allègement des travaux des femmes et d'aménagement agricoles, des résultats significatifs ont aussi été enregistrés.



Lancement officiel du projet de formation et d'emploi des jeunes dans les métiers du pavage et tournée de Monsieur le Ministre, étape 5 : Kaolack

▪ Contraintes et perspectives

Les contraintes sont nombreuses et ont trait :

- à la faible participation des femmes aux instances de prise de décision ;
- aux difficultés d'entretien et de maintenance des ouvrages ;
- au faible niveau de revenus des ménages qui entravent l'accès aux infrastructures de base même si elles sont disponibles.

En perspective, la stratégie déclinée à court et moyen termes par le département repose sur l'audit genre du département, l'organisation de sessions de formation sur l'approche genre à l'attention de tous les acteurs, l'élaboration d'un document d'orientation stratégique en cohérence avec l'approche budget-programme, la mise en place de tout cadre de synergie des acteurs internes et externes intervenant dans la thématique genre et la constitution d'une base de données ventilées par sexe.

▪ Maquette de budgétisation sensible au genre

Programmes Budgétaires	Actions du programme	Résultats genre	Activités	Indicateurs	Références	Cibles	Budget
Pilotage, Coordination et Gestion administrative	Pilotage et coordination	La prise en compte du genre est efficiente	Réaliser l'audit Genre du Ministère	Existence d'un rapport d'audit genre	ND	1	1 000 000
		Le genre est pris en compte dans la planification sectorielle	Renforcer le dialogue autour des questions genre	Taux d'exécution	ND	70%	30 000 000
		Renforcement de capacités en genre des points focaux et du personnel	Le genre est pris en compte dans la planification sectorielle	Nombre de sessions de sensibilisation	1	9	40 000 000
Equité territoriale	PROMOVILLES	Autonomisation des femmes	Construire/Réhabiliter des cases foyers/maison des femmes	Nombre de case foyers/maison femmes construites/réhabilités	0	7	936 233 983
		Diminution du taux de décès liés à l'accouchement	Construire des infrastructures sanitaires	Nombre de postes de santé construites	0	3	279 547 193
		Produire des produits de qualité pour une meilleure commercialisation	Construire des ateliers de fumages	Nombre d'ateliers construites	0	2	124 733 198
		Faciliter le réseautage	Construire la maison des associations de Guédiawaye	Nombre de maison construites	0	1	524 739 097
		Encourager les initiatives communautaires	Construire un centre socio-culturel	Nombre de centre construits	0	1	198 333 102
		Faciliter l'acheminement, la conservation la vente des produits locaux	Acquérir d'unités de transformation de produits pour les fruits, légumes, céréales et halieutiques	Nombre d'unités de transformation de fruits et légumes acquis	0	20	750 000 000
Equité Territoriale	PUMA	Promotion de l'inclusion sociale dans le milieu éducatif	Installer des clubs scolaires d'inclusion sociale	Nombre d'activités de sensibilisation sur l'éducation inclusive	0	2	5 000 000
		Renforcement des initiatives communautaire de lutte contre les VBG	Mettre en place des Cases d'Accueil d'Ecoute et d'Orientation (CAEO) des personnes vulnérables et ou exposées à la violence	Nombre de CAEO installé et fonctionnel	0	1	5 000 000
Total							2 894 586 573

CONCLUSION

Pour la **sixième année** consécutive, le DBG s'est évertué à faire le bilan du suivi des politiques sensibles au genre en vue d'apprécier les efforts consentis par l'Etat. Depuis 2016, l'approche progressive d'intégration du genre dans le processus de budgétisation, des départements a permis d'enrôler, en 2020, l'ensemble des départements ministériels.

Cet exercice constitue une opportunité pour mieux internaliser les questions et enjeux liés au genre dans les programmes budgétaires, lesquels représentent un ou des pans des politiques publiques. Cette budgétisation ciblée dans le cadre de la gestion axée sur les résultats, repose sur un double objectif :

- prendre en compte les besoins différenciés des hommes et des femmes dans la conception et la mise en œuvre des politiques publiques sectorielles dans le cadre d'une vision holistique, intégrée et cohérente ;
- donner la juste mesure des insuffisances et des gaps qui nécessitent encore des mesures positives en faveur des femmes (scolarisation, activités génératrices de revenus, accès ou retour à l'emploi, création d'entreprise, etc.).

En vue de faciliter l'institutionnalisation du genre dans les politiques publiques, les maquettes de budgétisation conçues à cet effet, ont pris en charge cette problématique au niveau des programmes budgétaires des ministères.

Cette œuvre, fruit d'efforts et de travail collégial entre le ministère en charge des Finances et l'ensemble des départements ministériels, a nécessité la mobilisation des ressources humaines à tous les niveaux de l'administration. Toutefois, des efforts restent à faire pour parvenir à une intégration effective du genre dans le budget, ce qui passe nécessairement par des efforts supplémentaires en matière de planification.

En effet, le processus d'intégration du genre dans le budget demande du temps et un bon portage de tous les acteurs à tous les niveaux.

Au regard de la volonté politique affichée, le Sénégal est dans une bonne dynamique avec la création des cellules genre, la production des rapports budgétaires genre des ministères mais également avec l'intégration du genre dans le processus budgétaire à travers le DBG qui accompagne le projet de Loi de Finances depuis 2016. De plus, le genre est érigé en critère d'éligibilité pour l'inscription de projet dans le PAP 2A.

Par ailleurs, malgré la situation sanitaire, des acquis significatifs sont enregistrés aux niveaux global et sectoriel avec :

- le recensement des activités correctrices des inégalités de genre dans les ministères ;
- la redéfinition des priorités ;
- la capitalisation des bonnes pratiques en matière de prise en compte du genre dans les politiques publiques ;

- le renforcement des outils de plaidoirie pour l'intégration effective du genre dans les politiques publiques ;
- la capitalisation des acquis en matière de genre ;
- la création de chapitres genre, dotés à hauteur de 10 millions FCFA en guise d'appui ;
- l'amélioration de la visibilité des cellules genres ;
- l'implication des cellules genre dans le processus budgétaire ;
- l'intégration du document dans le processus budgétaire (il accompagne le projet de loi de finances initiale).

En outre, l'opérationnalisation du genre à travers le renseignement de la maquette de budgétisation sensible au genre a permis de relever les inégalités et disparités de genre des différents programmes budgétaires des ministères et de proposer des activités correctrices, budgétisées et assorties d'un cadre de performance.

Les principaux **projets/programmes du projet de loi de finances 2022** à forte connotation « genre » traduisent la volonté politique affichée par les autorités pour résorber le gap sur les inégalités.

Toutefois, des contraintes spécifiques continuent d'entraver l'élan enclenché par les différents acteurs pour une intégration effective du genre dans la chaîne PPBS.

En définitive, les défis à relever devraient être pris en compte à travers :

- la prise en compte du genre dans la chaîne PPBS ;
- une disponibilité de liste d'indicateurs sexospécifiques pertinents dans le cadre de performance de chaque projet annuel de performance du ministère ;
- la disponibilité de données désagrégées ;
- la poursuite de la capacitation et du développement des compétences des acteurs sur les enjeux de genre et la définition d'indicateurs de performance ;
- la formation des responsables des cellules genre pour assurer correctement le rôle de suivi de la prise en compte du genre dans la chaîne PPBS ;
- le plaidoyer pour une mobilisation des ressources ;
- l'instauration d'un dialogue constructif et inclusif afin de poursuivre les efforts des départements ministériels ;
- le plaidoyer fort en direction des élus pour renforcer le cadre législatif pour la promotion de l'égalité et de l'équité de genre ;
- l'élaboration d'un bilan chiffré en capitalisant l'ensemble des interventions notamment celles des organismes non gouvernementaux, des collectivités territoriales et des partenaires ;
- l'intégration de lignes genre dans la Nomenclature budgétaire de l'Etat (NBE) ;
- la prise en compte du genre dans la Loi organique relative à la Loi de Finances (LOLF).

Il convient de retenir que le **Document budgétaire Genre** constitue un outil stratégique pour le **Ministère des Finances et du Budget** qui accompagne et rapproche, les départements ministériels dans leur processus de programmation budgétaire sensible

au genre. En effet, il permet de s'assurer que les ressources de l'Etat bénéficient équitablement aux hommes et aux femmes et contribuent à la réduction des inégalités persistantes.

Ainsi, les engagements pris en faveur de l'égalité et de l'équité, intègrent une perspective genre dans tout le processus du cycle budgétaire, la mise en œuvre et le suivi avec des investissements concrets en vue de combler les disparités liées au genre et de s'assurer qu'aucune personne ne sera laissée pour compte.



FAIRE DE LA GESTION DES INÉGALITÉS UNE RÉALITÉ POUR UNE
ALLOCATION ÉQUITABLE DES RESSOURCES



REPUBLIQUE DU SENEGAL
Un Peuple - Un But - Une Foi

MINISTERE DES FINANCES
ET DU BUDGET

DIRECTION DE LA PROGRAMMATION BUDGETAIRE
Avenue Lamine GUEYE